



Rapport annuel 2023

ICE Groupe
Ingénierie, Conseil et Équipement Groupe



Un réseau d'experts à votre service



ICE Groupe



ICE SAS



Stilog Ist



Cee Relays

Cee España



MtC

Médiane Ingénierie



Médiane Benelux

Clearsy

Compelma

Stilog inc.

Apilog

Worldcast Systems

Médiane Système

Cee italiana

Technicam

EMC

ISIT



Mediane Italia



Médiane Système

Cee italiana



Stilog inc.



Ec2e



STIC



Sommaire

1 Présentation du groupe

1.1. Historique	4
1.2. Activités et organisation	5
1.3. Synthèse des résultats consolidés	31
1.4. Recherche et développement*	33
1.5. Facteurs de risque*	34

2 Gouvernement d'entreprise et capital social*

2.1. Rappel des principes de la gouvernance	43
2.2. Mandataires sociaux	44
2.3. Rapport du conseil de surveillance pour 2023	47
2.4. Informations concernant l'actionariat	49

3 Chiffres clés et commentaires sur l'exercice 2023*

3.1. Situation et activité du groupe	51
3.2. Rapport sur les comptes sociaux	58
3.3. Faits marquants, événements récents, perspectives	59

4 Comptes consolidés

4.1. Comptes de résultat consolidés comparés	62
4.2. Bilans consolidés comparés	63
4.3. Tableaux de variations des capitaux propres consolidés	65
4.4. Tableaux des flux de trésorerie consolidés comparés	65
4.5. Notes annexes	66
4.6. Liste des sociétés consolidées au 31 décembre 2023	79
4.7. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	80

5 Comptes sociaux

5.1. Comptes de résultat comparés	83
5.2. Bilans comparés	84
5.3. Tableau des flux de trésorerie comparés	86
5.4. Notes annexes	87
5.5. Liste des filiales et participations au 31 décembre 2023	93
5.6. Résultats financiers sur cinq ans	94
5.7. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	95

6 Informations sociales, sociétales, et environnementales de l'entreprise*

6.1. Informations sociales	97
6.2. Informations sociétales	101
6.3. Informations environnementales	102

7 Assemblée générale 2024

7.1. Ordre du jour*	104
7.2. Résolutions présentées par le directoire*	105
7.3. Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées	107
7.4. Affectation du résultat	108

8 Annexes

8.1. Ruban bleu 2023	109
8.2. Organigrammes financiers	
1) Au 31 décembre 2023	110
2) Au 5 janvier 2024	111
8.3. Table de concordance du rapport de gestion	112

* Ces informations font partie intégrante du rapport sur la situation de la société et l'activité de celle-ci pendant l'exercice écoulé tel que prévu par les articles L225-100, al. 2 et L232-1, II du code de commerce.

1. Présentation du groupe

1.1. Historique

1947 Création de Industrielle de Contrôle et d'Équipement (ICE), par Paul BOULARD et un associé.
Fabrication de relais et protections de réseaux THT pour EDF.

1979 Création de CEPA, Câblage électronique professionnelle et aéronautique.

1981 Création de Audemat, qui deviendra WorldCast Systems (WCS) en 2009 après ses fusions avec Eceso (créée en 1956) et APT. Diffusion audio, en particulier radio FM, et vidéo.

1987 Création de Organisation des Travaux Nucléaires (OTN).

1989 Création de Médiane Système par François BERTAULD et deux associés. ESN spécialisée dans l'informatique technique.

1991 Création de Stilog IST par François BERTHELOT et Christophe POIRMEUR. ESN spécialisée dans l'informatique technique puis également dans le logiciel.

2000 Reprise des activités de CEE et de trois de ses filiales étrangères.
Médiane Système (contrôle en 2005) et STIC rejoignent le groupe.

2001 Création de Clearsy. ESN spécialisée dans la boîte à outils de développement logiciel Atelier B.

2007 Création de Médial Concept. Compelma rejoint le groupe.

2009 Création de Médiane Ingénierie.

2010 EC2E rejoint le groupe.

2014 Stilog IST (avec *Visual Planning*®) rejoint le groupe.

2015 Avril : ISIT rejoint le groupe. Premiers salariés à Stilog Inc. (USA).

Scission de Industrielle de Contrôle et d'Équipement (ICE) qui devient Ingénierie, Conseil et Équipement Groupe (ICE Groupe).
Octobre et novembre : OTN et m2es Technologies rejoignent le groupe.

2017 Janvier : m2es Technologies et Médial Concept fusionnent et deviennent WaT « We are Technologies ».

Octobre : Apilog rejoint le groupe.

2018 Démarrage de WaT Portage et Médiane Benelux.

2020 Juin : CEPA et Technicam (Maroc), rejoignent le groupe.
Décembre : OTN et CEPA reprennent C2E Cabluri (Roumanie) rebaptisé EMC.

2021 Création de Mediane Italia.

2022 Janvier : CEPA et OTN fusionnent et deviennent Maintenance, travaux et Câblage (MtC).

2023 Juillet : WorldCast Systems rejoint le groupe.

2024 Janvier : Clearsy rejoint le groupe.

ICE Groupe

Près de 25 ans de croissance profitable

Avec plus de 1 200 collaborateurs et un chiffre d'affaires de 140 M€, le groupe a :

- plus que quintuplé de taille au cours des vingt-cinq dernières années,
- accueilli, par croissance externe, plus d'une vingtaine de sociétés aux métiers complémentaires,
- constitué, pour moitié par croissance interne, un ensemble à la solidité éprouvée.

Un périmètre en constante évolution, une politique attentive des ressources humaines et une confédération originale et attractive d'entrepreneurs conservant leur autonomie de gestion constituent les fondements du succès de ICE Groupe. L'autonomie et la responsabilisation de nos équipes sur le terrain sont une des clés de la réussite.

139,6 M€

Chiffre d'affaires 2023 (+14,5%)
(160 M€ avec périmètre janvier 2024)

7,7 M€

Résultat net part groupe 2023 (+79%)
(9,4 M€ avec périmètre janvier 2024)

41,7 M€

Trésorerie fin 2023
(16,7 M€ net d'endettement)

1 240

collaborateurs
(début 2024 avec la participation MI)

1.2. Activités et organisation

1.2.1. ICE Groupe S.A.

ICE Groupe est une société française dont le siège se trouve en France et qui exerce une fonction de holding et de coordination stratégique et industrielle des filiales du groupe, en France et dans le monde.

Le groupe possède la totalité du capital de la grande majorité de ses filiales.

1.2.2. Organisation opérationnelle

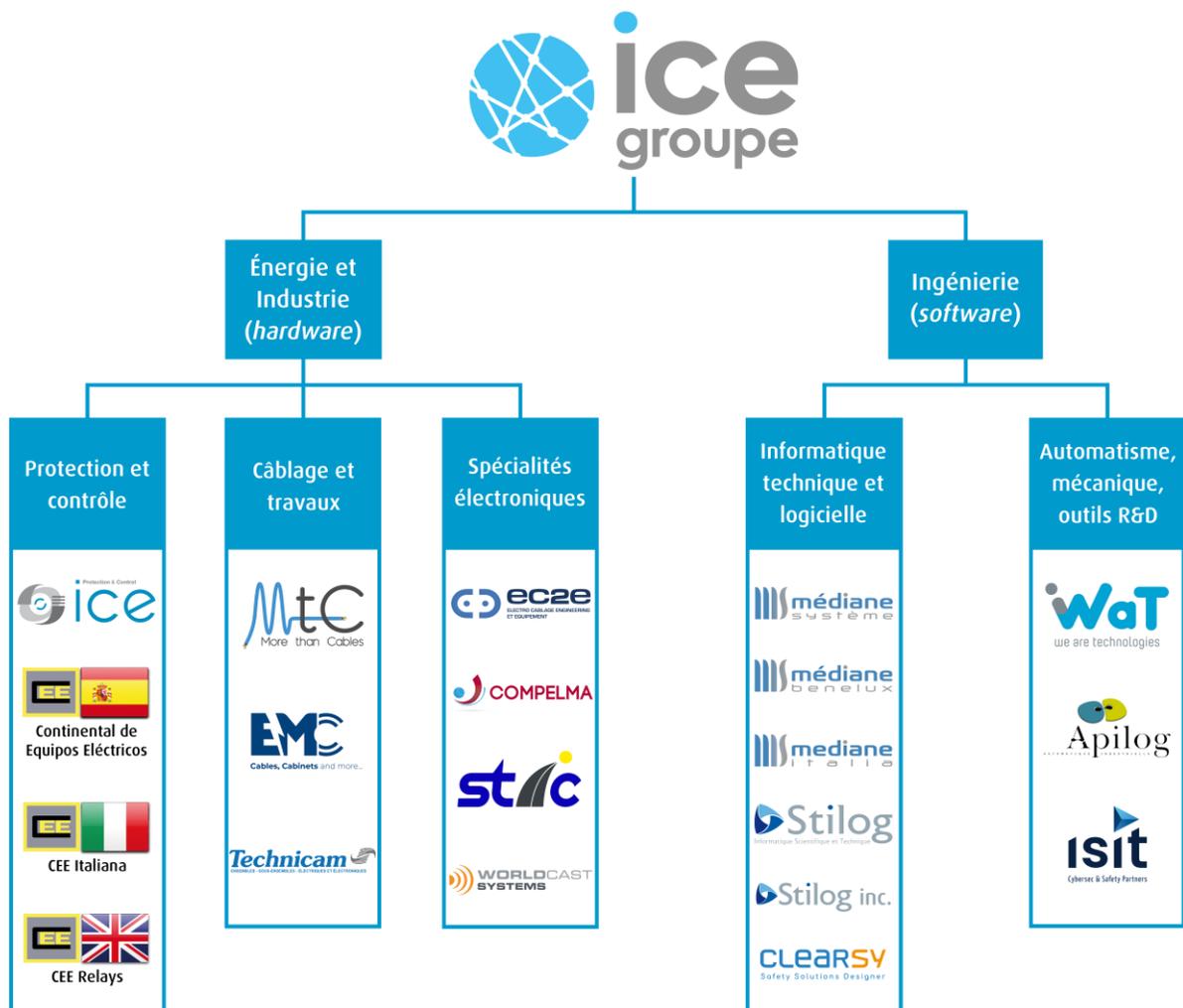
L'activité du groupe est répartie entre 2 grandes branches opérationnelles. Dans ses marchés, chacune d'entre elles développe et valorise un ensemble d'activités propres auprès des clients, généralement des entreprises liées à l'investissement industriel :

- La branche *Energie et Industrie* fournit des équipements (hardware) et des services associés.

Elle se développe autour de trois grandes activités : la protection et contrôle-commande des réseaux électriques de la moyenne à la très haute tension (ICE et les 3 CEE), le câblage et les travaux électriques (MtC, Technicam et EMC), et des niches dans des spécialités électroniques (EC2E, Compelma, STIC et WorldCast Systems).

- La branche *Ingénierie* (software) propose des prestations dans les métiers de l'informatique technique, de l'électronique et des automatismes. L'activité est composée de prestations de R&D externalisée dans l'informatique technique, l'électronique et les calculs scientifiques (Médiane Système, Stilog IST et Clearsy) auxquelles s'ajoutent l'édition logicielle (Stilog IST et Stilog inc), les automatismes (WaT et Apilog), et les outils matériels et logiciels en R&D (ISIT).

Organigramme simplifié du groupe



1.2.3. Composition de la direction

Le Directoire

Sous le contrôle du Conseil de surveillance, le Directoire met en œuvre les orientations stratégiques et dirige l'ensemble des activités du groupe. A compter d'avril 2023, il était composé de 4 membres, Pierre Fustier, président, François Bertauld orienté vers l'ingénierie des sociétés du groupe, Jean-Yves Fustier, secrétaire général en charge de l'ensemble et Bruce Hubert orienté vers le câblage.

Les mandats de Pierre Fustier et François Bertauld ont été renouvelés l'année dernière et, tout comme celui de Jean-Yves Fustier nommé simultanément, courent jusqu'à l'Assemblée générale 2027. Celui de Bruce Hubert expirera avec l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2024.

Les dirigeants des sociétés

Chaque société du groupe est sous la conduite d'un ou plusieurs dirigeants en charge des directions opérationnelles et fonctionnelles, responsable sur son périmètre et développant une expertise propre soit, au moment de l'assemblée générale :

Prénom/Nom	Fonction principale
Directoire	
Pierre Fustier	Président
François Bertauld	Membre, président, Médiane Système
Jean-Yves Fustier	Membre, secrétaire général
Bruce Hubert	Membre, vice-président, MtC
Dirigeants	
Jean-Luc Barreau	Directeur général, Compelma
Luca Bellotti	Directeur général, CEE Italiana
Tayeb Benslimane	Directeur comptable et consolidation, ICE Groupe
François Berthelot	Président, Stilog IST
Patrice Bibaut	Directeur d'exploitation, WaT
Nicolas Boulay	Vice-Président, WCS
Olivier Chaland ⁽¹⁾	Directeur général, WaT, et président, WaT Portage
Julien Chomat	Directeur général, WCS
Frédéric Czaikowski	Directeur général, Médiane Système
Robert Dickson	Director, CEE Relays
Philomène Gaspar	Directrice générale, WaT Portage ⁽²⁾
Shaunt Hosdaghian	Chief Revenue Officer, Stilog inc.
Régis Hubert	Président, MtC
Daniel Huitorel	Directeur R&D, ICE
Marion Lamy	Directrice générale, EC2E
Guy Le Marc	Directeur général, STIC
Dominique Lestrade	Directrice générale, ISIT
Philippe Malinvaud	Vice-Président, MtC
Florence Martineau	Présidente, EC2E
Sébastien Moulinot	Directeur général, MtC
Juan Nuñez Recuero	Directeur général, CEE España Continental de Equipos Eléctricos
Jean-Philippe Pitzalis	Directeur général, Clearys
Christophe Poirmeur	Directeur général, Stilog IST
Catalin Popa	Directeur général, EMC
Christophe Poulain	Vice-Président, WCS
Christophe Reny	Gérant, Technicam
Thierry Servat	Président, Clearys
Véronique Taillanter	Directrice des ressources humaines, ICE/ICE Groupe
Emmanuel Thizon	Directeur général, ICE

(1) Démissionnant de son mandat à compter des décisions/assemblées générales approuvant les comptes 2023

(2) Cession de WaT Portage hors du groupe à l'issue de la décision/assemblée générale approuvant les comptes 2023

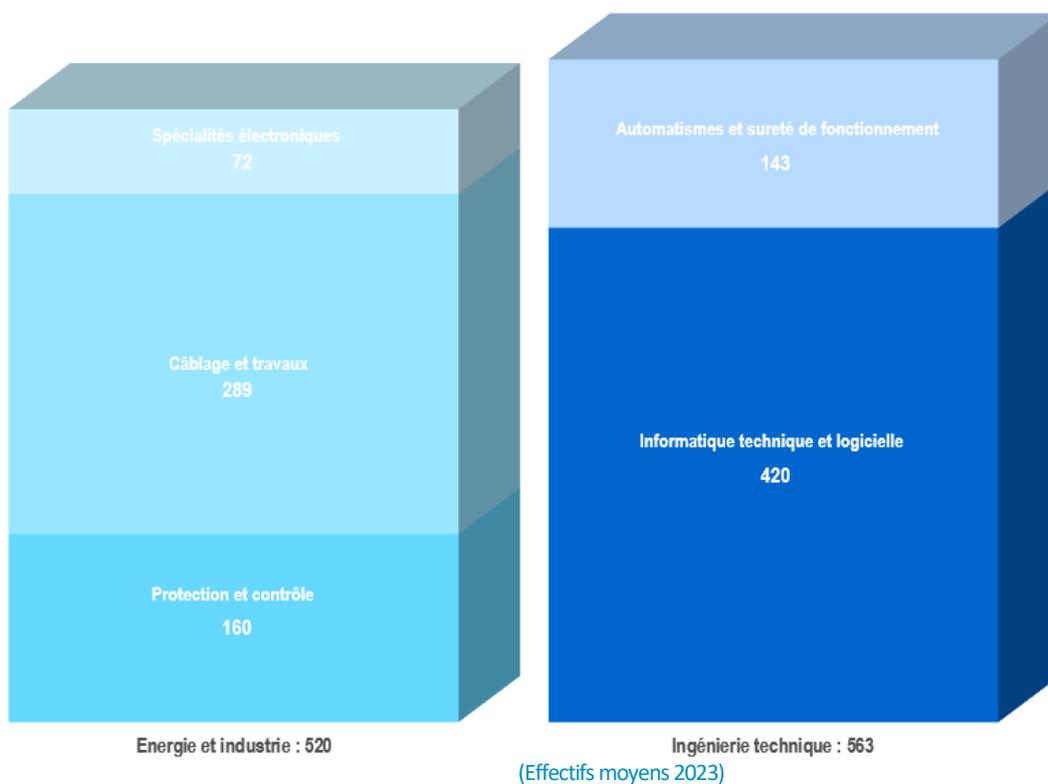


Les dirigeants du groupe en avril 2023 (quelques absents), avec Jacques Boulard, président du Conseil de surveillance

Cohésion et collaboration de groupe

Outre leurs relations directes, les dirigeants se réunissent au moins trois fois par an. Ces **rencontres périodiques** constituent un lieu d'échanges privilégiés et permettent notamment le partage d'informations et de décisions sur les sujets communs ou transverses : analyses stratégiques comparées de chaque société, sécurité informatique, recherche d'économies par la mutualisation d'achats, élaboration de propositions commerciales globales, etc.

Voulues par leurs dirigeants, deux fusions à l'intérieur du Groupe, Médial Concept avec m2es technologies (devenues WaT) et CEPA avec OTN (devenues MtC) sont intervenues au cours des dernières années.

Répartition des effectifs par activités (hors holding)**Nos implantations**

ICE Groupe

 **ice**
groupe Ingénierie, Conseil et Équipement Groupe est la société mère holding.

Implanté en proche banlieue de Paris à Alfortville (94), ICE Groupe assiste les sociétés du groupe dans leurs fonctions opérationnelles, notamment industrielles et commerciales. Il assure également le secrétariat général, les fonctions comptables et financières ainsi que les conseils sociaux et juridiques.

Ses principaux dirigeants sont :

Pierre Fustier, président du directoire,

François Bertauld, membre du directoire,

Jean-Yves Fustier, membre du directoire,

Bruce Hubert, membre du directoire

(voir détail dans §2.2. Mandataires sociaux), ainsi que :

Tayeb Benslimane



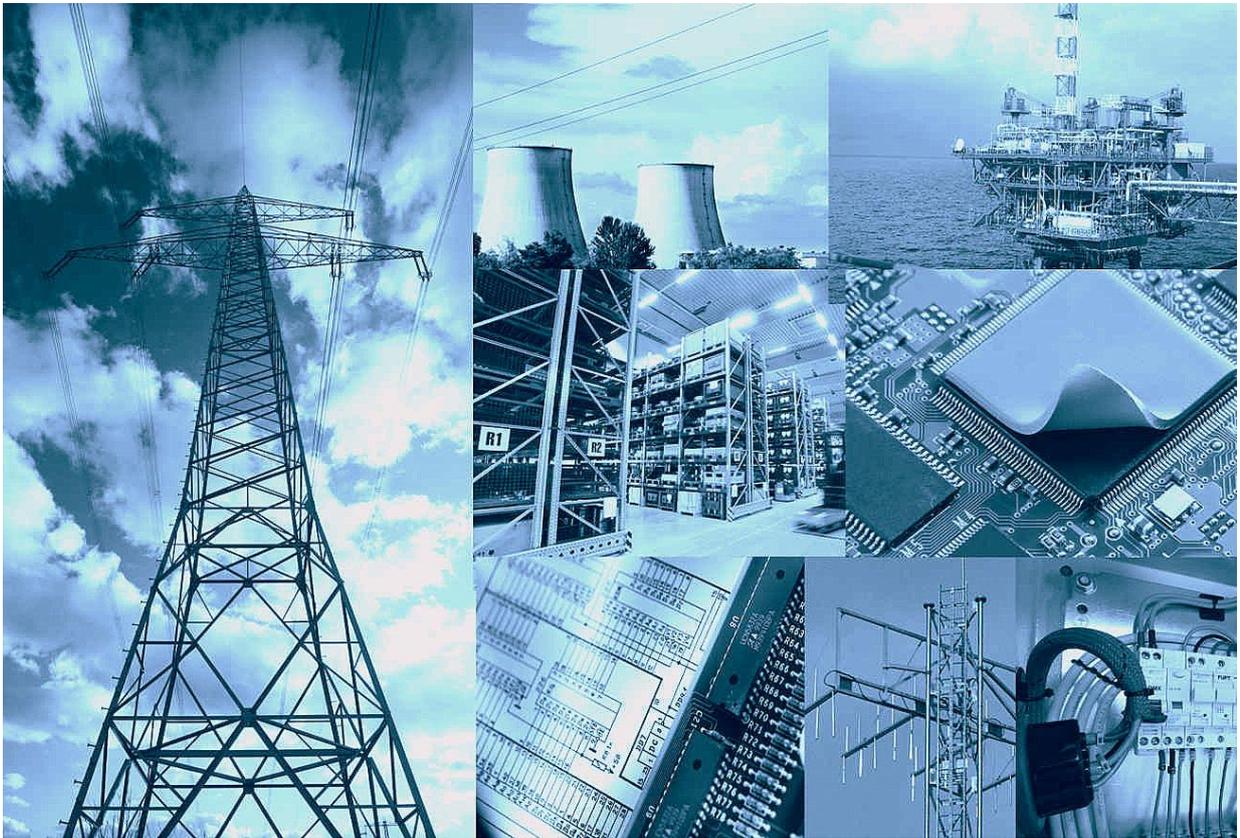
Maitrise en économie et gestion d'entreprise, DESCF, fin de cursus Diplôme d'Expertise Comptable.

Directeur de mission en cabinet d'expertise-comptable et de commissariat aux comptes.

Entré à ICE Groupe en 2022, **Directeur comptable et consolidation**.

Plus d'informations sur <http://www.icegroupe.com>

Energie et industrie



Activités de ICE



Industrielle de Contrôle et d'Équipement est une société spécialisée dans les produits et systèmes assurant la protection, les automatismes et le contrôle-commande des réseaux électriques.

ICE commercialise ces équipements pour les réseaux de production, transport, distribution, ferroviaires et industriels sous les marques ICE, CEE et Technirel.

Implantée en banlieue de Paris à Alfortville (94) et Brie Comte Robert (77), elle réalise la conception, la production, la commercialisation, l'assistance technique de ses produits et systèmes. La gamme de produits est composée principalement d'appareils électroniques et numériques (relais de protection, centrales de mesure, automates spécialisés ou encore appareillages de synchro-couplage) et relais électromécaniques. Les systèmes de contrôle-commande et supervision sont adaptés à la conduite de réseaux de transport ou de distribution, ainsi qu'à celle des installations industrielles complexes.

Tous les services associés sont assurés : formation, études de réseaux, études d'application, mise en service, expertise, maintien en conditions opérationnelles et après-vente.

Ses principaux dirigeants sont :

Pierre Fustier président (et président du directoire de ICE Groupe),
(voir détail dans §2.2. Mandataires sociaux), ainsi que :

Emmanuel Thizon



Ingénieur des matériaux ISMANS & IFOCA.
Carrière technique en R&D, production et commercial commencée dans un groupe international de câbles.
Entré à ICE en juin 2022, directeur général adjoint en charge de la direction commerciale.
Directeur général à compter d'avril 2023.

Daniel Huitorel



Ingénieur ENSI Caen.
Entré à ICE en 1991, chef de projet, responsable puis
Directeur Recherche et Développement à compter de 2016.
Membre du comité de direction.

Véronique Taillanter



Maîtrise de Droit, diplômée de l'Institut français de Presse et DEA Sciences de l'Information.
Carrière commencée dans les services des ressources humaines de Domoservices, SNET et Air Liquide.
Entrée à ICE en 2019, responsable puis **directrice des ressources humaines** depuis 2020 et conseil en ressources humaines pour le Groupe.
Membre du comité de direction.

Plus d'informations sur <http://www.icelec.com>

Activités de CEE España



CEE España (Continental de Equipos Eléctricos, SA) est une société assurant une présence commerciale et technique dans le même métier que ICE.

Implantée en banlieue de Madrid, la société vise la clientèle espagnole et celle des pays hispaniques (pays d'Amérique du Sud). Elle y assure la distribution des produits commercialisés par ICE, à laquelle s'ajoutent des activités de négoce, de services (études de sélectivité, courts-circuits, mises en services, etc.) et de formation.

Sa clientèle est particulièrement concentrée dans l'industrie (raffineries et gaz, ses principaux clients étant Repsol et Cepsa), l'aéroportuaire et le ferroviaire.

Elle est dirigée par

Juan Núñez Recuero



Ingénieur technique industriel spécialité électricité, Université Polytechnique de Madrid.

Entré à CEE España en 1986, ingénieur applications, puis directeur technique.

Directeur général depuis 2001.

Plus d'informations sur <http://www.relescee.es>

Activités de CEE Italiana



CEE Italiana SRL est une société assurant une présence commerciale et technique dans le même métier que ICE.

Implantée en banlieue de Milan, la société vise la clientèle italienne. Elle y assure la distribution des produits commercialisés par ICE, à laquelle s'ajoutent des services (études de réseaux électriques, assistance sur site) et du négoce de produits associés (SKM, RS Isolsec).

Sa clientèle est particulièrement concentrée dans le pétrole et le gaz (ENI), la chimie et l'énergie.

Elle est dirigée par

Luca Bellotti



Ecole Polytechnique de Milan, electrical engineering.
Entré à CEE Italiana en 2010, ingénieur d'applications.
Directeur général adjoint en 2018.
Directeur général depuis 2019.

Plus d'informations sur <http://www.cceitaliana.com>

Activités de CEE Relays



CEE Relays Ltd est une société assurant une présence commerciale et technique dans le même métier que ICE.

Implantée en banlieue de Londres, la société vise la clientèle britannique, irlandaise et du Commonwealth. Elle y assure la distribution des produits commercialisés par ICE, à laquelle s'ajoutent des activités de négoce de produits associés et des prestations de services (ingénierie, assistance à application, tests et mises en service, formations).

Sa clientèle est particulièrement concentrée dans l'industrie pétrolière onshore et offshore (plateformes, raffineries).

Elle est dirigée par

Robert Dickson



Bath University, BSc, Bath University, MEng.
Electrical Engineer, London Electricity PLC (1995 – 1997).
Application Engineer, CEE Relays Ltd. (1997 – 2015).
Managing Director (2015 – present).

Plus d'informations sur <http://www.ceerelays.co.uk>

Activités de MtC



Maintenance, travaux et Câblage est une société ayant rassemblé le 1^{er} janvier 2022 deux sociétés du groupe, CEPA Câblage Électronique Professionnelle Aéronautique et OTN Organisation des Travaux Nucléaires, spécialisées notamment dans le câblage industriel et les travaux de maintenance industrielle, nucléaire et ferroviaire.

MtC est installée en Bretagne, à Questembert, et en Bourgogne sur deux sites de production, à Mâcon (siège) et au Creusot. Elle réalise après étude technique des kits de filerie, des faisceaux électriques et le câblage d'armoires complètes (câblage industriel), le maintien de systèmes électriques et électromécaniques installés sur bogies (câblage ferroviaire) et des travaux de maintenance nucléaire et d'installation industrielle sur site (maintenance).

Elle développe et commercialise des systèmes de détection d'obstacle et de surveillance de déraillement pour les matériels roulants ferroviaires, trains et métros, ainsi que pour la conduite assistée de tramways urbains.

MtC dispose pour cela d'infrastructures importantes avec des ateliers équipés de ponts roulants et matériels de levage, des équipements de cintrage de tube à commande numérique et soudure TIG (qualification EN15085), des automates de production de kits de filerie et des machines de coupe-dénudage de câbles.

Sa clientèle est concentrée sur de grands comptes leaders dans ces secteurs, tels Carrier et Schneider Electric (industrie électrique), Alstom (ferroviaire) et Framatome (ex AREVA, nucléaire).

Elle est dirigée par

Régis Hubert



Intègre OTN en 1993 et devient le directeur technique et responsable du pôle maintenance nucléaire et installations industrielles.

Président d'OTN de 2010 à 2021.

Président

Bruce Hubert



Formation expertise comptable. Carrière amorcée dans le contrôle de gestion (France, USA) puis la gestion d'entreprises à l'international (Mexique, Argentine).

Entré à OTN en 2010, il en devient le directeur général (et membre du directoire de ICE Groupe à compter de 2021).

Vice-président

Philippe Malinvaud



Ingénieur électronicien puis formation en gestion. Carrière dans les secteurs des machines spéciales et des équipementiers automobile (Valeo Eclairage), puis président d'une division du groupe Fayat.

Reprend CEPA en 2018 et en devient le président.

Vice-président

Sébastien Moulinot



Ingénieur. Carrière technique commencée dans l'automobile.

Entré à ICE en 2006, responsable industrialisation puis de la gestion de production.

Responsable production ICE en 2013 puis directeur de production entre 2018 et 2023.

Directeur général

Plus d'informations sur <http://www.mtc.com>

Activités de Technicam



Technique Câblage Maroc, émanation de CEPA (devenue MtC).

Démarrée il y a une quinzaine d'années, la structure est basée à Mohammedia au Maroc, à une vingtaine de kilomètres au nord de Casablanca. Elle réalise du câblage électrique et l'intégration d'ensembles et de sous-ensembles électroniques et électrotechniques, câbles, cordons, faisceaux, coffrets et armoires destinés à des applications professionnelles dans les secteurs de la défense, l'industrie, l'aéronautique. Ses métiers très complémentaires lui permettent de maîtriser la totalité de la chaîne de fabrication.

Avec d'étroits échanges techniques, de matériels et de matières premières, elle réalise pour MtC et d'autres sociétés du Groupe des prestations reconnues pour leur fiabilité et des produits de qualité. La gestion des coûts, des délais et de la qualité est primordiale.

La société propose un accompagnement clef en main, grâce à son expérience sur le sol marocain et européen.

Son effectif de plus de 100 personnes lui permet une forte réactivité.

Elle est dirigée par

Christophe Reny



Formation expertise comptable. Début de carrière en contrôle de gestion dans le domaine de la distribution.

Puis gérant de sociétés de câblages (France-Maroc).

Fondateur de la société Technicam, il en est le **gérant**.

Plus d'informations sur <http://technicam.net>

Activités de EMC

 **Electro Medias Confectii** est une filiale de MtC.

Démarrée il y a six ans avant d'être reprise en décembre 2021, la structure est basée à Medias en Roumanie.

Permettant aux sociétés du Groupe de bénéficier des bonnes compétences techniques – notamment mécaniques – présentes dans les pays de l'Europe de l'Est et de répondre aux demandes de clients implantés en Europe de l'Est, elle réalise des faisceaux électriques et des assemblages mécaniques.

Son effectif est d'environ 40 personnes.

Sous la supervision de Bruce Hubert, gérant de la société, et de Philippe Malinvaud, elle est dirigée par

Catalin Popa



Ingénieur électromécanique.
En charge de production / qualité et logistique de 2016 à 2018.
Directeur de site de 2018 à 2020, également responsable de production.
Directeur général

Plus d'informations sur <http://www.icegroupe.com>

Activités de EC2E



est une société spécialisée dans la conception, la production, la commercialisation et la maintenance d'équipements électroniques de gestion des matériels de manutention.

Implantée en banlieue parisienne à L'Isle Adam (95), elle est le leader national dans le domaine du contrôle d'accès des matériels de manutention. Elle a étendu son activité aux ralentisseurs électroniques limitant automatiquement la vitesse de ces matériels (dans les zones à risques, avec passage de piétons, approche de quais, etc.) et à la gestion à distance, par la technologie GPRS, des parcs correspondants.

Ses produits, à constante et forte innovation technologique, sont intégrés dans les chariots élévateurs, chariots de pistes d'aéroports, engins de conduite ou machines-outils. Sa clientèle se génère donc souvent via la distribution auprès de divers constructeurs, tels Fenwick, STILL et BT France, mais également directement auprès des clients finaux (Air France).

Elle fournit également des centrales de paiement (lecteur de billets, monnayeur) pour laverie automatique.

Elle est dirigée par

Florence Martineau



Entrée en 1999, Directrice des relations humaines et comptable.
Après le décès de son époux Didier Martineau en 2018, elle en devient la **présidente**.

Marion Lamy



Audencia
Entrée à EC2E en 2012, elle prend en charge le marketing.
Responsable d'exploitation à compter de 2018.
Directrice générale depuis 2022.

Plus d'informations sur <http://www.ec2e.com>

Activités de Compelma



est une société réalisant la conception, la production et la commercialisation de produits assurant la compatibilité électromagnétique, la gestion thermique et des interconnexions spécifiques.

Implantée en banlieue parisienne aux Ulis (91), cette société commercialise des produits permettant aux matériels électroniques de lutter contre les perturbations CEM : produits de blindage, filtrages (entrées / sorties et sur cartes), dispositifs de mise à la masse. Elle a ensuite étendu ce concept à la gestion thermique, dissipation ou régulation (matelas souples thermo conducteurs, modules thermoélectriques) et complété son catalogue avec des produits d'interconnexions spécifiques (connecteurs spéciaux) et d'autres produits spéciaux (antennes Bluetooth, gel antivibratoire...).

La clientèle de COMPELMA est diversifiée : l'essentiel des ventes est réalisé auprès de grands comptes dans plusieurs secteurs d'activité : l'automobile (Lacroix Electronics, Magneti Marelli, Visteon), les télécoms (Nokia), l'aéronautique (Airbus, Safran), l'industrie (Schneider), la défense et la sécurité (Thales, Idemia) et le médical.

Elle est dirigée par :

Jean-Luc Barreau



Formation en électronique.

Entré à Compelma en 2001, ingénieur technico-commercial, puis directeur d'exploitation en mars 2020.

Directeur Général depuis 2021.

Plus d'informations sur <http://www.compelma.com>

Activités de STIC



est une société réalisant la conception, la production, la commercialisation et la maintenance d'équipements électriques de télécommunication.

Implantée en banlieue parisienne aux Ulis (91), elle est le leader national dans le domaine des techniques de communications HF et plus particulièrement dans la diffusion iso fréquence. Elle fournit les appareillages et les services nécessaires aux équipements d'émission des informations radio sur la fréquence FM 107.7 MHz.

Le 107.7 MHz est utilisé en France pour les informations radio autoroutières (trafic, bulletins d'alertes, météo, conseils, reportages touristiques et culturels...). La clientèle de STIC est donc particulièrement concentrée auprès des sociétés autoroutières, Cofiroute, Sanef, Aréa, Asf et Escota.

La forte accélération technologique de son secteur des télécommunications sur autoroute (autoroute intelligente, véhicules autonomes, etc.) s'accompagne de prestations d'assistance technique innovantes (par exemple au Centre d'Essai de Véhicules Autonomes de Montlhéry, l'installation d'émetteurs WIFI ITS-G5).

Elle est dirigée par

Guy Le Marc



Ecole d'Ingénieurs de Tours. M.Sc in MSE Hatfield Polytechnic.

Entré à la STIC en 1991, il en devient le directeur technique puis le directeur général adjoint.

Directeur général depuis 2002.

Activités de WorldCast Systems

WORLDCAST GROUP est une société assurant des solutions pour les médias et la diffusion radio & TV.

Implantée près de Bordeaux, elle fournit des produits et services qui couvrent l'ensemble de la chaîne de diffusion, de la collecte sur le terrain, à la distribution audio / vidéo sur IP, la transmission FM, l'encodage RDS, la mesure et la surveillance de la qualité du signal et la télémétrie. Elle dispose pour cela de 4 marques aux produits complémentaires : APT, codage et transport audio / vidéo sur IP ; Ereso, émetteurs FM ; Audemat, surveillance et encodage RDS et Kybio, système de surveillance centralisé d'équipements IP.

Avec environ 75% de son chiffre d'affaires à l'international, la clientèle de WorldCast Systems est diversifiée : les opérateurs de réseaux, les autorités de régulation (CSA en France, Radio Authority en Angleterre, etc.) et les diffuseurs, nationaux et locaux (TDF en France, RAI en Italie, Deutsch Telekom en Allemagne, BBC en Angleterre, etc.). Elle dispose également d'une filiale, WorldCast Inc., basée à Miami.

Elle est dirigée par :

Christophe Poulain



Formation Centre d'Etudes Supérieures du Commerce International à Paris, entré dans la société en 1999, dirigea la filiale américaine pendant 8 ans.
Co-président en charge de la stratégie, des ventes monde et du marketing.
Actionnaire.

Nicolas Boulay



Ingénieur ENSEA et Toulouse Business School, entré au service R&D de la société en 2004.
Co-président en charge de la stratégie, de la R&D et du marketing produit.
Actionnaire.

Julien Chomat



Ingénieur AM entré dans la société par apprentissage en 2006.
Directeur général en charge de la Supply Chain, de la finance et des ressources humaines.
Actionnaire.

Plus d'informations sur <http://www.worldcastsystems.com>

Ingénierie technique



Activités de Médiane Système

 est une société d'ingénierie et de conseil en électronique et informatique technique (ESN).

Implantée en banlieue parisienne à Le Pecq (78), ainsi qu'à Lyon (69), Grenoble (38) et Nantes (44), elle se spécialise dans la Recherche et Développement externalisée. Ses métiers sont fédérés autour de l'ingénierie de systèmes de hautes technologies : applications informatiques industrielles, temps réel, informatique embarquée, électronique numérique et analogique. Ses prestations se réalisent dans les locaux de Médiane Système (forfaits ou centre de services) ou directement dans ceux des clients, par détachement de personnel (assistance technique).

Médiane Système est présente dans plusieurs secteurs industriels ; les principaux sont les équipements électriques et industriels, le ferroviaire, l'automobile, le médical, les télécoms, la défense et la télévision numérique.

Elle détient 39% du capital de sa participation Médiane Ingénierie installée à Toulouse.

Ses principaux dirigeants sont :

François Bertauld



ISEP. Ingénieur développement puis chef de projet dans une ESN.
Fondateur de Médiane Système en 1989.
Directeur général, président-directeur général en 2010,
puis **président** à compter de 2020 (et membre du directoire de ICE Groupe depuis 2015).

Frédéric Czaikowski



Ecole militaire Saint-Cyr Coëtquidan.
Entré à Médiane Système en 2013 comme directeur de la stratégie commerciale, il en devient directeur commercial en 2016, directeur opérationnel en 2018 et directeur général-adjoint en 2020.
Directeur général à compter de 2021.

Plus d'informations sur <http://www.medianesysteme.com>

Activités de Médiane Benelux

 **médiane**
benelux, filiale de Médiane Système, est une société d'ingénierie et de conseil en électronique et informatique technique (ESN).

Implantée au cœur de l'Europe, à Bruxelles, depuis décembre 2017, elle vise les marchés proches de l'Europe du Nord, Luxembourg, Pays-Bas et Allemagne.

Médiane Benelux est une entreprise qui privilégie l'évolution et l'accomplissement de ses clients, dans ses bureaux d'études et ceux de différents secteurs industriels. Elle délivre des prestations de haute technicité grâce à une sélection rigoureuse de ses collaborateurs et des méthodologies de développement de pointe.

Ses principaux dirigeants sont :

François Bertauld

Gérant (et président de Médiane Système)

Guillaume Hubert



Master Commerce - Marketing, Vente et Distribution, Arts et Métiers.
Entré en 2017 à Médiane Système
Ingénieur commercial. **Responsable du développement** et de l'implantation commerciale.

Plus d'informations sur <https://medianesysteme.com/fr/>

Activités de Stilog IST



IST est une société de services en informatique scientifique et technique, également éditrice de logiciels.

Implantée en banlieue parisienne à Nanterre (92) et à La Ciotat (13), elle se spécialise dans l'édition logicielle et l'externalisation de la Recherche et Développement.

Son progiciel **VISUAL PLANNING®** est un outil de gestion de ressources et de planification opérationnelle. Sous la forme de tableau de bord, il permet de gérer les tâches et d'optimiser l'organisation des entreprises. Actuellement à sa 8^{ème} version, il s'agit d'un logiciel paramétrable, collaboratif, sécurisé et simple d'utilisation vendu à des milliers d'exemplaires auprès d'organisations de toutes tailles et de tous secteurs, tels la construction, l'énergie, les services, l'industrie et les transports. STILOG IST réalise elle-même l'ensemble des prestations : l'édition, la commercialisation, l'analyse préalable à l'installation, les prestations de paramétrage et de formations puis l'assistance technique, et l'hébergement dans le cloud.

Dans son autre métier, la R&D externalisée, STILOG IST intervient dans l'ingénierie de systèmes de très hautes technologies : développement de logiciels de calcul, simulation de comportement mécanique, analyses multi-physiques, applications informatiques industrielles et maintenance applicative. Dans ce métier, STILOG IST est présente dans plusieurs secteurs industriels notamment l'aéronautique et la mécanique. Simultanément, elle a développé une activité de TMA (Tierce Maintenance Applicative).

Ses principaux dirigeants sont :

François Berthelot



ENS, DEA et doctorat en géodynamique, ENSPM. Ingénieur développement puis chef de projet dans la société IPS Informatique Pétrolière Scientifique.

Fondateur de Stilog IST en 1991.

Président, expert senior et directeur technique.

Christophe Poirmeur



DEA et doctorat en physique théorique — option géophysique. Ingénieur recherche au BRGM Bureau de Recherche Géologiques et Minières, responsable ESN dans la société IPS Informatique Pétrolière Scientifique.

Fondateur de Stilog IST en 1991.

Directeur général, responsable activités R&D, créateur et responsable de Visual Planning®.

Victor De Castro



Ingénieur des Mines de Nancy.

Entré dans la société en 2006, ingénieur technique puis directeur technique ESN à compter de 2017.

Directeur général adjoint en 2023.

Directeur général, responsable activités ESN en 2024.

Farid Abdeltif



Master 2 Management des technologies de l'information et de la décision - Ingénieur en recherche opérationnelle USTHB.

Entré dans la société en 2011 comme consultant.

Responsable (2016) puis directeur du pôle consulting VP (2018). Directeur général adjoint à compter de 2023.

Directeur général, responsable activités Visual Planning® en 2024.

Plus d'informations sur <http://www.stilog.com> et <http://www.visual-planning.com>

Activités de Stilog inc.

 **Stilog inc.**, filiale américaine de STILOG IST, y assure l'implantation et le développement commercial du logiciel



Start up créée en 2012 à San Francisco (siège social), elle a installé en 2015 son second et aujourd'hui principal quartier général à Hoboken, New Jersey, en face de New York. Outre la commercialisation de Visual Planning, son équipe américaine offre des services de consulting, formation et assistance techniques directement liés.

Logiciel de planification et de gestion des ressources, Visual Planning se présente comme une boîte à outils entièrement paramétrable par l'utilisateur. Il permet de gérer la planification de projets, chantiers, parcs et activités telles que le service-après-vente ainsi que la gestion de ressources (personnel, temps, équipements, machines, salles...). De surcroît, Visual Planning possède de nombreuses fonctionnalités permettant le contrôle des coûts, l'évaluation de la charge de travail ainsi que la création de rapports et graphiques.

Stilog Inc. is a leading IT services and software company based in Hoboken, NJ, also editor of Visual Planning, a powerful, collaborative and tailor-made resources scheduling solution.

Visual Planning has now gathered more than 5,000 customers around the world and a 100,000+ user community. A dedicated team of consultants helps on each implementation to ensure that the system's capabilities are used at their best. At the same time, our world-class customized development services are praised by major global firms in the most demanding industries, from aeronautics to energy.

Ses principaux dirigeants sont :

Christophe Poirmeur

Chief Executive Officer (et directeur général de Stilog IST)

Shaunt Hosdaghian



Bachelor's Degree in business administration - Pace University, Lubin School of Business.

Entré en 2017 à Stilog Inc. comme Sales Engineer.

Chief Revenue Officer & Sales Manager depuis janvier 2022.

Adrian Trafidlo



Engineer's Degree: Information Technology - Polsko-Japońska Wyższa Szkoła Technik Komputerowych w Warszawie

Entré en 2015 à Stilog Inc. comme Implementation Consultant, il en devient le Consulting Lead en 2018.

Chief Technical Officer depuis janvier 2022.

Plus d'informations sur <http://www.visual-planning.com/en/>

Rapprochement réalisé le 5 janvier 2024

Activités de Clearsy

CLEARSY
Safety Solutions Designer est une société de services en informatique technique (ESN).

Implantée à Aix-en-Provence (13), Lyon (69), Paris (75) et Strasbourg (67), elle est spécialisée dans la création et la maintenance d'une boîte à outils de développement logiciel, l'Atelier B, utilisée notamment par les principales sociétés de signalisation ferroviaire et universités techniques du monde entier, pour produire des logiciels et des systèmes critiques dont la sécurité est mathématiquement prouvée.

Elle utilise donc des méthodes formelles pour développer et vérifier des systèmes et des applications logicielles certifiés pour la sécurité. Elle a par ailleurs développé un portefeuille de produits critiques pour la sécurité des chemins de fer, concevant des matériels et des logiciels critiques pour la sécurité classés SIL2 à SIL4 et I&C.

Ses prestations se réalisent uniquement dans ses locaux.

Clearsy est présente dans plusieurs secteurs industriels dont les principaux sont le ferroviaire, l'énergie nucléaire, la défense et la microélectronique.

Ses principaux dirigeants sont :

Thierry Servat



Ecole Spéciale de Mécanique et d'Electricité ESME Sudria.
Fondateur de Clearsy en 2001.
Dirige l'Atelier B. En charge du développement technique et commercial.
Président.

Jean-Philippe Pitzalis



Grenoble INP - Ensimag (1990)
Fondateur de Clearsy en 2001.
Directeur des opérations. Responsable administratif et financier.
Directeur général. Président en juillet 2024

Sébastien Agostini



Ingénieur en ingénierie électronique et digital | ISEN
Entré dans la société en 2010.
Chef de projet puis directeur d'activité.
Directeur général en juillet 2024.

Erwan Mottin



Ingénieur généraliste informatique et électronique | ESIGELEC
Entré dans la société en 2006.
Concepteur, chef de projet puis directeur d'activité.
Directeur général en juillet 2024.

Plus d'informations sur <http://www.clearsy.com>

Activités de WaT



née en 2017 de la fusion, à l'intérieur du groupe, de Médial Concept et m2es Technologies, est une société spécialisée en ingénierie et réalisations d'applications en automatisme et mécatronique.

Implantée sur plusieurs sites, près de Chambéry à Les Marches (73), Grenoble (38), Paris (78), Lyon (69) et Clermont-Ferrand (63), son activité est centrée sur l'étude et le choix de produits d'instrumentations, les armoires d'automatisme, la supervision et l'informatique industrielle. Elle intervient également sur l'ensemble des métiers du cycle de développement mécanique et de la réalisation d'un produit industriel.

Les prestations prennent la forme d'études de faisabilité, d'écriture de cahiers des charges, de management de projet, de contrats de maintenance et de formation : une partie sous forme de forfait (projet clés en main), le reste en assistance technique (régie).

Ses clients sont des centres de R&D, des sites de production de l'industrie, des constructeurs de machines (services au forfait et mises en service) des infrastructures. Ils se trouvent dans des secteurs similaires à ceux de Médiane Système, notamment les équipements électriques et industriels, le ferroviaire et l'automobile.

Elle est dirigée par

Olivier Chaland



POLYTECH Orléans. Carrière principalement exercée dans des sociétés de services et d'ingénierie à l'industrie, de la fonction commerciale à la direction d'agence.

Fondateur de Médial Concept en 2007.

Directeur général (départ en retraite à l'issue de la décision/assemblée générale d'avril 2024).

Patrice Bibaut



Maîtrise en électronique, électrotechnique et automatisme puis carrière d'ingénieur commercial.

Entré à m2es Technologie en 2011, ingénieur technico-commercial puis chef d'agence.

Directeur d'exploitation en 2018, puis **directeur général** depuis janvier 2023.

Plus d'informations sur <http://www.wat.digital>

Activités d'Apilog



Apilog, filiale de WaT, est une société spécialisée dans les automatismes de commande.

Implantée à Chanteloup-les-Vignes (78), elle est en relation avec WaT, aux offres complémentaires.

Spécialisée dans l'automatique industrielle, elle a une expertise dans la maîtrise des automatismes et regroupe une variété d'applications industrielles pour la création d'installations automatisées, allant d'un simple îlot robotisé à des process complexes.

Elle réalise ainsi des études d'automatismes (automate programmable et supervision) avec montage et câblage sur site. Son savoir-faire réside dans la fabrication en atelier et l'installation sur chantier, les études électriques (fabrication d'armoires), les logiciels et systèmes, le développement des automates et terminaux opérateurs, la communication et les réseaux, et le développement de systèmes de supervision.

Ses clients sont principalement concentrés dans les secteurs de l'automobile, des aéroports, du ferroviaire et des cosmétiques.

Elle est dirigée par

François Bertauld



ISEP. Ingénieur développement puis chef de projet dans une ESN.
Président-fondateur de Médiane Système en 1989, membre du directoire de ICE Groupe.
Président.

Patrice Bibaut



Maîtrise en électronique, électrotechnique et automatisation puis carrière d'ingénieur commercial.
Directeur général de WaT.
Directeur général depuis janvier 2023.

Dominique Roquelle



Master en qualité et environnement durable.
Entré à Apilog en 1994. Chargé d'affaires en 2007, puis directeur technique en 2021.
Directeur général-adjoint depuis avril 2022.

Plus d'informations sur <http://www.apilog.fr>

Activités de ISIT



est une société spécialisée dans les applications liées à l'assurance qualité logiciel, cybersécurité, sûreté de fonctionnement et aux systèmes embarqués.

Implantée à Toulouse depuis plus de 30 ans, elle est en relation avec Médiane Système et Médiane Ingénierie, aux offres complémentaires.

ISIT est spécialisée dans la commercialisation d'outils matériels et logiciels utilisés dans les bureaux d'études et de développement. Elle possède des contrats de revente et représente des marques dont certaines font l'objet d'une exclusivité de distribution en France.

Elle fournit des outils et des briques (IP) logiciels orientés qualité, safety et cybersécurité, des produits pour les réseaux industriels et la production, des prestations d'expertise et de conseil et des formations.

Le catalogue de produits est important et varié et touche aux domaines suivants : temps réel embarqué, génie logiciel et test & validation, informatique industrielle et réseaux de terrain, programmation et test de cartes. En plus des produits, ISIT propose des prestations d'accompagnement périphériques aux développements : expertise sur les produits, formation, aide à la mise en place, test et validation.

Particulièrement diversifiés, les clients d'ISIT ont comme point commun de posséder une cellule de développement dans les domaines électronique et informatique industrielle.

Elle est dirigée par

Dominique Lestrade

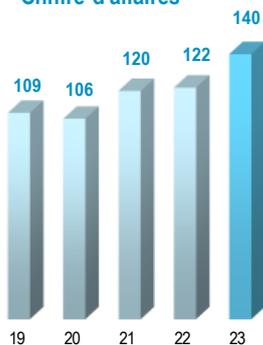


Ingénieur Techniques de l'Industrie, spécialité Electronique, IHEDN.
Carrière commencée dans le Groupe Cahors, Directeur Général Délégué CRDE.
Entrée à ISIT en 2020.
Directrice générale.

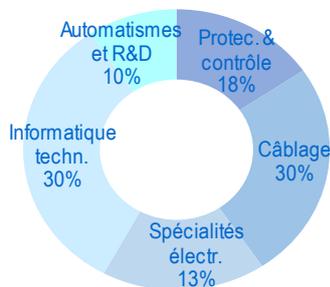
Plus d'informations sur <http://www.isit.fr>

1.3. Synthèse des résultats consolidés

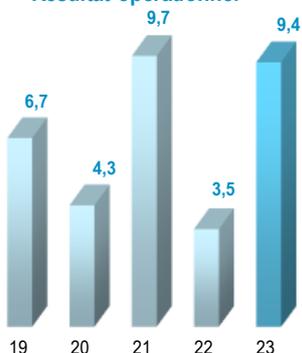
Chiffre d'affaires



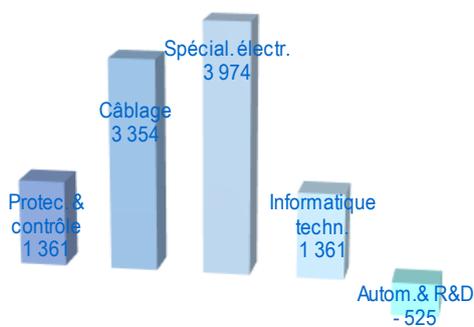
Chiffre d'affaires 2023 par secteur



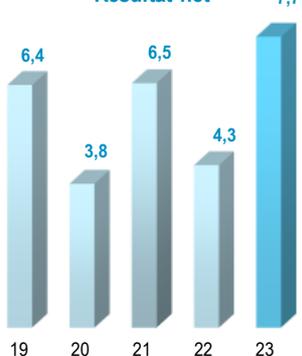
Résultat opérationnel



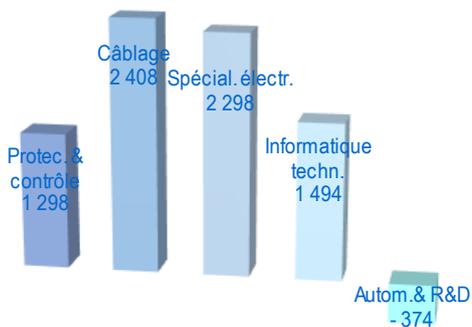
Résultat opérationnel 2023 par secteur



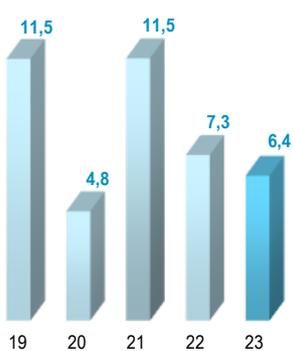
Résultat net



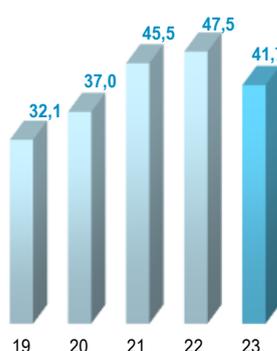
Résultat net 2023 par secteur



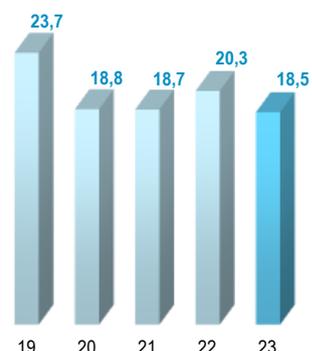
Flux trésorerie généré par activité



Trésorerie moins concours bancaires



Trésorerie nette dettes financières*

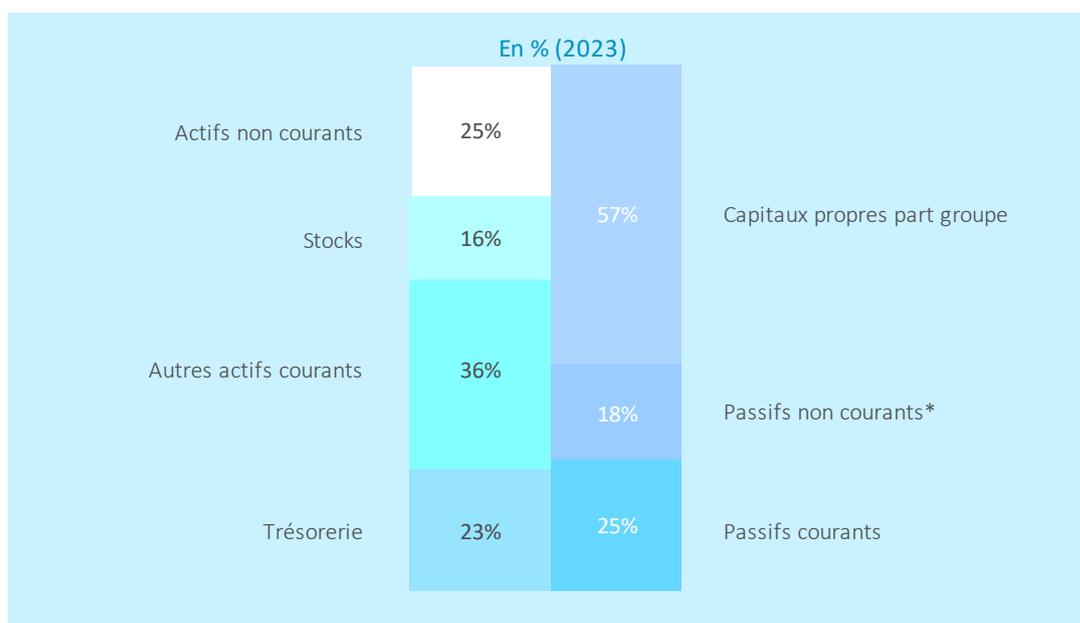


* et des compléments de prix à verser sur acquisition de filiales

Données exprimées en millions d'euro

Bilan simplifié consolidé

ACTIF	En milliers d'euro				
	2023	2022	PASSIF	2023	2022
Actifs non courants	44 962	42 787	Capitaux propres part groupe	101 489	94 795
Stocks	27 701	19 621	Passifs non courants*	32 048	30 655
Autres actifs courants	63 952	52 658	Passifs courants	44 778	37 151
Trésorerie et équivalents	41 700	47 548			
Total	178 315	162 614		178 315	162 601



* dont intérêts minoritaires et autres fonds propres

1.4. Recherche et développement

1.4.1. La recherche dans les gènes du groupe

L'activité de *protection et contrôle*, qui est à l'origine du groupe, a pour ADN essentiel l'excellence technique, les évolutions technologiques et la qualité des produits.

L'élargissement progressif du groupe vers d'autres activités a été orienté de façon privilégiée vers des métiers technologiques proches, à haut niveau d'expertise, et notamment l'*ingénierie technique informatique*. D'une façon générale, le groupe est fortement marqué par une culture d'ingénieur accordant une importance primordiale à la Recherche et Développement.

1.4.2. Deux natures de Recherche et Développement

L'activité du groupe recouvre deux natures différentes de recherche et développement :

- Celle affectée aux **produits de série du groupe** : la *protection et contrôle* en absorbe naturellement une large partie. Augmentant de près de 10 points entre 2012 et 2020 où elle avait culminé à 26% des ventes, son montant a été stable l'année dernière mais l'augmentation des ventes a diminué sa part relative. Dans les autres activités, la progression a sensiblement augmenté l'année dernière à plus de 22% du chiffre d'affaires.

Frais (en % / CA)	2023	2022	2021
Produits série protection et contrôle	18,8%	22,7%	23,7%
Produits de série du groupe	22,1%	21,0%	21,2%

- Celle pour le **compte de tiers** (R&D externalisée) : l'ingénierie technique en constitue la plus grande partie. Représentée par l'informatique technique, assurée par Médiane Système et par la part ESN de STILOG IST, les automatismes et l'ingénierie en contrôle commandé par WaT et les automatismes d'Apilog, elle est complétée par des études spécifiques dans les protections et contrôle, en France et en UE, et dans les spécialités électriques et électroniques (couverture des autoroutes par la FM 107.7, etc.).

Au total, environ près de la moitié des effectifs du groupe étaient directement rattachés ces dernières années à ces deux natures de recherche.

Nombre de salariés de la recherche	2023	2022	2021
Produits de série du groupe	75	59	69
Pour le compte de tiers	401	399	404
Total	476	458	474

A 36,7 M€, l'ensemble des frais a dépassé tous ses précédents niveaux record notamment, avant la pandémie qui avait particulièrement affecté les dépenses de recherche, en particulier celles sous-traitées (R&D externalisée). La tendance à la croissance de l'ingénierie technique ne cesse de se confirmer, année après année. L'orientation générale du groupe vers les services venant se substituer aux ventes de matériels s'est également affirmée.

Frais (en milliers d'euro)	2023	2022	2021
Produits série protection et contrôle	4 039	4 082	5 094
Produits de série du groupe	8 166	6 661	7 815
Pour le compte de tiers	28 577	28 304	25 164
Total	36 743	34 965	32 979

En contrepartie de cette activité de recherche et développement, le groupe obtient des aides significatives au travers du crédit d'impôt recherche. Après plusieurs années de baisses, les montants des CIR ont un peu progressé l'année dernière avec l'élargissement du groupe.

CIR	2023	2022	2021
Montant	2 782	2 658	2 610
En % / coûts	7,6%	7,6%	7,9%
N/n-1	4,7%	1,9%	-21%

Cependant, ramenée aux coûts, l'aide fiscale globale pour la R&D est demeurée limitée à 7,6%, à comparer à une moyenne supérieure à 12% dans les 5 années 2012-2016.

1.5. Facteurs de risques

Le risque est constitué par l'éventualité de survenance d'un événement dont les conséquences seraient susceptibles d'affecter les personnes, les actifs, l'environnement, la réputation du Groupe. Il peut également être constitué par le fait de manquer une opportunité. L'analyse des risques permet de les identifier, d'en mesurer l'impact et de les traiter en vue de les maintenir à un niveau acceptable.

L'objectif est de protéger les femmes et les hommes du Groupe, préserver la valeur, les actifs et la réputation du Groupe et enfin de créer de la valeur dans la durée pour l'ensemble des parties prenantes.

RISQUES AUXQUELS LE GROUPE ESTIME ÊTRE EXPOSÉ :

1.5.1. Risques liés à l'activité

RISQUES LIÉS À L'ACTIVITÉ / IMAGE ET RÉPUTATION

Identification du risque	Gestion du risque
La réputation et l'image des entreprises composant le groupe peuvent être rapidement compromises dans un monde où l'information circule facilement et rapidement ; elles dépendent du jugement des clients agissant dans un cadre professionnel et technique.	Afin de réduire les risques de tels événements, le Directoire assure une coordination entre les filiales déployant leur propre système de veille. Le déploiement de la Charte Éthique dans l'ensemble du groupe vise à donner des règles de conduite et à guider les actions et les comportements, inspirer les choix et faire vivre les valeurs du groupe dans les actes quotidiens de chacun des collaborateurs.

RISQUES LIÉS À L'ACTIVITÉ / QUALITÉ ET SÉCURITÉ DES PRODUITS

Identification du risque	Gestion du risque
La qualité et la sécurité des produits et des interventions chez les clients sont essentielles pour le groupe en raison de son positionnement technique, lui-même accentué par ses métiers tels la protection des réseaux électriques (ICE et les sociétés CEE), l'informatique technique (Médiane Système, Stilog IST et Clearsty), les automatismes et l'ingénierie de contrôle commande (WaT), la garantie de la diffusion d'informations (WCS) dont celles sur autoroutes (STIC), les interventions dans les installations nucléaires (MtC) et le contrôle de l'accès, de la vitesse et de la détection d'obstacles des chariots de manutention (EC2E).	Les principes qui régissent la politique de qualité et de sécurité du groupe sont : - la satisfaction des besoins des clients ; - la conformité aux exigences de sécurité et à la législation ; - la qualité et la conformité des produits. Outre la démarche de management de la qualité (la quasi-totalité des filiales les plus importantes sont certifiées ISO 9001), cela justifie la mise en place de contrôles de fabrication rigoureux, par exemple à ICE qui conçoit et fabrique ses propres bancs de contrôle final, ainsi que d'habilitations spécifiques. Les directions concernées de chaque filiale du groupe évaluent spécifiquement la sécurité de leurs matières premières et de leurs produits finis. Le groupe et ses filiales ont mis en place des couvertures d'assurance, notamment pour couvrir la responsabilité civile du fait des produits.

RISQUES LIÉS À L'ACTIVITÉ / SAISONNALITÉ ET CONJONCTURE

Identification du risque	Gestion du risque
Les activités du groupe sont sensibles aux cycles économiques, à la conjoncture et à la saisonnalité de l'activité. Les ralentissements économiques conduisent à une baisse des investissements chez les clients du groupe, ce qui peut avoir un impact négatif significatif sur nos activités et nos résultats. Les dépenses d'investissement des clients ont un caractère saisonnier et dépendent notamment des conditions climatiques : ainsi à ICE et STIC, l'activité est en principe plus importante autour de l'été, période propice aux travaux en extérieur, puis avant les froids de l'hiver ; de même, WCS et Stilog ont fréquemment beaucoup d'activité en fin d'année, moment où beaucoup de leurs clients souhaitent épuiser les crédits de leurs budgets annuels.	Le groupe s'efforce de pallier ces risques par la diversité et l'enrichissement de ses métiers. Sa trésorerie nette positive importante lui permet de financer la constitution saisonnière d'en-cours et/ou produits finis pour pouvoir répondre aux variations saisonnières de la demande.

RISQUES LIÉS À L'ACTIVITÉ / IMPLANTATION GÉOGRAPHIQUE ET ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

Identification du risque	Gestion du risque
<p>Le groupe est installé géographiquement dans plusieurs régions en France et dans 7 pays étrangers, totalisant 31 implantations.</p> <p>Néanmoins, les perturbations politiques, économiques ou sanitaires peuvent influencer sensiblement sur son activité.</p>	<p>La présence sur de multiples sites, qui accompagne ses métiers diversifiés, favorise l'équilibre des ventes et une compensation entre les zones géographiques. Longtemps exclusivement réalisés en France, l'ingénierie, les spécialités électroniques et le câblage électrique ont été développés dans d'autres pays avec STILOG inc, WCI, Médiane Benelux et Mediane Italia, Technicam et EMC.</p> <p>En cas de crise sanitaire, la forte proportion d'ingénieurs, cadres, techniciens et employés permet un recours important au télétravail.</p>

RISQUES LIÉS À L'ACTIVITÉ / CONCURRENCE

Identification du risque	Gestion du risque
<p>Le groupe est soumis à une pression très différente selon les marchés diversifiés sur lesquels il opère : importante sur le marché des protections, automatismes et contrôle-commande des réseaux électriques français avec RTE et Enedis en situation de monopole-monopsonne, elle l'est moins dans le même métier à l'étranger (CEE), dans le câblage avec la constitution de MtC et dans les niches techniques électroniques. Dans l'ingénierie, malgré la présence de quelques grandes sociétés, le marché est fragmenté et plus ouvert.</p>	<p>Sur le marché des protections, automatismes et contrôle-commande en France, le développement vers d'autres clients, dans l'industrie, le ferroviaire et la production d'énergie, est activement recherché.</p> <p>Gagner des parts de marché, améliorer la rentabilité de l'exploitation et donc assurer la croissance sont des enjeux constants dans un contexte de lutte permanente pour des produits les plus attractifs et les plus performants, avec un rapport qualité-prix optimisé.</p> <p>Par ailleurs, dans toutes ses activités, le groupe investit beaucoup en matière de recherche, permettant de conserver une expertise technique de haut niveau par rapport à la concurrence.</p>

RISQUES LIÉS À L'ACTIVITÉ / INNOVATION ET ATTENTES DES CLIENTS

Identification du risque	Gestion du risque
<p>La mise au point d'une offre de produits, biens et services, innovants et leur adaptation aux besoins du marché constituent une priorité permanente pour le Groupe. Si le Groupe ne parvenait pas à anticiper et interpréter l'évolution des attentes des clients et des nouvelles tendances, ses ventes pourraient être affectées.</p>	<p>Au-delà de la culture d'ingénieur marquant fortement le groupe et accordant une importance primordiale à la Recherche et Développement, l'innovation est une quête permanente :</p> <ul style="list-style-type: none"> - A l'intérieur de sociétés du groupe, par exemple à ICE par la mise en place d'un département innovation-marketing chargé notamment d'identifier et anticiper les évolutions techniques des produits et des marchés. - La recherche externe entreprise depuis plusieurs années privilégie les sociétés dans les nouveaux secteurs économiques.

RISQUES LIÉS À L'ACTIVITÉ / OPÉRATIONS DE CROISSANCE EXTERNE

Identification du risque	Gestion du risque
<p>Dans le cadre de sa stratégie de développement, ICE Groupe a réalisé et pourrait être amené à réaliser de nouvelles acquisitions.</p> <p>La mise en œuvre de cette stratégie suppose néanmoins que ICE Groupe puisse trouver des opportunités de développement à un coût et à des conditions acceptables.</p> <p>Ces opérations sont susceptibles d'avoir un impact négatif sur les résultats du groupe si celui-ci ne réussissait pas à intégrer dans les conditions prévues les sociétés acquises, leurs dirigeants et leur personnel, à atteindre les performances escomptées et à gérer des passifs qui n'auraient pas été anticipés au moment de la réalisation de l'opération et pour lesquels ICE Groupe n'aurait pas ou peu de protection de la part du cédant.</p>	<p>Dans ses opérations futures de croissance externe, comme par le passé, le groupe choisira de façon sélective des entreprises de taille moyenne dont les équipes pourront facilement trouver leur place, avec une culture proche de celle des dirigeants actuels. Cela permettra la plupart du temps à ces entreprises de rester autonomes et à leurs dirigeants de rester aux commandes, tout en mettant en œuvre des synergies avec les autres sociétés du groupe.</p> <p>Par ailleurs, le groupe a mis en place un processus de contrôle de ces opérations qui inclut :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La participation de l'ensemble des membres du directoire à l'identification, l'évaluation économique, technique, commerciale et financière des opérations, ainsi que celle, ponctuelle, de dirigeants d'entreprises du Groupe issues du même secteur. - L'examen par le Conseil de surveillance, et en particulier son président, des opportunités d'acquisitions ou des prises de participation d'un montant significatif ou sortant des activités habituelles du groupe, ainsi que les conditions de leur mise en œuvre. <p>Les acquisitions, validées par le Conseil de surveillance, font par la suite l'objet d'un examen régulier de la part du Conseil de surveillance qui est informé des conditions d'incorporation et des performances réalisées.</p>

RISQUES LIÉS À L'ACTIVITÉ / GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Identification du risque	Gestion du risque
<p>Une des clés de la réussite de ICE Groupe réside dans la qualité de ses collaborateurs et de ses dirigeants. Le groupe ne peut pas garantir qu'il aura la capacité de recruter et de fidéliser son personnel, en particulier les consultants, ingénieurs et techniciens qui lui sont nécessaires, notamment quand survient une pénurie de cadres. Si le groupe ne parvenait pas à identifier, attirer, retenir et former des collaborateurs compétents, au comportement responsable, notamment dans le contexte des évolutions technologiques rapides dans lesquelles il opère, le développement de ses activités et de ses résultats pourrait être affecté.</p> <p>Il y a aussi en matière sociale le risque lié à la santé et sécurité et le risque de dégradation du climat social, même s'ils ne sont pas significatifs.</p>	<p>Bien qu'avec un reporting et suivi cadrés, le groupe accorde une très large autonomie à ses filiales pour la gestion opérationnelle. Cet environnement professionnel responsable encourage également l'attachement à ses valeurs, notamment celles portées par la Charte Éthique.</p> <p>Dans une démarche de fidélisation des dirigeants, le groupe met en place une politique de rémunération rétribuant les performances tant individuelles que collectives. Pour les personnes clés, une gestion très décentralisée, une surveillance médicale et l'intéressement aux résultats atténuent les risques de départ.</p> <p>Dans les filiales, les contrats quant à la couverture des risques santé et prévoyance pour la quasi-totalité des collaborateurs répondent aux besoins essentiels de ces derniers et concourent à la compétitivité du groupe qui a la conviction que performance sociale et performance économique sont non seulement intimement liées mais se renforcent mutuellement.</p> <p>Malgré un turnover élevé dans l'ingénierie, notamment en région parisienne, la capacité de ICE Groupe à recruter (sans assouplir les critères de recrutement) a été jusqu'à présent suffisante, y compris dans les périodes de forte tension.</p>

RISQUES LIÉS À L'ACTIVITÉ / SYSTÈMES D'INFORMATION

Identification du risque	Gestion du risque
<p>La gestion quotidienne des activités du groupe incluant notamment des achats, la production (dont l'affectation des personnes réalisant des services), les opérations de facturation, de reporting et de consolidation et l'accès à l'information interne de chaque société, repose sur un bon fonctionnement de l'ensemble des infrastructures techniques et applications informatiques. Dans le contexte d'évolution constante des technologies de l'information et de leurs usages, les activités du groupe, ses savoir-faire dépendent d'un fonctionnement de plus en plus dématérialisé et numérique.</p> <p>Le règlement européen sur la protection des données personnelles applicable depuis mai 2018 prévoit des contrôles et des sanctions importantes.</p> <p>Le dysfonctionnement, l'arrêt des systèmes ou le détournement de données confidentielles prenant leur origine pour des motifs exogènes ou endogènes (dont les intrusions, malveillances, etc.) pourraient avoir un impact significatif (réputation, confiance des clients, etc.).</p>	<p>Outre les règles strictes de chaque société en matière de sauvegarde des données, de protection, d'accès, de sécurité aussi bien en ce qui concerne les matériels que les applications et les données, la protection des données des systèmes d'information est facilitée par leur répartition géographique minimisant l'impact que pourraient avoir le dysfonctionnement ou l'arrêt des systèmes.</p> <p>Les systèmes d'information intègrent notamment des « ERP » (Enterprise Resource Planning), logiciels de gestion utilisés par la grande majorité des sociétés. Le déploiement de ces progiciels intégrés contribue également à renforcer la fiabilité et la sécurisation du processus de production des informations, notamment comptables et financières.</p> <p>Les principes du groupe relatifs à la gestion des données à caractère personnel sont diffusés à toutes les sociétés européennes du groupe afin de sensibiliser tous les collaborateurs au respect des principes éthiques et aux exigences légales et réglementaires en la matière.</p> <p>Selon les situations des sociétés du groupe, les efforts de sécurité sont ajustés de façon permanente en fonction des nouvelles menaces de cyber-attaques. Le responsable SI de la filiale ICE a été également désigné référent SI du groupe afin d'assurer une homogénéité de doctrine.</p>

RISQUES LIÉS À L'ACTIVITÉ / IA INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Identification du risque	Gestion du risque
<p>La sous-exploitation de l'IA est perçue comme un risque majeur : si les filiales du groupe venaient à rater certaines opportunités, cela pourrait entraîner une perte d'avantages concurrentiels par rapport aux concurrents ou amener une stagnation. Une sous-exploitation pourrait provenir d'un manque de confiance en l'IA de la part des entreprises du groupe, d'un manque d'initiative, ou d'investissements insuffisants.</p> <p>Une surexploitation peut elle aussi se révéler problématique : investir dans des applications IA qui n'ont pas d'utilité ou avoir recours à l'IA là où elle n'a pas sa place.</p>	<p>Dans les entreprises du groupe, l'IA peut favoriser le développement d'une nouvelle génération de produits et services, y compris dans des secteurs où les entreprises occupent déjà une place importante. Elle peut créer de nouvelles voies de vente, améliorer la maintenance de machines, augmenter le rendement, améliorer les services pour les utilisateurs et permettre d'effectuer des économies d'énergie.</p> <p>Les veilles technologiques sont réalisées directement au niveau des filiales opérationnelles, toutes à forte dominance technique.</p>

RISQUES LIÉS À L'ACTIVITÉ / DÉFAILLANCE DE CONTRÔLE INTERNE

Identification du risque	Gestion du risque
Les dispositifs de contrôle interne ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable, et non pas une garantie absolue, quant à la réalisation des objectifs de l'entreprise en raison des limites inhérentes à tout contrôle. Ainsi, le groupe ne peut pas exclure le risque d'une défaillance des contrôles internes susceptibles de l'exposer, notamment à un acte de fraude.	L'environnement de contrôle, essentiel au dispositif de contrôle interne, à la bonne gestion des risques et à l'application des procédures, s'appuie sur les comportements, l'organisation et les collaborateurs. A ICE Groupe, il s'inscrit dans une culture d'engagement et de rigueur transmise par les dirigeants et également dans la continuité des choix stratégiques du groupe. Le groupe met en œuvre les dispositions de la loi dite « Sapin 2 » en matière de lutte contre la corruption et le trafic d'influence et s'est doté en 2023 d'un censeur chargé notamment de contrôler l'éthique des comportements.

1.5.2. Risques juridiques**RISQUES JURIDIQUES / PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE, MARQUES ET MODÈLES**

Identification du risque	Gestion du risque
Le groupe possède un portefeuille de marques et modèles qui constitue un de ses actifs. Le nom des marques, les produits eux-mêmes ainsi que les modèles qui peuvent être contrefaits, font l'objet de protections tels les dépôts de marque.	La recherche et l'innovation sont les piliers historiques du développement du groupe. Le détournement de la propriété industrielle sur les nouveaux produits tirés de la recherche est un risque qu'il faut citer pour être exhaustif mais dont la probabilité d'occurrence est faible. Néanmoins, le système d'enveloppes Soleau est ponctuellement utilisé.

RISQUES JURIDIQUES / ÉVOLUTION DES RÉGLEMENTATIONS

Identification du risque	Gestion du risque
Le groupe est soumis à l'évolution des réglementations qui s'imposent à toutes les sociétés. Certains pays font l'objet de contrôle des exportations, d'embargos, de sanctions économiques ou d'autres formes de restrictions commerciales imposées par l'Union-Européenne, les États-Unis ou d'autres états ou organisations.	ICE Groupe cherche à avoir une attitude irréprochable et exige de toutes les entreprises qui le composent le respect des réglementations des pays dans lesquels elles interviennent.

RISQUES JURIDIQUES / AUTRES RISQUES JURIDIQUES ET LITIGES

Identification du risque	Gestion du risque
Dans le cadre normal de ses activités, le Groupe et ses filiales sont susceptibles d'être impliqués dans tout type de litige et soumis à des contrôles fiscaux, douaniers et administratifs.	Une provision est constituée dans les comptes sociaux et consolidés chaque fois que le groupe a une obligation vis-à-vis d'un tiers et devra faire face à une sortie de ressources probable dont le coût peut être estimé de manière fiable. Il n'existe à ce jour aucun fait exceptionnel ni procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage risquant d'affecter ou ayant récemment affecté significativement et avec une probabilité sérieuse les résultats, la situation financière, le patrimoine ou l'activité de la société et du groupe.

1.5.3. Risques industriels et environnementaux

RISQUES INDUSTRIELS ET ENVIRONNEMENTAUX / PRODUCTION

Identification du risque	Gestion du risque
<p>Les produits et services doivent être disponibles à des dates respectant les demandes des clients.</p> <p>De ce fait, un retard majeur de livraison de produits ou de services pourrait être préjudiciable à la réalisation des objectifs commerciaux.</p>	<p>Afin de prévenir ce risque, la plupart des filiales ont recours à des ERP. Le logiciel <i>Visual Planning</i> développé par Stilog IST est également utilisé.</p> <p>Les produits et services doivent être disponibles à des dates respectant les demandes des clients.</p>

RISQUES INDUSTRIELS ET ENVIRONNEMENTAUX / DÉPENDANCE VIS-A-VIS DES FOURNISSEURS

Identification du risque	Gestion du risque
<p>Le groupe est tributaire de ses fournisseurs externes pour la livraison des matières premières, marchandises et sous-traitances de biens et services indispensables à la fabrication et livraison des produits finis (biens et services), lesquelles peuvent donc être perturbées par la défaillance d'un fournisseur important.</p>	<p>La diversité des secteurs d'activité dans lesquels le groupe intervient induit corrélativement celle de ses fournisseurs. Néanmoins, chaque filiale analyse régulièrement les risques de ses filières d'achats et de ses fournisseurs et développe si besoin des sources alternatives.</p> <p>Les tensions actuelles sur les importations d'énergies, de matières premières et de composants ainsi que le renchérissement des transports et l'allongement de leurs délais constituent un aléa suivi de près par chaque société du groupe.</p>

RISQUES INDUSTRIELS ET ENVIRONNEMENTAUX / ENVIRONNEMENT ET SÉCURITÉ

Identification du risque	Gestion du risque
<p>Les activités du groupe sont soumises à des lois et des règlements imposant de respecter des normes toujours plus strictes en matières d'environnement, de santé et de sécurité, lesquels pourraient augmenter le coût de mise en conformité.</p>	<p>Le groupe développe des formations aux risques (humains, informatiques, environnementaux, éthiques...) pour ses collaborateurs en France.</p> <p>Il recherche l'amélioration du pilotage des performances environnementales des activités grâce à la mise en place d'indicateurs clés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Incitation des collaborateurs aux éco-gestes, - Réduction des émissions de CO2 liées aux déplacements, - Réduction de la consommation de papier liée aux impressions, - Maintien des certifications ISO 14 001. <p>Compte tenu du positionnement vers des produits de plus en plus immatériels, la fabrication de la plupart de ces produits n'a pas recours à des substances chimiques requérant des manipulations et précautions spécifiques. En particulier le groupe n'est a priori pas ou très peu impacté par les substances interdites ou préoccupantes de la réglementation REACH.</p>

1.5.4. Risques financiers

RISQUES FINANCIERS / CONTREPARTIE, ENGAGEMENTS VIS-A-VIS DE TIERS

Identification du risque	Gestion du risque
Le groupe est exposé au risque de contrepartie pour des engagements de rachat existant à l'égard d'actionnaires minoritaires de sociétés du groupe.	Les engagements vis-à-vis d'actionnaires minoritaires sont indexés sur les résultats d'exploitation et parfois en partie sur les chiffres d'affaires des entreprises concernées ; plafonnés et estimés à 2,71 M€, ils ne représentent donc pas de risque significatif, en particulier au regard de la situation financière de ICE Groupe. Ces engagements ne sont pas comptabilisés dans les comptes consolidés car leur réalisation est incertaine.

RISQUES FINANCIERS / CLIENT

Identification du risque	Gestion du risque
Le risque client peut être matérialisé par le non-recouvrement des créances du fait de difficultés de trésorerie de la clientèle ou de la disparition de clients.	Compte tenu de la variété et de la multiplicité des clientèles, le risque pour le groupe est disséminé et la probabilité d'occurrence d'un dommage significatif à l'échelle du groupe reste limitée. Les plus grands comptes du groupe sont Schneider, Alstom et Carrier. Le montant considéré comme supportant un risque de non-recouvrement et provisionné à ce titre est indiqué dans la note 13 de l'annexe des comptes consolidés. Il représente 1,9% de la créance client brute.

RISQUES FINANCIERS / LIQUIDITÉ

Identification du risque	Gestion du risque
Le manque de liquidité pourrait affecter la pérennité et l'indépendance du groupe et de ses sociétés.	<p>L'objectif prioritaire du groupe est de garantir sa pérennité et son indépendance.</p> <p>Le groupe a mis en place un cadre de gestion financière centralisée pour toutes ses entités françaises : elle s'applique notamment à la tenue comptable – dont les paiements – et la gestion de trésorerie. Il vise à disposer à tout moment des ressources suffisantes pour financer l'activité courante et également pour faire face à tout événement exceptionnel – dont des « trous d'air » de plusieurs mois d'activité. Il cherche également à assurer la continuité de ses financements et à optimiser le coût financier de la dette.</p> <p>Outre sa trésorerie nette positive, le groupe dispose de lignes de crédit confirmées non utilisées auprès de plusieurs banques de premier plan.</p>

RISQUES FINANCIERS / TAUX D'INTÉRÊT

Identification du risque	Gestion du risque
ICE Groupe a recours à des emprunts. La difficulté ou même l'impossibilité d'en obtenir en raison d'une mauvaise image du groupe ou de taux d'intérêt élevés pourrait affecter son développement, ses investissements et sa politique financière.	<p>ICE Groupe a un recours modéré à des emprunts. Le groupe se refinance maintenant essentiellement par taux fixes. Aucune de ses dettes ne comporte de clause de remboursement anticipé lié au respect de ratios financiers.</p> <p>En termes d'image financière, ICE Groupe et ses sociétés françaises sont notés par la Banque de France, qui leur a attribué au cours des dernières années les notes oscillantes généralement entre 3+ et 3++ (note maximale, devenue C1+ à compter de 2022).</p>

RISQUES FINANCIERS / TAUX DE CHANGE**Identification du risque**

Du fait de ses activités internationales, le groupe est exposé aux variations des cours des devises. Cela se concentre essentiellement sur ses filiales américaines STILOG Inc. et WCI, anglaise CEE Relays, marocaine Technicam et roumaine EMC, ainsi que l'activité de négoce international de Compelma. Les fluctuations notamment entre l'Euro, l'US Dollar, le Dirham marocain et la Livre Sterling peuvent donc influencer les résultats du groupe

Gestion du risque

Afin de limiter le risque de change, le groupe interdit à ses filiales de spéculer sur les devises et adopte à ce sujet une politique prudente. La plus grande partie de ses facturations à l'export est réalisée en euro.

RISQUES FINANCIERS / ACTIONS**Identification du risque**

Le groupe s'interdit d'investir directement sa trésorerie en actions. Néanmoins, une partie considérée "à long terme" est investie sur des supports OPCVM pouvant en détenir. Les fluctuations des marchés financiers peuvent donc à court terme influencer les résultats du groupe.

Gestion du risque

La part des placements de trésorerie du groupe dans des fonds diversifiés à long terme ne dépasse jamais 30%. Longtemps pratiquée, la conservation de plus-values latentes permettant de lisser les fluctuations à court terme des performances des placements ne peut malheureusement se poursuivre depuis le récent changement des règles comptables (remplacement de la norme IAS 39 par la norme IFRS 9). Le risque sur ces placements est essentiellement supporté par la société mère.

RISQUES FINANCIERS / ACTIFS DE COUVERTURE DES ENGAGEMENTS SOCIAUX**Identification du risque**

Les actifs affectés à la couverture financière des engagements sociaux sont par nature exposés aux variations des marchés sur lesquels ces actifs sont investis. Une baisse forte et durable des marchés financiers peut avoir un impact sur la valeur des portefeuilles constitués (voir note 16 des comptes consolidés relativement aux indemnités de fin de carrière).

Gestion du risque

Comme la politique de prudence du groupe dans ses placements, la répartition par classe d'actifs dédiés à la couverture des engagements sociaux du groupe vise à réduire notamment les risques de volatilité : sélectionnés chez des assureurs et dépositaires disposant de notations robustes, ceux dans des fonds diversifiés à long terme ne dépassent pas le tiers.

RISQUES FINANCIERS / ÉVOLUTION DES RÉGLEMENTATIONS FISCALES ET SOCIALES**Identification du risque**

Le groupe est exposé aux risques d'évolution des réglementations fiscale et sociale ou de leur interprétation. L'alourdissement des taxes et cotisations existantes, l'instauration de nouvelles taxes et cotisations, ou la double imposition concernant par exemple l'impôt sur les sociétés, le rapatriement des dividendes ou les prélèvements sociaux, pourraient avoir un impact défavorable sur le résultat de la société.

Gestion du risque

La direction comptable et la direction juridique, assistées le cas échéant de conseils externes, suivent ces évolutions pour assurer la conformité du groupe à ces réglementations. En cas de litige ou de différence d'interprétation avec les administrations fiscales et sociales, ICE Groupe peut défendre sa position par des recours en justice.

1.5.5. Assurance

ASSURANCE / POLITIQUE GÉNÉRALE

Identification du risque	Gestion du risque
L'absence de couverture des risques principaux des entreprises du groupe pourrait, en cas de sinistre et compte tenu des montants financiers très importants en jeu, gravement affecter les résultats ou même la pérennité des sociétés du groupe.	<p>L'objectif de la politique générale d'assurance est de protéger au mieux les personnes et le patrimoine du groupe contre la survenance de risques significatifs identifiés et assurables qui pourraient l'affecter.</p> <p>A cette fin, le groupe a mis en place pour ses sociétés françaises des contrats d'assurance, notamment pour les risques de dommages et pertes d'exploitation, responsabilité civile et transport, permettant une homogénéisation des couvertures et une maîtrise des garanties.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Au niveau central, le groupe a négocié avec des assureurs de 1er plan des programmes généraux d'assurances pour couvrir les expositions centrales (la grande taille optimisant les coûts induits). - Par ailleurs, selon ses besoins particuliers, chaque filiale peut souscrire des couvertures d'assurance spécifiques.

ASSURANCE / RESPONSABILITÉ CIVILE

Identification du risque	Gestion du risque
L'exploitation et les produits vendus peuvent être à l'origine de dommages majeurs envers les tiers. Ces dommages sont donc susceptibles de représenter des montants très importants pouvant fortement affecter les résultats, voire la pérennité des entreprises du groupe.	<p>Les sociétés du groupe ont étendu depuis plusieurs années une couverture des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile. Elle couvre notamment la responsabilité civile d'exploitation et la responsabilité civile du fait des produits.</p> <p>Cette garantie n'a jamais fait l'objet d'une sinistralité significative, ce qui traduit la haute exigence de qualité et de sécurité dans la conception et la fabrication des produits et des services.</p>

ASSURANCE / DOMMAGE AUX BIENS ET PERTES D'EXPLOITATION

Identification du risque	Gestion du risque
<p>Les risques sont l'incendie, foudre, explosion, vol et évènements naturels affectant les biens, principalement les immobilisations et stocks.</p> <p>Les risques sont également les pertes d'exploitation consécutives à un dommage matériel.</p>	<p>Les risques pouvant affecter les biens et pertes d'exploitation sont assurés à l'intérieur de plafonds, dans la limite des offres disponibles sur le marché des assurances.</p> <p>Des visites de prévention sont réalisées par les services spécialisés de l'assureur leader dans des sites du groupe.</p>

ASSURANCE / TRANSPORT, AUTOMOBILE

Identification du risque	Gestion du risque
Les risques concernent les transports de biens ainsi que les déplacements automobiles des collaborateurs dans le cadre de missions.	Les sociétés concernées par le transport de biens ont mis en place des couvertures particulières et le groupe offre une assurance pour les déplacements automobiles de ses collaborateurs.

En conclusion, globalement faibles, les risques du groupe peuvent être résumés sous la forme suivante :

COTATION DES RISQUES		GRAVITÉ (1)	PROBABILITÉ (2)	COTATION (1x2)
		Mineure=1 Significative=4 Majeure=16 Critique=64	Très peu probable=1 Peu probable=2 Probable=4 Très probable=8	Mineure Tpp=1-4 Significative Pp=8-16 Majeure P=32-64 Critique Tp=128-512
1. Activité	Image et réputation	4	1	4
	Qualité et sécurité des produits	4	2	8
	Saisonnalité et conjoncture	4	2	8
	Implantation géographique et environnement économique	16	4	64
	Concurrence	16	4	64
	Innovation et attentes des clients	4	2	8
	Opérations de croissance externe	4	2	8
	Risques liés à la gestion des ressources humaines	4	2	8
	Systèmes d'information	4	2	8
	IA Intelligence Artificielle	4	2	8
	Risque de défaillance du contrôle interne	4	1	4
2. Juridiques	Propriété industrielle, marques et modèles	1	1	1
	Évolutions des réglementations	4	2	8
	Autres risques juridiques et litiges	4	1	4
3. Industriels et environnementaux	Production	1	1	1
	Dépendance vis-à-vis de fournisseurs	1	1	1
	Environnement et sécurité	1	1	1
4. Risques financiers	Contrepartie, engagements vis-à-vis de minoritaires	1	4	4
	Client	4	1	4
	Liquidité	4	1	4
	Taux d'intérêt	1	2	2
	Taux de change	1	2	2
	Actions	1	4	4
	Actifs de couverture des engagements sociaux	1	4	4
	Évolutions des réglementations fiscales et sociales	4	4	16
5. Assurance	Politique générale	4	1	4
	Responsabilité civile	4	1	4
	Dommages aux biens et pertes d'exploitation	1	1	1
	Transport, automobile	1	1	1
	Médiane	4	2	4
Moyenne	4	2	9	

2. Gouvernement d'entreprise et capital social

2.1. Rappel des principes de la gouvernance

L'organisation de la gouvernance de ICE Groupe avec un Directoire et un Conseil de surveillance est adaptée aux spécificités de l'entreprise.

- L'équilibre des pouvoirs

L'équilibre des pouvoirs au sein des mandataires sociaux est assuré avec une définition et un partage très précis des missions de chacun, avec d'un côté un directoire composé de quatre personnes alliant expertise et longue connaissance des sociétés du groupe et d'un autre côté six membres du Conseil de surveillance contrôlant le capital et libres de jugement.

- Des membres du Conseil informés et indépendants

Les membres du Conseil sont régulièrement informés de l'ensemble des aspects de la marche de la société et de ses performances. Ce contrôle est facilité par une information constante (notamment via l'intranet du groupe) de son Président – actionnaire majoritaire – au sein de la société lui permettant d'accéder directement aux informations internes, dont les nombreux comptes rendus de réunions et tableaux de bord.

Au-delà même de leur présence, les membres du Conseil sont très engagés, avec des expériences complémentaires (expertises industrielles, juridiques, financières, etc.), et pour certains d'entre eux, une mémoire historique, c'est-à-dire une connaissance ancienne et approfondie de l'entreprise et de son environnement.

Les membres du Conseil sont tous assidus (100% de participation en présentiel ou visioconférence en 2023) et vigilants. Les travaux et les délibérations du Conseil se font de manière parfaitement indépendante des engagements opérationnels du Directoire.

- Un Conseil qui dispose d'une large palette de moyens

Le Conseil dispose des moyens qui lui permettent de traiter en toute liberté des questions qui le concernent, notamment quand il s'agit de contrôler la bonne gestion et les orientations stratégiques de l'entreprise et d'assurer le suivi de leur mise en œuvre. Le Directoire communique en transparence et a le soutien du Conseil dans les choix stratégiques qu'il lui propose et qui sont contrôlés par ce dernier. Le Président du conseil conduit les travaux du Conseil pour permettre cette adhésion, sans laquelle le Directoire ne saurait totalement s'impliquer et assurer en toute confiance et sérénité le développement de l'entreprise.

2.2. Mandataires sociaux

2.2.1. Composition du Directoire

Depuis 2021, le Directoire comprend 4 membres. A compter d'avril 2023, outre le président, M. Pierre Fustier, les 3 autres membres ont été MM. François Bertauld, Jean-Yves Fustier et Bruce Hubert. Les mandats des trois premiers membres viennent à échéance avec l'assemblée générale 2027.

Amorcé en 2021, le mandat de M. Bruce Hubert a pour échéance l'assemblée générale annuelle 2025.

M. Didier Bantegnies a quitté le Directoire en avril 2023 pour une fonction de conseiller auprès du président. Simultanément, il participe aux réunions du Conseil de surveillance en tant que censeur.

2.2.2. Composition du Conseil de surveillance

Au 31 décembre 2023, le Conseil de surveillance comprenait 6 membres :

- deux membres (dont l'un est président du Conseil, l'autre vice-président), issus de la famille de M. Jacques Boulard, qui détient 51,87% du capital – M. Jacques Boulard et M. Matthieu Boulard ;
- deux membres issus de la famille Neveu, qui détient 6,40% du capital – M. François Neveu et Mme Marie-Laure Neveu-Gohier ;
- deux membres, issus de la famille de M. Daniel Boulard, qui détient 5,56% du capital – Mme Laurence Boulard et M. Arnaud Boulard.

Le mandat de M. Jacques Boulard, Président du conseil, a été renouvelé en 2018 et vient à échéance avec la présente assemblée. Il est candidat à son renouvellement.

Les mandats de membre du conseil de surveillance de Mmes Marie-Laure Neveu-Gohier et Laurence Boulard ont été renouvelés en 2019 et courent jusqu'en 2025. Celui de M. Arnaud Boulard nommé en 2019 court jusqu'en 2025, celui de M. François Neveu nommé en 2021 court jusqu'en 2027 et celui de M. Matthieu Boulard a été renouvelé en 2021.

Une représentation des femmes et des hommes conforme aux dispositions de la loi

Depuis 2013, le Conseil a recherché une représentation équilibrée des femmes et des hommes telle que prévue dans les grandes sociétés. Après le départ du Conseil de Mme Kim Fustier, le Conseil de surveillance de 6 membres, 2 femmes et 4 hommes, continue de respecter la loi du 4 août 2014 (Copé-Zimmermann) relative à la parité homme-femmes.

2.2.3. Censeur

Nommé en 2023 par l'assemblée générale du 28 avril 2023, aux côtés du Conseil de surveillance et participant à ses réunions avec voix consultative, M. Didier Bantegnies exerce auprès de la Société une mission générale et permanente de surveillance et de conseil, non rémunérée. Son mandat expirera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2026.

Liste des mandats et fonctions des mandataires sociaux le 26 avril 2024

Directoire



Pierre Fustier

Docteur en économie & administration des entreprises, IAE, DECS. Directeur financier, directeur administratif et financier adjoint au PDG, puis directeur général du directoire. **Président du directoire** à compter de 2009. Son mandat, renouvelé en 2023, viendra à échéance avec l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2026.

Autres mandats et fonctions en cours

- Président de COMPELMA S.A.S., ICE S.A.S., ICELIA S.A.S., STIC Société Technique d'Ingénierie et de Coopération S.A.S. et WaT S.A.S.
- Directeur général de Apilog S.A.S., Clearsy S.A.S., EC2E S.A.S., ISIT S.A.S., Le Genévrier S.A.S., Médiane Système S.A.S., MtC S.A.S. et STILOG IST S.A.S.
- Membre du directoire-directeur général de HWCS S.A. à directoire et conseil de surveillance.
- Gérant de ABCR S.C.I., Domus Effectus S.C.I.

Détient 46.059 actions ICE Groupe en toute propriété ainsi que 47.373 en toute propriété et 113.758 en nue-propriété dans la société ICELIA qu'il préside.



François Bertauld

ISEP. Ingénieur développement puis chef de projet. Fondateur de Médiane Système. Directeur général, président-directeur général en 2010, puis président depuis avril 2020. **Membre du directoire** depuis 2015, son mandat, renouvelé en 2023, viendra à échéance avec l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2026.

Autres mandats et fonctions en cours

- Président du Conseil de surveillance de STILOG IST S.A.S.
- Membre du Conseil de surveillance de Clearsy S.A.S.
- Président d'ISIT S.A.S. et de MLD S.A.S.
- Gérant de CAVIST S.A.R.L. et Médiane Benelux Sprl.
- Cogérant de MELUDEL S.C.



Jean-Yves Fustier

ESSEC. Carrière amorcée dans la banque d'affaires et l'investissement dans les sociétés cotées. Secrétaire général d'ICE Groupe depuis avril 2016. **Membre du directoire** depuis 2023 pour un mandat à l'échéance de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2026.

Autres mandats et fonctions en cours

- Président des conseils de surveillance de Clearsy S.A.S. et HWCS S.A. à directoire et conseil de surveillance.
- Membre des Conseils de surveillance de Médiane Système S.A.S., MtC S.A.S. et STILOG IST S.A.S.
- Président de CEE Italiana srl.
- Administrateur de Mediane Italia srl, CEE Relays Ltd et Continental de Equipos Eléctricos S.A.
- Directeur général d'ICELIA S.A.S.



Bruce Hubert

Formation d'expertise comptable. Carrière amorcée dans le contrôle de gestion (France, USA) puis la gestion d'entreprises à l'international (Mexique, Argentine).

Entré à OTN en 2010, il en devient le directeur général puis, en 2022, vice-président de MtC.

Membre du directoire depuis 2021 pour un mandat à l'échéance de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2025.

Autres mandats et fonctions en cours

- Membre du Conseil de surveillance de Clearsy S.A.S.
- Président de HBR Invest S.A.S.
- Vice-Président de H2H S.A.S.
- Gérant de Hirst S.C.I. et EMC - Electro Medias Confectii, S.R.L.

Conseil de surveillance

**Jacques Boulard**

Fils de Paul Boulard, principal fondateur de ICE en 1947. X-Ponts, IEP Paris, IHEDN. Ingénieur général des Travaux Maritimes de la Marine Nationale.

Vice-président du Conseil de surveillance en 1995, puis membre du Directoire en 2001. **Président du Conseil de surveillance** depuis 2006.

Son mandat, renouvelé en 2018, vient à échéance avec l'assemblée générale annuelle. Il est candidat à son renouvellement pour une échéance à l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2029.

Autres mandats et fonctions en cours

Président du Conseil de surveillance de MtC S.A.S.

Détient 242.832 actions ICE Groupe en toute propriété et 170.000 en droit aux bénéfices (contrôle majoritaire avec ses enfants).

**Arnaud Boulard**

ESIEE. Carrière industrielle chez Schneider Automation, Alcatel Space et GFI Consulting (programme Airbus), puis gérant de sociétés dans le domaine de l'immobilier.

Nommé à l'assemblée du 26 avril 2019 pour un mandat à l'échéance de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2024.

Autres mandats et fonctions en cours

Gérant de DAJIMMO Sarl, Le Dauphiné Sarl, Abfinlauz Sarl et cogérant de Joly Sarl.

Détient 5 actions ICE Groupe en toute propriété et 21.687 en nue-propriété.

**Laurence Boulard**

EBS. Carrière commencée en entreprises, banques et cabinets de conseil et d'audit, puis expert-comptable.

Membre du Conseil de surveillance depuis 2013, son mandat a été renouvelé en 2019, à échéance de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2024.

Autres mandats et fonctions en cours

Gérante de ARLAJE S.C.I., LBO Consulting Eurl et LBO Expertise Sarl.

Détient 5 actions ICE Groupe en toute propriété et 43.374 en nue-propriété.

**Matthieu Boulard**

Fils de Jacques Boulard.

ISC. Carrière chez l'éditeur de logiciels informatiques UBISOFT puis artiste plasticien et responsable pédagogique du Mastère production de JV - ISART Digital.

Membre du Conseil de surveillance depuis 2003,

Vice-président à compter du 30 avril 2021, où son mandat a été renouvelé à échéance de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2026.

Détient 122.000 actions ICE Groupe en toute propriété et 105.000 en nue-propriété.

**Marie-Laure Neveu-Gohier**

DESS droit notarial, Diplôme Supérieur du Notariat DSN. Notaire salariée. Spécialisation en droit de l'immobilier.

Membre du Conseil de surveillance depuis 2013, son mandat a été renouvelé en 2019, à échéance

de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2024.

Détient 24.971 actions ICE Groupe en toute propriété.

**François Neveu**

MSc PGE Business Administration & Management, NEOMA Reims Business School.

Ancien auditeur Financier chez Deloitte, puis auditeur interne senior suivi de Finance Business Partner Manager et Business Process Improvement Director chez ADP Automatic Data Processing.

Actuellement Implementation Director toujours chez ADP.

Nommé le 30 avril 2021, mandat à échéance de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2026.

Prêt par son père Alain Neveu de 5 actions ICE Groupe.

Censeur

**Didier Bantegnies**

AM. Carrière entièrement à ICE : initialement au service méthode puis en charge de la qualité, directeur de production, directeur de division. A compter de 2015, directeur général de ICE.

Membre du directoire de 2015 à 2023. Nommé à l'assemblée du 28 avril 2023 pour un mandat

de censeur à échéance de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2026.

Autres mandats et fonctions en cours

- Président du Conseil de surveillance de Médiane Système S.A.S.
- Vice-Président des Conseils de surveillance de MtC S.A.S. et STILOG IST S.A.S.
- Membre du Conseil de surveillance de Holding Worldcast Systems SA.
- Président de D3CN S.A.S.

2.2.4. Rémunération des dirigeants et jetons de présence

Intégrant la part de son président, la rémunération globale versée au Conseil de surveillance au titre de l'exercice 2023 a été de 94.020 euro.

Comme les dividendes, les jetons de présence avaient été légèrement augmentés l'année dernière par rapport à leur niveau avant la diminution de l'année précédente. Cette année, à l'instar des dividendes, il vous est proposé une augmentation des jetons de présence du Conseil de surveillance d'un point supérieure à la hausse générale des prix.

Cela correspondrait globalement à des jetons de 48.480 euro.

2.2.5. Commissariat aux comptes

Les mandats de la Socaudit, représentée par M. Pierre-Jean Frison, en tant que commissaire aux comptes titulaire, et de J. Causse et associés, en tant que commissaire aux comptes suppléant, ont été renouvelés lors de l'assemblée de 2018 et viennent à échéance avec l'assemblée générale annuelle du 26 avril 2024.

Compte tenu de la disparition de l'obligation d'un commissaire aux comptes suppléant lorsque le titulaire est une personne morale, seule Socaudit est candidate à son renouvellement, avec pour échéance l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2029.

Le mandat de SKA Serge Kubryk Audit, représenté par M. Daniel Mimoun, en tant que commissaire aux comptes titulaire a été renouvelé en 2020 et court avec pour échéance l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2025.

2.3. Rapport du conseil de surveillance pour 2023

Conformément à la réglementation, nous avons l'honneur de vous présenter le rapport de votre Conseil de surveillance sur l'exercice 2023.

Observations sur le groupe ICE

Evolution de la structure

Le groupe s'est enrichi en juillet 2023 de l'arrivée du groupe WorldCast Systems, spécialisé en télécommunications radio & TV. Cela a contribué à augmenter la part du hardware dans le chiffre d'affaires consolidé (57%) par rapport à celle de l'ingénierie technique (42%), ces deux pôles d'activités restant cependant d'importances comparables.

Par ailleurs, la petite société ECI, filiale de MtC, dont le fonds de commerce avait été cédé à un confrère de la profession fin 2022, a vu sa disparition du groupe finalisée par la récupération par MtC début 2023 de ses actifs subsistants.

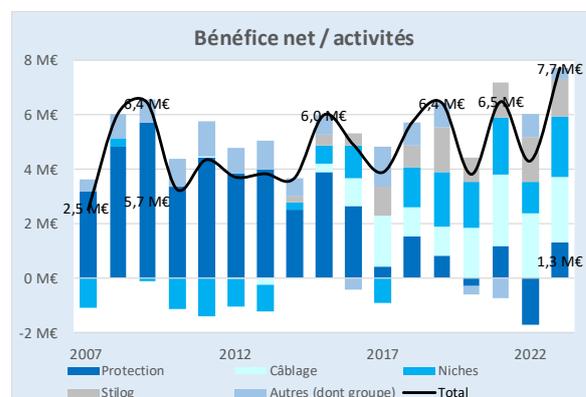
Relations internes au groupe

Les contacts intra-groupe ont continué à prospecter les projets pouvant être réalisés en partenariat interne et à développer les sous-traitances à l'intérieur du groupe. Notamment la réduction drastique des prestations sous-traitées par ICE SAS à Médiane, liée à l'achèvement des grosses études "Smart Electre" pour le client RTE, a été compensée par la montée en puissance des sous-traitances de câblage à Technicam et dans une moindre mesure à EMC par MtC. En définitive, le chiffre d'affaires intra-groupe 2023, en excluant les portages et les redevances pour services rendus par la maison mère, c'est-à-dire traduisant de réelles prestations marchandes, est de 5,2% du chiffre d'affaires consolidé, contre 6,7% en 2022, et 6,5% en 2019. Ces chiffres sont respectivement de 8,0%, 9,5% et 8,5% si on inclut les redevances. Des synergies commencent à apparaître également dans le domaine de l'ingénierie. Cependant, ces activités internes peuvent dans certains cas détourner les sociétés "sous-traitantes" de la recherche systématique de clients extérieurs au groupe. Il conviendrait donc probablement d'en limiter l'ordre de grandeur à une proportion raisonnable.

Observations sur l'activité du groupe

L'activité a continué à être impactée en 2023, quoique plus faiblement, par les perturbations apportées par l'inflation, les pénuries de composants et la tension du marché du travail. Mais, grâce aux efforts des dirigeants et à notamment l'apport de WCS depuis juillet, le chiffre d'affaires consolidé record du groupe (140 M€) est en forte augmentation par rapport à ceux de 2022 et 2021. Avec de surcroît une amélioration des marges, le résultat net part du groupe de 7,7 M€ bat largement les précédents records, voisins de 6,5 M€ en 2021, 2019 et 2009.

A ce sujet, l'évolution depuis 2007 des parts du bénéfice net apportées par les différents secteurs de l'activité du groupe, représentée dans le graphe ci-contre, montre bien la substitution des revenus issus du secteur de la protection, seule activité à l'origine du groupe, par ceux apportés par le câblage, l'ingénierie et les niches techniques. On se demande ce que l'ICE initiale serait devenue s'il n'y avait pas eu une politique volontariste de croissance externe diversifiée.



Perspectives 2024

La grande résilience dont le groupe a fait preuve pendant les perturbations depuis 2020 laisse penser qu'il pourra également passer un creux conjoncturel éventuel en 2024, dû notamment aux conséquences de la guerre en Ukraine et du désenchantement du monde du travail. Il dispose pour cela d'une trésorerie appréciable de 41,7 M€ (dont 18,5 M€ nette de dettes financières) fin 2023.

Cela dit, les perspectives pour 2024 sont pour l'instant très favorables, du fait notamment du plein effet annuel du groupe WorldCast Systems, de l'acquisition de 60% de Clearys en janvier 2024, et des perspectives de retour à bonne fortune d'ICE, espéré après sa soumission au gros appel d'offres pluriannuel lancé par son client principal, RTE, qui est en croissance durable très forte du fait de l'accélération de l'électrification en France.

La prévision du chiffre d'affaires est ainsi portée à 165 M€ pour 2024.

Observations sur l'activité de votre société ICE Groupe

L'exercice 2023 a un léger déficit d'exploitation de -97 k€, les frais de gestion imputés aux sociétés du groupe couvrant pratiquement les dépenses d'exploitation constituées essentiellement de salaires. A ce sujet, les bonnes pratiques recommandées par les commissaires aux comptes imposent une exploitation bénéficiaire ou au moins proche de l'équilibre, ce qui fait qu'en réalité les frais de gestion sont ajustés chaque année de façon à réaliser cet objectif. Le résultat net de 4,1 M€ est voisin du record de 2022, cela étant dû pour près d'un quart au produit des placements de trésorerie, ainsi que pour le reste aux dividendes reçus des sociétés du groupe, en diminution sur 2022. Ici encore, ce chiffre dépend essentiellement de la politique de remontée de dividendes depuis les sociétés du groupe, qui jusqu'ici a consisté à laisser dans ces dernières un maximum des profits qu'elles réalisent et une trésorerie généreuse. Les montants des dividendes prélevés sont discutés avec les dirigeants de chaque société concernée, puis soumis pour celles dont les statuts le prévoient à l'accord du président de votre Conseil de surveillance, avant d'être arrêtés par chaque assemblée des associés (généralement réduite au représentant de l'associé unique ICE Groupe), puis d'être soumis à votre approbation au titre de la résolution de l'assemblée générale approuvant les comptes.

Organisation des travaux de contrôle

Votre Conseil a suivi l'évolution du groupe au long de l'exercice 2023. Son président a continué de recevoir régulièrement les informations et comptes rendus internes pertinents, y compris pendant ses indispositions pour raisons de santé. Son mandat de président du Conseil de surveillance de MtC lui ont par ailleurs permis de se tenir au courant plus précisément de la marche du pôle câblage.

A l'occasion des cinq réunions de 2023, votre Conseil a été informé par le Directoire, au moyen de rapports d'étape très détaillés, des performances des sociétés et de l'évolution de la politique du groupe, le tout à sa satisfaction et dans le respect de la loi et des statuts.

Votre Conseil a, conformément à la loi, examiné les comptes de l'exercice 2023 arrêtés par le Directoire. Il a également examiné les comptes consolidés. Il n'a aucune observation à formuler sur ces documents.

Proposition d'affectation des résultats

Le Directoire propose de verser en 2024 un dividende par action en progression de 4,35% sur celui versé en 2023, ce qui correspond sur 10 ans à une évolution annuelle moyenne supérieure de presque un point à celle de l'indice général des prix de l'INSEE (hors tabac).

Cela représente 27,5% du résultat social net, 15% du résultat net part du groupe et, avec le report à nouveau, 21% des bénéfices distribuables, dans la continuité de la politique industrielle de réinvestissement, notamment par croissance externe, menée depuis plusieurs années et de maintien d'une trésorerie abondante pour parer à un éventuel retournement conjoncturel.

Par ailleurs, la comparaison sur une longue période (depuis 1992) des dividendes et de l'indice général des prix donne fin 2023 les majorations suivantes :

- Dividendes +106,1%
- Prix +64,2%

La trésorerie disponible permettant largement le versement de ce dividende, votre Conseil considère que cette proposition d'affectation est raisonnable.

Acquisition de 60% des actions de la société Clearsy (concerne l'exercice 2024)

Compte tenu de son intérêt pour le développement du groupe, le Conseil de surveillance a autorisé cette opération en séance du 27 octobre 2023.

Conclusion

Nous vous proposons d'approuver l'ensemble des résolutions telles qu'elles vous sont proposées par le Directoire.

Le Conseil de surveillance

2.4. Informations concernant l'actionnariat et l'attribution d'actions de performance

2.4.1. Montant et répartition

Un actionnariat fidèle

Le 16 juin 2023, le montant du capital a été majoré de 41.930 euro pour permettre l'attribution gratuite d'actions ordinaires de la société au profit du Président du directoire, conséquence de l'autorisation consentie par l'Assemblée Générale du 26 avril 2019. Le capital social est donc passé de 11.656.250 euro à 11.698.180 euro.

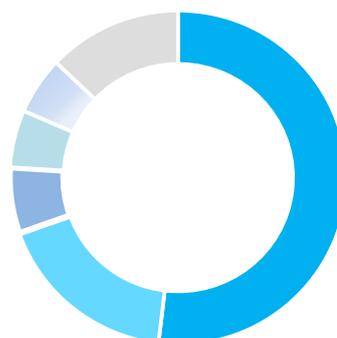
Sa répartition a été par ailleurs modifiée par une donation-partage (M. Daniel Boulard), une succession (M. Gérard Neveü) et deux cessions (à Icelia).

Au moment de la rédaction de ce rapport, et conformément aux dispositions de l'article 233-13 de la Loi sur les sociétés commerciales, nous vous indiquons ci-après l'identité des titulaires de participations directes ou indirectes significatives du capital social prévu lors de l'assemblée générale annuelle :

- M. Jacques Boulard : plus du cinquième.

- MM. Matthieu Boulard et Pierre Fustier-Icelia : plus des trois vingtièmes.
- M. Thomas Boulard : plus du dixième.

Composition actionnariat ICE Groupe 26/04/2024



2.4.2. Rapport spécial du Directoire sur les attributions réalisées

Mesdames, Messieurs,

Le présent rapport spécial a pour objet de décrire à votre assemblée, conformément au premier alinéa de l'article L. 225-197-4 du code de commerce (les autres alinéas ne s'appliquant pas), les opérations d'attribution gratuite d'actions ordinaires de la société, réalisées par le Directoire jusqu'à ce jour, en vertu des autorisations consenties par les assemblées générales extraordinaires (AGE) en date du 27 avril 2018 et du 26 avril 2019.

Nous vous rappelons que ces assemblées générales extraordinaires ont autorisé le Directoire, conformément aux articles L. 225-197-1 et suivants du code de commerce, à procéder, en une ou plusieurs fois, à des attributions gratuites d'actions ordinaires de la société à émettre au profit du Président du directoire, et cela pendant une durée maximum de 38 mois à compter de la date de l'assemblée.

Les assemblées générales du 27 avril 2018 et du 26 avril 2019 ont fixé à un an la durée minimale de la période d'acquisition à l'issue de laquelle chaque attribution des actions ordinaires aux bénéficiaires deviendra définitive, sous réserve de respecter des conditions à déterminer par le Directoire et ont fixé la durée minimale de la période de conservation des actions par le bénéficiaire à deux ans à compter de la date d'attribution définitive des actions ; elles ont précisé de surcroît que le bénéficiaire étant mandataire social, il ne pourra pas céder ces actions avant la cessation de sa fonction.

Le nombre maximum d'actions ordinaires de la société susceptibles d'être attribuées gratuitement en vertu de ces deux mêmes autorisations a été fixé par chaque assemblée générale à 40.000 actions (soit un total de 80.000 actions, sous le plafond de 10% du capital de la société à la date de chaque décision d'attribution conditionnelle d'actions par le Directoire).

Modalités définies par le directoire pour les attributions d'actions gratuites

Lors de sa réunion du 17 juin 2019, le Directoire a décidé d'attribuer un nombre maximal total de 80.000 actions gratuites (chaque action de valeur nominale de 10 €), selon les modalités et conditions définies dans le Règlement du plan d'attribution d'actions gratuites.

Détermination des bénéficiaires de l'attribution d'actions gratuites

Le Directoire, à l'unanimité, a suivi les recommandations faites aux assemblées générales du 27 avril 2018 et 26 avril 2019 par le Conseil de surveillance, en décidant que l'attributaire serait Monsieur Pierre Fustier, président du directoire.

Vous trouverez ci-après un tableau récapitulatif "Plan 2018" correspondant à l'autorisation donnée par l'AGE de 2018. Il rend compte du nombre et de la valeur des actions conditionnelles qui ont été attribuées gratuitement au bénéficiaire durant les années 2019 et 2020 (la première attribution du 17 juin 2019, remplaçant purement et simplement celle de l'année précédente, du 2 mai 2018). Ce tableau, ainsi que celui "Plan 2019" ci-après relatif à l'autorisation de l'AGE de 2019, mentionnent également le calendrier relatif aux tranches ultérieures, tel que retenu dans le Règlement du plan d'attribution d'actions gratuites approuvé par le directoire le 17 juin 2019.

- Le 17 juin 2020, la première tranche de 20.000 actions du "Plan 2018" avait été définitivement attribuée à Monsieur Pierre Fustier, président du directoire.

- Le 17 juin 2021, 9.016 actions de la deuxième tranche de 20.000 actions du "Plan 2018" avaient été définitivement attribuées à Monsieur Pierre Fustier, président du directoire.

- Le 17 juin 2022, 4.209 actions de la première tranche de 20.000 actions du "Plan 2019" ont été définitivement attribuées à Monsieur Pierre Fustier, président du directoire.

- Le 17 juin 2023, 4.193 actions de la deuxième tranche de 20.000 actions du "Plan 2019" ont été définitivement attribuées à Monsieur Pierre Fustier, président du directoire.

Attributions réalisées

Attribution d'actions gratuites ICE Groupe			
Plan 2018			
Date d'AG	27-avr-18		
Valeur nominale d'une action	10 €		
Nombre d'actions attribuées à M Pierre Fustier	20 000 (1° tranche)	20 000 (2° tranche)	40 000 (total)
Nombre d'actions définitivement attribuées à M Pierre Fustier	20 000 (1° tranche)	9 016 (2° tranche)	29 016 (total)
Date d'attribution conditionnelle (début de la période d'acquisition)	17-juin-19	17-juin-20	
Date d'attribution définitive, sous réserve de respect des conditions fixées	17-juin-20	17-juin-21	
Cession possible à compter du (fin de la période d'obligation de conservation)	17-juin-22	17-juin-23	
(toutefois, le bénéficiaire étant mandataire social, il ne pourra pas les céder avant la cessation de ses fonctions)			
Attribution d'actions gratuites ICE Groupe			
Plan 2019			
Date d'AG	26-avr-19		
Valeur nominale d'une action	10 €		
Nombre d'actions attribuées à M Pierre Fustier	20 000 (3° tranche)	20 000 (4° tranche)	40 000 (total)
Nombre d'actions définitivement attribuées à M Pierre Fustier	4 209 (3° tranche)	4 193 (4° tranche)	8 402 (total)
Date d'attribution conditionnelle (début de la période d'acquisition)	17-juin-21	17-juin-22	
Date d'attribution définitive, sous réserve de respect des conditions fixées	17-juin-22	17-juin-23	
Cession possible à compter du (fin de la période d'obligation de conservation)	17-juin-24	17-juin-25	
(toutefois, le bénéficiaire étant mandataire social, il ne pourra pas les céder avant la cessation de ses fonctions)			
Nombre total d'actions attribuées à M Pierre Fustier (plans 2018 et 2019)			80 000 (total)
Nombre total d'actions définitivement attribuées à M Pierre Fustier (plans 2018 et 2019)			37 418 (total)

Pour rappel, en 2024, en vertu de l'autorisation consentie par l'assemblée générale extraordinaire (AGE) en date du 28 avril 2023, le directoire pourra décider de deux nouvelles attributions conditionnelles ne pouvant représenter au total plus de 42.582 actions du capital social et ne pouvant devenir définitives qu'à compter de 2025 et 2026.

3. Chiffres clés et commentaires sur l'exercice 2023

3.1. Situation et activité du groupe

3.1.1. Synthèse des résultats 2023

Après la déception de l'exercice 2022 marquée par une stagnation des ventes et une baisse des résultats, l'année dernière a bénéficié d'une forte amélioration :

- Les entrées de commandes et le **chiffre d'affaires** ont progressé de +15% (143,5 M€) et **+14% (139,5 M€)** sur un an, environ +8% et +10% à périmètre constant.
- Bénéficiant de la croissance de l'activité, le **résultat d'exploitation** a vivement rebondi, +171% à **7,7 M€**, ainsi que le **résultat courant** dépassant pour la première fois de son histoire les 10 M€ (**10,56 M€**, +112%).
- Le **résultat net part du groupe** a également dépassé tous ses précédents plus hauts antérieurs, à **7,72 M€ (+79%)**.
- Alors que la **trésorerie** courante, à **41,7 M€**, était proche en fin d'année de ses hauts niveaux historiques, il en était de même pour la **trésorerie nette** des dettes financières, à **18,5 M€**. Le groupe est solide.

3.1.2. Entrées de commandes consolidées

Les prises de commandes ont largement progressé l'année dernière, à plus de 143 M€.

Bénéficiant de l'apport de WCS et du rebond des protections et contrôle (+21%), la croissance en 2023 de la partie *hardware* (+15%) a un peu devancé celle de *l'ingénierie* technique (+13%).

3.1.3. Chiffre d'affaires consolidé

Comme les commandes, la croissance globale de +14%, à 139,6 M€, a été légèrement inférieure en *ingénierie* technique (+11%) à celle de la partie *hardware* (+15%). Cette dernière a été caractérisée par beaucoup d'hétérogénéité interne : en effet, la diminution du *câblage* (-8%) essentiellement liée à une variation de périmètre (ECI) a été largement compensée par un rebond de la branche *protection et contrôle* (+19%) et surtout par un bond des *spécialités électroniques* (+74%), notamment en raison de son élargissement (WCS).

Les ventes à *l'international* ont de nouveau bien progressé (+20%), représentant 17% des ventes totales. Le développement du groupe vers l'international s'appuie sur les huit filiales étrangères.

En milliers d'euro	2023			2022	2021
	Milliers d'euro	Poids en %	Croissance en %	Milliers d'euro	Milliers d'euro
Chiffre d'affaires par secteur d'activité et zone géographique					
Protection et contrôle (a)	21 434	15%	+19%	18 006	21 454
Câblage (b)	34 742	25%	-8,1%	37 791	35 901
Énergie (c=a+b)	56 176	40%	+0,7%	55 797	57 355
Industrie - spécialités électroniques (d)	23 972	17%	+74%	13 745	15 437
Hardware - Energie et industrie (e=c+d)	80 148	57%	+15%	69 543	72 792
Informatique technique & édition logicielle (f)	45 170	32%	+14%	39 490	35 660
Automatismes et sûreté de fonctionnement (g)	13 185	9,4%	+2,4%	12 876	11 735
Ingénierie technique (h=f+g)	58 355	42%	+11%	52 365	47 396
ICE Groupe (social)	1 106	0,8%	-	51	37
Groupe*	139 609	100%	+14%	121 960	120 234
* dont France	114 047	82%	+10%	103 270	104 017
* dont international	25 562	18%	+37%	18 689	16 207

Énergie et industrie (hardware) +15%

Cette branche d'activité, qui comprend le secteur *Protection et contrôle* à l'origine du groupe, le *câblage électrique* et les *spécialités électriques et électroniques*, a représenté 57% des ventes totales, progressant globalement de +15%.

Protection et contrôle +19%



Le chiffre d'affaires de la partie **Protection et contrôle** réalisé en France par ICE, qui s'était encore nettement contracté en 2022 après sa diminution amorcée en 2019 (sortie du PCCN d'Enedis), s'est bien repris l'année dernière : malgré une nouvelle baisse avec ce dernier client (-3,2%), mais heureusement compensée par RTE (s'approchant de ses niveaux de 2020) alors que se terminait la grosse étude *Smart Electre* qui étend le contrôle-commande numérique à tous les postes sources et les grands postes THT. Dans le même temps, l'activité dans l'*industrie*, en France et à l'exportation, s'est tassée. Les ventes de relais pour le ferroviaire ont progressé mais celles pour le nucléaire ont subi les reports fréquents des nouvelles centrales.

Soutenues par la bonne santé du secteur du pétrole, les entrées de commandes et les ventes des autres sociétés du secteur **Protection et contrôle** ont encore globalement bien progressé, avec respectivement +16% et +14%.



Après leurs vives progressions des deux années précédentes, les prises de commandes de CEE España se sont consolidées en 2023. Toutefois, le chiffre d'affaires a poursuivi sa forte croissance, avec +25%. La poursuite de la croissance (+19%) des *services* (plus des deux tiers des commandes) a permis d'atténuer le recul des *relais*, après leur rechute par rapport à leur haut niveau de la fin 2022 lié à une belle affaire au Chili. L'activité a été également portée par de gros projets liés à la chimie (développement du plastique) et au nucléaire.



Après un exercice 2022 de faible activité, 2023 a été sensiblement plus favorable pour CEE Italiana : ses commandes ont fortement progressé, +27%, et le chiffre d'affaires a commencé d'en profiter, avec +6,5%. Les *relais* se sont tassés (-22%), mais le *négoce* et les *services* ont fortement progressé, respectivement de +51% et +40%. Ces derniers ont été particulièrement tirés par l'activité d'assemblage d'armoires spéciales, en triplement. Les affaires ont été particulièrement dynamiques avec les clients industriels (+82%), des tableautiers et de nouveaux clients intégrant nos protections pour des centrales solaires. Les affaires directes dans le Oil & Gas ont également bien progressé (+25%).



Après deux ans de stabilité en 2020 et 2021 puis une légère diminution en 2022, l'activité de CEE Relays a été plus hétérogène l'année dernière, avec une reprise de +6% de ses entrées de commandes mais un tassement de -5,7% de son chiffre d'affaires. Les commandes de *relais* et de *négoce* ont été à peu près les mêmes qu'en 2022, mais les *services* ont bénéficié d'une augmentation prometteuse des commandes.

Câblage -8%



Essentiellement spécialisée dans le **câblage**, mais également dans les activités **ferroviaires** et les **travaux électriques**, l'activité de MtC s'est consolidée l'année dernière (-0,5% pour le chiffre d'affaires) par rapport aux niveaux très élevés des anciennes sociétés CEPA et OTN. Il en a été ainsi pour le *câblage industriel* qui avait été le moteur de la croissance de l'activité ces années précédentes : il a représenté 82% des ventes, contre respectivement 8% et 9% pour les activités *ferroviaires* et *travaux*. Le *câblage industriel* s'est réparti à 29%-71% entre les sites de Bourgogne et de Bretagne, qui ont finalement peu varié. Le renforcement du personnel technique est demeuré une priorité pour augmenter les capacités d'études et de production. Malgré un rebond en fin d'année, les ventes de *câblage*, *équipement* et *maintenance ferroviaire* se sont tassées de -10%. Simultanément, le chiffre d'affaires des *travaux* a diminué de -3% : le tassement de -5% des *travaux nucléaires* n'a pu être compensé par la faible progression (+1%) des *installations industrielles*. Le potentiel de croissance de ces deux activités de service est particulièrement freiné par les difficultés de recrutement.



Dédiée à l'activité de **câblage électrique** (en particulier de faisceaux), la filiale marocaine Technicam a été directement affectée par le léger tassement des besoins de MtC à Questembert : ainsi, son chiffre d'affaires s'est tassé de -5% (-7,6% en euro) d'une année sur l'autre. Outre la qualité de ses productions, sa capacité à absorber les variations des besoins de son client principal sont des atouts majeurs.



La montée en charge amorcée fin 2020 de cette filiale roumaine MtC spécialisée dans le **câblage électrique** a été brutalement interrompue l'année dernière (-1,5% de ses ventes) par un « trou d'air » durant l'été de ses affaires en Europe de l'Est. Au-delà de la sous-traitance réalisée pour MtC, son axe de développement est en effet de servir directement des clients dans des pays proches, tel Schneider Hongrie. Au-delà de la nécessité d'accords avec ses clients pour lisser la charge, MtC aura à garantir à EMC un volume minimum d'activité stable.



Après son rattachement à MtC à compter de janvier 2022 et une année sans perspective raisonnable d'amélioration rapide des conditions d'exploitation, la cession du fonds de commerce a fait disparaître le chiffre d'affaires de ECI spécialisée dans le **câblage électrique** et l'**intégration** de matériel électrotechnique. Les actifs restants de la société, rebaptisée MtCM au début 2023, ont été absorbés durant l'été dernier par sa société mère MtC.

Spécialités électriques et électroniques +74%

Après leur fléchissement de -18% en 2022, les commandes d'EC2E ont rebondi de +26% l'année dernière, le chiffre d'affaires en bénéficiant pour +13%. Le cœur de métier, le **manutention** (trois-quarts des ventes), a continué d'être tiré par la gamme liée à la **sécurité** (progressant de +71%), notamment avec les produits de détection de piétons ou de chariots avec IA embarquée. Simultanément, son activité de négoce de produits de manutention, qui avait fléchi de -17% en 2022, a progressé de +10%. De même, la gamme **monétique** (centrales de paiement), qui avait été fortement impactée en 2022 par l'indisponibilité de composants, s'est reprise de +19%, accélérant sensiblement en fin d'année (+140% au T4). L'ambition de croissance demeure forte, avec l'entreprise bien structurée pour franchir de futures étapes.



L'activité de **blindage électromagnétique et dissipation thermique** de Compelma, qui avait bien progressé en 2021 et 2022, a eu tendance à se stabiliser l'année dernière : ses ventes ont encore progressé de +6% mais ses commandes se sont tassées de -5%. A l'inverse de 2022, la décélération a été particulièrement forte en fin d'année. Le carnet de commandes à fin décembre conservait un niveau élevé, représentant environ 4,6 mois d'activité. Le **blindage CEM** a fléchi de -3,5% et les produits thermiques de -15% ; mais les produits divers ont progressé de +27% en raison d'une commande exceptionnelle. L'activité s'est également bien développée en 2023 dans le secteur automobile et Thales. L'effort commercial est de mieux en mieux réparti dans l'équipe et se concentre sur le développement de clients existants de taille déjà significative. En termes de sourcing, une diversification auprès de fournisseurs basés hors de Chine a été enclenchée.



Après les trois exercices exceptionnels 2019 à 2021, puis le recul de 2022, l'activité est demeurée réduite l'année dernière pour le secteur des **télécommunications FM107.7 sur autoroute** assurée par STIC : ainsi les facturations et le chiffre d'affaires 2022 ont encore diminué respectivement de -29% et de -5,7%. La faiblesse actuelle des installations nouvelles (chiffre d'affaires avec du **matériel** – pour modernisation des réseaux **ATMB** et **Cofiroute** –), en baisse de -20% et ne représentant que 28% des ventes, explique la baisse, alors qu'inversement, les services ont légèrement progressé. L'annulation en juillet de la très importante consultation pour rénovation du réseau **APRR** remportée en mai a conduit à un long report de cette affaire. Les perspectives à moyen terme sont plus favorables, avec de nouvelles affaires importantes escomptées notamment pour des rénovations sur de grands axes autoroutiers.



L'activité de **télécommunication radio & TV** de WorldCast Systems, qui a rejoint le groupe en juillet dernier, a été encourageante : ses commandes se sont consolidées par rapport à leur niveau exceptionnellement élevé de 2022 mais le chiffre d'affaires a bien progressé (+15%). Bénéficiant d'importantes demandes en sondes DAB et en codeurs RDS, les ventes de la gamme **Audemat** (mesure) ont largement progressé mais la gamme **APT** (codecs) s'est tassée par rapport au très bon exercice 2022 (renouvellements chez des clients asiatiques). Les émetteurs de la gamme

Ereso ont bénéficié d'un carnet très élevé en début d'année mais leurs commandes ont baissé, souffrant encore d'une vive concurrence. Les diversifications (**SureStream** et **Kybio**) ont progressé, mais dans des volumes encore limités.

Ingénierie (software) +11%**Ingénierie technique et logiciel +14%**

Après leurs rebonds de +15% en 2021 et +11% en 2022, les ventes de **l'ingénierie technique et logiciel** ont donc poursuivi leur croissance.



Les intentions de commandes et le chiffre d'affaires (hors portage) de Médiane Système, spécialisée dans **l'informatique technique**, ont encore bien progressé, avec +11% et +7%. Malgré un effort toujours très soutenu d'embauches (68), les effectifs n'ont malheureusement pas progressé. Simultanément, le taux d'intercontrat s'est dégradé de -1,4 point, rependant l'amélioration de l'année précédente. L'évolution comparée des activités a différé de celle de 2021 : **l'assistance technique** a été impactée par la pénurie de personnel et la conversion de prestations d'assistance vers des centres de service : elle s'est donc consolidée de -3,5%. Simultanément, les **centres de services** (plateau), qui avaient nettement diminué en 2020 et 2021, ont amplifié leur rebond, avec +27%, alors que les **forfaits** (15% des facturations) ont poursuivi leur belle progression, avec +15%. La croissance des ventes a été commune aux deux principaux secteurs, **l'équipement électrique + énergie** (47% des ventes) et le secteur **ferroviaire** (32% des ventes), accompagnant **Alstom**, toujours premier client. L'évolution des **autres secteurs** a été plus hétérogène avec un tassement du **médical** mais un rebond du secteur **Télécom TVNum Multimédia**. Par agence, à l'inverse des dernières années, la croissance de l'activité a été obtenue à **Paris**, alors que les agences de province, **Grenoble, Lyon et Nantes** faiblissaient.



Après avoir été très affectée par la Covid entre les mi-2020 et 2021, cette filiale d'**informatique technique** a repris depuis sa croissance. Ainsi, après son rebond de +79% en 2022, son chiffre d'affaires 2023 a encore progressé de +58%. Comme dans sa société mère, le frein à la croissance a été dû aux difficultés de recrutement de nouveaux salariés. La part des ventes constituée de portages clients par Médiane Système a fortement diminué l'année dernière, à 4%, à rapprocher de 29% en 2022 et de 44% en 2021.



Le démarrage de cette nouvelle filiale à Milan dédiée à l'activité d'**assistance technique** identique à celle du Benelux, depuis longtemps différé, n'a été effectif qu'au début 2024.



Médiane Ingénierie, participation de Médiane Système détenue à 39% dans le même métier de **l'informatique technique** à Toulouse, qui s'était bien reprise en 2021 (+32%) et 2022 (+17%), a poursuivi l'année dernière la croissance de son chiffre d'affaires avec +19%, son effectif parvenant à progresser dans les mêmes proportions.



Après ses belles progressions de 2021 (+21%) et 2022 (+15%), le chiffre d'affaires de Stilog IST a encore progressé de +11% en 2023. Les effectifs en fin d'exercice ont augmenté légèrement plus rapidement, la croissance se partageant entre les sites de Nanterre dédié à l'activité d'**édition logiciel** (*Visual Planning*) et *La Ciotat* à l'activité d'**ESN** spécialisée en **informatique scientifique**. Cette dernière branche a de nouveau progressé plus rapidement (+14%) en raison du niveau soutenu des activités de forfaits ainsi que de tierce maintenance applicative auprès du groupe Safran (+17%). Ce dernier a d'ailleurs attesté de sa satisfaction envers Stilog en lui attribuant la distinction de « meilleur fournisseur de prestations d'études ». L'activité avec *Visual Planning* a progressé de +8% : les ventes de *licences* ont poursuivi leur croissance dans la même proportion globale, mais très différente selon les supports : -5% en mode *on-premises*, tandis que le *SaaS* augmentait de +19%, représentant désormais 61% du total. Les *prestations de conseil* chez les clients ont rebondi de +11% et la *maintenance* de +5,6%. Les ventes en France et à l'international (28% du chiffre d'affaires de VP) ont progressé de la même façon. En définitive, l'activité s'est partagée de façon égale entre l'ESN et VP, à comparer à 39% et 61% trois ans auparavant.

Stilog inc.

L'activité de Stilog Inc. commercialisant le **logiciel** *Visual Planning* sur le marché américain, qui avait déçu en 2022, a été beaucoup plus satisfaisante l'année dernière : le chiffre d'affaires a progressé de +38% en USD (+34% en Euro compte tenu du tassement de -2,6% du USD). L'effectif n'a augmenté que d'une personne au cours de l'exercice mais le faible turnover a permis à l'équipe de bien monter en compétences. La progression de +48% des facturations (en USD) s'est répartie en +34% dans les ventes de *licences* (dont un triplement en mode *on-premises* et +4,3% en *SaaS*) et +70% dans les services (dont +67% dans le *consulting* et +76% dans la *maintenance*). Les nouveaux clients ont été souvent de grands comptes sensibles à la puissance et à la flexibilité du logiciel.

Automatismes et sûreté de fonctionnement, +2,4%



Après un exercice 2022 marqué par un redressement, l'activité de WaT, bureau d'études spécialisé dans les **automatismes** et **l'ingénierie**, a été fortement affectée en 2023 par une nouvelle crise de ses recrutements (9, à rapprocher de 19 en 2022) : compte tenu des départs, avec un effectif interne moyen annuel ramené à 51,8 à comparer avec 59,6 en 2022 (-13%), et malgré l'appoint des sous-traitants (8) et des personnes en formation (4), la forte croissance des intentions de commandes du début d'année (+21% fin juin) a dû laisser place à un refus de prendre de nouvelles affaires par manque de moyens : elles ont ainsi diminué de -12% sur l'ensemble de l'année, une évolution comparable à celle de la facturation et du chiffre d'affaires (-11% et -15%). L'*assistance technique*, qui a représenté 76% de l'activité interne, a diminué de -9%, l'activité *forfaits* de -14%. Sur son marché porteur, la croissance future dépendra essentiellement de la possibilité de faire croître les effectifs.



La croissance de WaT Portage, spécialisée dans l'activité de **portage salarial**, qui avait été particulièrement importante en 2021 (+50%) et 2022 (+35%) s'est accélérée l'année dernière, avec +63%. Son effectif a cependant beaucoup plus augmenté (+187%), révélant une très forte dégradation de la qualité des personnes portées, les nouvelles étant essentiellement des entrepreneurs aux métiers très divers et non des consultants (ingénieurs et techniciens travaillant régulièrement pour de grands comptes). Compte tenu de l'éloignement considérable de cette activité par rapport aux objectifs initiaux d'apporter de la souplesse et de l'assistance à WaT, et, plus encore, de l'essence même d'ingénierie technique d'ICE Groupe, cette société fera l'objet d'une cession à sa dirigeante opérationnelle actuelle.



Après sa très faible activité en 2021 et 2022, Apilog, spécialisée dans l'intégration d'**automatismes industriels** pour l'*automobile* et des travaux de **câblage électrique** dans les *aéroports*, a bénéficié d'une nette amélioration en 2023 : ses commandes se sont reprises de +57%, retrouvant leur niveau de la fin 2020 (2,7 M€) ; et le chiffre d'affaires a augmenté de +7,7% (dont +38% au dernier trimestre). Après leur progression de 2022 (+32%), les *services* ont diminué de -23%, retrouvant leur niveau de 2021, alors que simultanément, soutenues par des affaires dans l'automobile, les ventes de *biens* se sont reprises de +21%. Grâce à son doublement, le secteur automobile a été de nouveau l'activité principale (la moitié des facturations). Inversement, l'activité de câblage dans les *aéroports* s'est contractée (-53%), retrouvant son niveau proche d'il y a deux ans. Représentant le quart des facturations, les *autres activités* ont bien progressé (+54%, après +48% en 2022). Les perspectives 2024 escomptent une poursuite de la reprise des investissements dans l'automobile.



Après avoir fortement progressé en 2021 et 2022, l'activité d'ISIT, spécialisée dans la **sûreté de fonctionnement** et la **cybersécurité**, a plus faiblement évolué l'année dernière : ainsi, ses commandes ont progressé de +4,2% et son chiffre d'affaires de +1,3%. Les évolutions des ventes de *merchandises* et de *prestations* ont été similaires, même si le développement de ces dernières est activement recherché, notamment afin de limiter la dépendance aux éditeurs de logiciels. Pour rappel, un équilibre à 50-50 de l'activité entre les produits et les prestations est visé d'ici quelques années. L'activité la plus importante, l'*assurance qualité* (41% des ventes) a bien progressé (+18%) ainsi que le *temps réel embarqué* (37% des ventes).

3.1.4. Résultats

Compte de résultat consolidé 2023, du chiffre d'affaires au résultat opérationnel

Après la diminution de 2022, l'augmentation presque symétrique de l'année dernière de 6,0 M€ s'explique notamment par la variation des éléments suivants (rubriques ou montants significatifs) :

Résultat opérationnel par nature de charges	2023			2022		2021
	En milliers d'euro	Contribution en %	Croissance en %	En milliers d'euro	Croissance en %	En milliers d'euro
Chiffre d'affaires	139 608	100%	+14%	121 960	+1,4%	120 224
Production stockée & immobilisée	1 304	0,9%	-	-480	-	1 232
Coût d'achat des biens produits	-26 832	-19%	+2,0%	-26 313	+7,0%	-24 589
Marge brute	114 081	82%	+20%	95 167	-1,8%	96 866
Consommation en provenance de tiers	-40 026	-29%	+28%	-31 233	+2,8%	-30 387
Valeur ajoutée	74 055	53%	+16%	63 934	-3,8%	66 480
Charges de personnel ⁽¹⁾	-65 131	-47%	+7,3%	-60 683	+7,6%	-56 410
Charges fiscales ⁽²⁾	1 700	1,2%	+26%	1 347	-4,6%	1 413
Charges calculées ⁽³⁾	-1 260	-0,9%	+6,3%	-1 185	-31%	-1 718
Résultat opérationnel	9 439	6,8%	x2,7	3 485	-64%	9 667

(1) Incluant la participation des salariés (642 k€ en 2023, contre 637 k€ en 2022, 450 k€ en 2021).

(2) Impôts et taxes nets des subventions d'exploitation

(3) Amortissements et provisions nets de reprises

Au total, l'exploitation du groupe peut se résumer ainsi :

- le chiffre d'affaires a atteint 139 608 milliers d'euro, en progression de +14%,
- représentant 82% des ventes, la marge brute a progressé de +20%, à 114 081 milliers d'euro,

- La forte majoration des consommations (+28%) et des charges de personnel (+7,3%) a freiné l'amélioration de la marge brute : le résultat d'exploitation a néanmoins fortement rebondi : à 9,44 M€, il progressait de 2,7 fois, proche de son niveau record de 2021.

Résultats d'exploitation par secteur d'activité

En milliers d'euro	2023			2022	2021
	Milliers d'euro	Marge en %	Croissance en %	Milliers d'euro	Milliers d'euro
Résultat opérationnel par secteur d'activité					
Protection et contrôle (a)	1 361	6,4%	-	-2 699	1 203
Câblage (b)	3 354	9,7%	-0,3%	3 364	5 154
Énergie (c=a+b)	4 715	8,4%	x7,1	664	6 357
Industrie - spécialités électroniques (d)	3 974	16,6%	x2,8	1 424	2 989
Hardware - Energie et industrie (e=c+d)	8 689	10,8%	x4,2	2 089	9 346
Informatique technique & édition logicielle (f)	1 361	3,0%	-25%	1 815	415
Automatismes et sûreté de fonctionnement (g)	-525	-4,0%	+26%	-418	-102
Ingénierie technique (h=f+g)	836	1,4%	-40%	1 397	313
ICE Groupe (social)	-85	-	-	-0	9
Groupe*	9 439	6,8%	x2,7	3 485	9 667

Symétriquement opposé à 2022, le rebond du résultat d'exploitation a exclusivement résulté du *Hardware* (multiplication par 4,2 fois), obtenant une marge moyenne à « deux chiffres » (10,8%). Un des plus importants facteurs de cette amélioration a été le rebond spectaculaire de l'activité *protection et contrôle*, avec +4,06 M€ (dont +3,45 M€ à ICE, soit une amélioration de marge de 28 points), complété de l'apport de WCS. Les résultats de l'*ingénierie* sont demeurés faibles, avec une marge moyenne de 1,4%. Une nette amélioration de cette branche est escomptée en 2024, bénéficiant par ailleurs de l'apport de Clearys. En définitive, le niveau global moyen de marge a été de 6,8%.

Le secteur *protection et contrôle*, qui avait été de nouveau particulièrement marqué par sa chute en France en 2022, a bénéficié d'un rebond particulièrement marqué l'année dernière. Dans cette activité en *France*, malgré une nouvelle baisse des volumes avec *Ene-dis*, la reprise avec *RTE* s'est accompagnée d'un niveau de dépenses en R&D toujours élevé (29% des ventes) mais stabilisé. Il en a été de même avec l'aide du crédit d'impôt recherche. Dans le même métier de la protection et contrôle, les marges des sociétés réalisant cette activité dans l'UE ont également bien progressé, représentant en moyenne 18% de leurs ventes, contre 10% en 2022. Au total, la marge de ce secteur, négative à -15% en 2022, est redevenue positive l'année dernière à 6,4%. Une amélioration

sensible est escomptée en 2024, notamment en raison d'un accroissement de l'activité en France.

Après ses marges élevées de 2021 (14% en moyenne) puis son fléchissement en 2022 (8,9%), la rentabilité du *câblage* s'est un peu améliorée l'année dernière (9,7%) notamment en raison de l'atténuation des pertes de ECI, dont le fonds de commerce avait été cédé fin 2022. Les deux filiales de MtC à l'étranger ont eu des résultats opposés, toujours élevés à Technicam (bien qu'en diminution) et très négatifs en Roumanie. En définitive, bien qu'au même niveau d'une année sur l'autre, la contribution du câblage aux résultats du groupe est restée importante (36%).

Après leur forte contraction de 2022 (-52%), le résultat des niches des *spécialités électroniques* a bondi de 2,8 fois : compte tenu de leur faible activité, les *télécommunications FM sur autoroute* qui obtenaient une marge record, à près de 29% en 2021, ont continué d'avoir une marge légèrement négative l'année dernière. Simultanément, les résultats de la *gestion des matériels de maintenance + monétique* se sont améliorés (+27%) alors que l'activité de *blindage électromagnétique et dissipation thermique* a continué de dégager des marges élevées, à un peu plus de 20% des ventes (+8,8% en montant). Par ailleurs, cette branche a bénéficié de l'apport à compter de juillet de l'activité de télécommunications

Progression du résultat net part du groupe

La progression du *résultat opérationnel* a été amplifiée au niveau du *résultat courant avant impôt* par un bon niveau du *résultat financier*, principalement constitué par les revenus de nos placements de trésorerie.

Ces derniers avaient bénéficié en 2022 de la comptabilisation de la quasi-totalité des plus-values latentes accumulées les années antérieures (notamment en 2021) en raison notamment d'un changement des règles de comptabilisation des plus-values latentes sur les placements. En 2023,, les produits financiers dégagés ont donc été exclusivement le fruit de nos placements financiers de l'année en titres de placement.

Ces placements financiers cherchent à améliorer la rémunération de notre trésorerie, compte tenu des faibles taux à court terme. L'année dernière, le bon comportement des indices boursiers (par exemple +16,5% pour le CAC) a bénéficié aux rendements de nos placements : globalement, ils ont été positifs de 15%. Pour rappel, la partie affectée en *placements dynamiques* (dont OPCVM *actions*) a représenté en moyenne un peu moins de 20% de la trésorerie totale.

Au total, cela a bénéficié au résultat financier, dépassant +1 M€ (1,85 M€ de produits financiers, minorés de 0,72 M€ de charges financières). Alors que les moins-values latentes faisaient l'objet de provisions (-85 k€), les plus-values latentes subsistantes, non encore comptabilisées en résultat, s'élevaient à 146 k€. En définitive, le résultat courant avant impôts a dépassé tous ses plus hauts an-

radio et TV de WCS, dont l'activité traditionnellement très élevée en fin d'année a produit comptablement un effet de levier.

En conclusion, à l'inverse de l'exercice 2022 décevant avec des pertes dans plusieurs segments et une marge globale seulement de 3%, la branche *Hardware - Énergie et industrie* a produit l'année dernière un résultat globalement satisfaisant.

La poursuite de la croissance de la branche *Software - ingénierie* (+11% du chiffre d'affaires) n'a malheureusement pas permis une amélioration de sa rentabilité. Son niveau demeure globalement faible avec une marge trop faiblement positive. L'activité ESN en *informatique scientifique* et *édition logiciel* a fléchi (-25%) mais assurait l'ensemble du résultat de la branche. Toutes les activités de la branche *automatismes et outils R&D* ont été proches de l'équilibre, à l'exception de WaT et WaT Portage supportant des pertes (marge globale de -5,9%). La cession de WaT Portage prévue au début 2024 et des mesures de restructuration de WaT devraient permettre une amélioration dès cette année.

térieurs historiques à 10,57 M€, en augmentation annuelle de +112%.

Par la suite, ce résultat a supporté une charge d'impôt de 2 M€, correspondant à un taux d'imposition 18,8%. C'est 5,6 points au-delà de la moyenne des cinq ou dix dernières années (13,2%). Cela a ramené la progression du *résultat net* à +94%. Déduction faite de la part des minoritaires en forte augmentation, passant de 0,14 M€ à +0,9 M€, le *résultat net part du groupe* a été de 7,72 M€, en progression de +79%. Comme le résultat courant, c'est son meilleur niveau historique, arrivant – enfin – à dépasser son précédent plus haut historique de 2009 (6,44 M€) réalisé alors pour 70% par ICE.

La rentabilité par rapport aux capitaux propres a été de 8,1%, à rapprocher de 4,6% en 2022 et 7,6% en 2021.

Comme le résultat d'exploitation, la progression du résultat net a été concentrée par la branche *hardware-matériel* (x3,3 fois), avec une marge nette moyenne de 7,5% (2,6% l'année précédente). Après sa vive progression (+200%) de 2022, le résultat net de la branche *software-ingénierie* s'est tassé (-24%), avec une marge faible (1,9%, à rapprocher de 2,8% en 2022). Cette rentabilité avait été bien supérieure dans le passé (6,2% dix ans auparavant) et, simultanément à la forte croissance tendancielle de ses ventes, une nette amélioration doit être impérativement visée dans l'avenir.

En milliers d'euro	2023			2022	2021
	Milliers d'euro	Poids en %	Croissance en %	Milliers d'euro	Milliers d'euro
Résultat net par secteur d'activité					
Protection et contrôle (a)	1 298	17%	-	-1 715	1 190
Câblage (b)	2 408	31%	+0,3%	2 401	2 620
<i>Énergie (c=a+b)</i>	3 706	48%	x5,4	686	3 810
Industrie - spécialités électroniques (d)	2 298	30%	x2,1	1 116	2 148
Hardware - Energie et industrie (e=c+d)	6 004	78%	x3,3	1 802	5 959
Informatique technique & édition logicielle (f)	1 494	19%	-16%	1 772	609
Automatismes et sûreté de fonctionnement (g)	-374	-4,8%	+28%	-291	-113
Ingénierie technique (h=f+g)	1 120	14,5%	-24%	1 482	495
ICE Groupe (+ divers & mise en équivalence)	593	7,7%	-42%	1 024	30
Groupe*	7 717	100%	+79%	4 307	6 484

Majoration du dividende proposé

La progression de nos résultats l'année dernière, à un meilleur niveau, et la nouvelle amélioration escomptée cette année et les exercices suivants font partie, avec le niveau de la trésorerie nette, des éléments essentiels de notre politique de dividende. Dans ce sens, le directoire propose à l'Assemblée Générale d'approuver un dividende de 0,96 euro par action, à rapprocher de 0,92 euro pour 2022 (+4,43%, soit près d'un point au-delà de l'indice général des prix).

Le montant global correspondant de 1 123 025,28 euro (+4,58% en intégrant la légère majoration du nombre d'actions) représenterait 27,4% du bénéfice social (21,8% l'année précédente) et 14,5% du bénéfice consolidé. Pour comparaison sur une longue période, lors du précédent record de bénéfice (2009), les taux de distribution avaient alors été respectivement de 13,9% et 12,7%.

3.1.5. Trésorerie

Toujours nettement positive et permettant la poursuite de l'élargissement du groupe

En milliers d'euro	31/12/2023	31/12/2022	31/12/2021
Valeurs mobilières de placements	8 657	8 209	10 169
Comptes bancaires et autres disponibilités	33 042	39 339	35 350
Total (actif du bilan)	41 700	47 548	45 519
- Concours bancaires courants (au passif du bilan)	-29	-36	-29
Trésorerie	41 671	47 512	45 490
Fournisseurs d'immobilisations financières	481	678	1 206
Emprunts et dettes financières non courants	24 450	26 496	25 558
Trésorerie nette de dettes financières	16 740	20 339	18 726

Les valeurs mobilières de placement comprennent essentiellement des OPCVM ainsi que des placements à court terme. Elles sont considérées comme des actifs financiers disponibles à la vente.

Les gains latents sur OPCVM à fin 2023 s'élevaient à 146 milliers d'euro, contre 123 et 2 384 milliers d'euro respectivement fin 2022 et fin 2021. A compter de 2022, ils ont cessé d'être enregistrés directement en capitaux propres.

Malgré les meilleurs résultats, le *Free Cash Flow* et le *flux de trésorerie généré par l'activité* ont été faibles, à 2 M€ (à rapprocher d'une moyenne de 5 M€ au cours des dix derniers exercices) et 6,4 M€ : la forte croissance de l'activité a en effet été fortement consommatrice de nouveaux besoins en fonds de roulement.

Cela n'a pas permis une croissance de la trésorerie, mais le niveau encore élevé de cette dernière a permis en début d'année 2024 le financement du nouvel élargissement du groupe.

3.2. Rapport sur les comptes sociaux

Les comptes sociaux de ICE Groupe ont été arrêtés par le Directoire puis examinés par le Conseil de surveillance dans leurs réunions du 22 mars 2024, avec les deux Commissaires aux Comptes.

3.2.1. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est majoritairement composé des portages pour le compte des filiales ainsi que des services que le Groupe leur rend.

3.2.2. Bilan et compte de résultat de ICE Groupe

Les comptes sociaux, bilan et compte de résultat, de ICE Groupe figurent dans le chapitre « Comptes sociaux » des comptes annuels.

Au 31 décembre 2023, le total du bilan s'élève à 105.409 milliers d'euro contre 108.088 milliers d'euro au 31 décembre 2022.

Les comptes sociaux de la société sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires françaises et aux principes comptables généralement admis. Ils n'ont pas subi de changement de méthode significatif.

Au 31 décembre 2023, le capital social est composé de 1.169.818 titres de 10 euro de nominal.

L'annexe comptable fait partie intégrante des comptes annuels.

Le compte de résultat fait ressortir un bénéfice social net de 4.091,0 milliers d'euro contre 4.912,6 milliers d'euro au 31 décembre 2022, la différence résultant du tassement (-6,7%) des dividendes reçus des filiales sur leurs résultats en 2023 ainsi que la moindre comptabilisation de résultats financiers sur les placements.

3.2.3. Décomposition des dettes fournisseurs et créances clients

Conformément à la loi, nous vous indiquons le nombre et le montant total hors taxe au 31-12-2023 des dettes à l'égard des fournisseurs par date d'échéance :

En keuro	Montant	Nombre	%/achats
0 jour (indicatif.)	619,0	24	7,7%
1 à 30 jours	18,2		0,2%
31 à 60 jours	281,1		3,5%
61 à 90 jours	108,4		0,4%
91 jours et +	2,1		0,0%
Total hors délai	409,7	21	5,1%

De même, le nombre et le montant total hors taxe des factures émises non réglées au 31-12-2023 étaient ainsi répartis :

En keuro	Montant	Nombre	%/ventes
0 jour (indicatif.)	427,8	13	4,5%
1 à 30 jours	-		-
31 à 60 jours	44,9		0,5%
61 à 90 jours	47,4		0,5%
91 jours et +	7,3		0,1%
Total hors délai	99,6	6	1,1%

3.2.4. Résultats financiers sur 5 ans

Le tableau des résultats financiers sur 5 ans fait partie intégrante des comptes sociaux.

3.2.5. Filiales et participations

Les informations relatives à l'activité des filiales sont notamment mentionnées au début de ce rapport et, pour les comptes annuels, dans le descriptif du secteur d'activité dont elles relèvent. Des données financières les concernant sont également contenues dans le tableau des filiales et participations au 31 décembre 2023, annexé aux comptes sociaux.

3.3. Faits marquants, évènements récents et perspectives

3.3.1. Faits marquants de l'exercice 2023

- Après la déception des faibles croissance et résultats de 2022, le groupe a globalement bien rebondi en 2023.
- Le groupe n'a plus été affecté comme en 2022 par des pertes importantes de quelques-unes de ses filiales.
- Le 1er juillet, comme prévu, la société WorldCast Systems (WCS) a rejoint le groupe par une première acquisition de 61% de son capital.
- Durant l'été, l'ancienne société ECI, qui avait cédé son fonds de commerce fin 2022, a été absorbée via une TUP par sa société mère MtC.

3.3.2. Evénements importants survenus depuis le début de l'exercice 2024

Au moment où ce rapport est rédigé, les pénuries de personnels demeurent significatives et limitent la croissance du groupe. Par ailleurs, l'environnement général semble moins favorable avec un ralentissement de la croissance économique mondiale, européenne et française.

Les dossiers de croissance externe examinés, qui ne pouvaient aboutir depuis longtemps en raison des prix élevés (faibles taux d'intérêt encourageant l'endettement et donc la concurrence d'autres acheteurs), ont été plus intéressants en 2023 en raison de la forte hausse des taux d'intérêt : le financement de notre croissance externe par nos ressources internes (capitaux propres) et non par la dette a pu ainsi aboutir.

Un rapprochement a ainsi été réalisé le 5 janvier 2024 avec la société Clearsy dont le siège social est à Aix-en-Provence. Elle est spécialisée dans des méthodes formelles pour développer et vérifier des systèmes et des applications logicielles certifiés pour la sécurité, en particulier avec la « méthode B ». Son chiffre d'affaires de 19,81 M€ en 2023 a généré un résultat de 2,83 M€. Notre première acquisition a porté sur 60% du capital, la société des quatre fondateurs et la holding des salariés clés pouvant nous céder le solde ultérieurement. Dans l'activité du groupe, la famille de l'informatique technique s'en trouvera nettement confortée.

Après les acquisitions majeures de WorldCast Systems et Clearsy, le groupe prévoit deux ou trois années de moindre activité de croissance externe.

Le 2 avril, WaT Portage, filiale de WaT, a fait l'objet d'une cession à sa dirigeante. Son éloignement de l'ingénierie et sa forte croissance (budget de chiffre d'affaires 2024 en triplement sur deux ans, à 6 M€) la rendait de plus en plus inappropriée à l'intérieur du groupe orienté vers des métiers techniques d'ingénierie.

A signaler récemment l'attribution sur appel d'offres d'un gros marché pluriannuel du client RTE à un groupement piloté par ICE SAS, ce qui devrait sécuriser les commandes à cette dernière pendant plusieurs années.

Aucun autre événement important n'est intervenu depuis le début de l'exercice 2024.

3.3.3. Perspectives

Le Groupe considère l'avenir avec confiance, porté par les bonnes perspectives de ses marchés de l'équipement industriel : les investissements technologiques, la recherche et développement et la sous-traitance devraient continuer à bénéficier d'une tendance de fond favorable, peut-être un peu lentement à court terme, mais plus vigoureusement par la suite. La mue vers l'économie numérique dans laquelle le groupe est situé s'accélère, ce qui poussera beaucoup d'entreprises à investir dans ce domaine. Ces investissements ont des obsolescences rapides et donc des remplacements plus fréquents.

Dans le détail, le groupe escompte à moyen-long terme une légère croissance globale des marchés des protections des réseaux électriques en France et à l'étranger (marchés ayant largement perdu leur ancien caractère de niche pour devenir souvent très concurrentiels), une nette progression du câblage électrique, une progression soutenue des spécialités en électricité et électronique et la poursuite des forts développements de l'ingénierie technique & logiciel mais un peu moindre des automatismes.

Vision des croissances escomptées à moyen et long terme

Protection et contrôle	↗
Câblage	↗↗
Industrie - spécialités électroniques	↗
Hardware - Energie et industrie	↗
Informatique technique & édition logicielle	↗↗↗
Automatismes et sûreté de fonctionnement	↗
Ingénierie technique	↗
Groupe*	↗↗

La confiance du groupe s'appuie sur son business model de long terme d'élargissement de ses activités, créateur de croissance et de forte baisse globale du risque, que conforte le niveau élevé de la trésorerie conservée en interne.

Enfin, la confiance du groupe est renforcée par ses fondamentaux : ses hommes et ses femmes, sa recherche, sa capacité à innover et à proposer des produits et services de qualité au plus près des besoins des clients.

La constitution progressive du groupe depuis 2000 et la croissance des sociétés qui l'ont rejoint constituent l'illustration de cette politique passée et qui sera poursuivie dans les prochaines années :

Evolution depuis 2000 du chiffre d'affaires



Après une progression du PIB estimée à +0,9% en 2023, les prévisions macroéconomiques pour la France demeurent faibles, tablant sur une croissance de +0,9% en 2024 (source : Commission Européenne).

Après avoir connu une forte expansion pendant la plus grande partie de l'année 2022, le PIB réel s'est contracté vers la fin de l'année et n'a guère progressé en 2023. L'inflation, qui, bien qu'en recul, est restée élevée, et le resserrement de la politique monétaire, conjugués à une faible demande extérieure, ont eu des effets plus dommageables que prévu.

L'activité économique devrait progressivement se redresser légèrement, parallèlement au redémarrage de la consommation, favorisé par la solidité constante du marché du travail, le dynamisme de la croissance des salaires et la poursuite de la baisse de l'inflation. Malgré le durcissement de la politique monétaire, l'investissement, soutenu par les bilans globalement solides des entreprises et leur facilité pour la reprise et la résilience, devrait continuer à augmenter.

Le marché du travail devrait rester résistant, avec un taux de chômage globalement stable en 2024 et 2025. Les salaires réels devraient devenir positifs à partir de l'année prochaine, à la faveur de la poursuite de la croissance des salaires nominaux et du recul de l'inflation.

Dans l'industrie, les carnets de commandes sont proches de la moyenne de long terme et les chefs d'entreprises anticipent des progressions dans l'électronique, la pharmacie et l'automobile.

Le secteur des services numériques, qui a continué de bénéficier d'une belle croissance à +6,5% en France en 2023 (source : Numéum) dont +10,3% pour les éditeurs de logiciels et plateformes cloud et +4,1% pour les ESN, devrait connaître une croissance de +5,8% en 2024, boosté par le Conseil et intégration des systèmes, la sécurité, le big data, les services IA et les services numériques. Toutefois, les entreprises sont toujours confrontées à une guerre des talents, la pénurie de compétences et le turnover étant devenus des freins à la croissance du secteur.

Associée au solide équilibre financier du groupe, cette situation pourrait nous être favorable : les dernières prévisions tablaient ainsi sur un chiffre d'affaires 2024 de 165-170 M€.

En 2024, bien qu'impactée par le besoin de financement des importantes croissances interne et externe, la trésorerie nette demeurerait positive.



Comptes consolidés au 31 décembre 2023

Les comptes détaillés dans ce chapitre présentent les résultats de ICE Groupe dans leur intégralité, toutes filiales confondues.

4. Comptes consolidés

4.1. Comptes de résultat consolidés comparés

En milliers d'euro	2023		2022		2021	
		Règ. ANC 2020-01		Règ. ANC 2020-01		Règ. ANC 2020-01
Chiffre d'affaires (note 3)	139 608	139 608	121 960	121 960	120 224	120 224
Production stockée	1 304	1 304	-480	-480	1 232	1 232
Production immobilisée	-	-	-	-	-	-
Production de l'exercice	140 912	140 912	121 480	121 480	121 455	121 455
Coût d'achat des biens produits	-26 832	-26 832	-26 313	-26 313	-24 589	-24 589
Marge brute	114 081	114 081	95 167	95 167	96 866	96 866
Consommation en provenance de tiers	-40 026	-40 026	-31 233	-31 233	-30 387	-30 387
Valeur ajoutée	74 055	74 055	63 934	63 934	66 480	66 480
Subventions d'exploitation	3 306	523	3 042	349	2 925	392
Impôts et taxes	-1 606	-1 606	-1 695	-1 695	-1 513	-1 513
Charges de personnel (note 4)	-65 131	-65 131	-60 683	-60 683	-56 410	-56 410
Excédent brut d'exploitation	10 624	7 842	4 598	1 906	11 482	8 948
Reprises et transferts de charges	1 616	1 616	1 555	1 555	884	884
Amortissements et provisions	-2 876	-2 876	-2 739	-2 739	-2 602	-2 602
Amortissement ou dépréciation des écarts d'acquisition (note 7)	-	-404	-	-470	-	-470
Résultat d'exploitation	9 364	6 178	3 414	251	9 764	6 760
Autres produits et charges (note 5)	75	75	72	72	-97	-97
Résultat opérationnel	9 439	6 253	3 485	323	9 667	6 663
Produits financiers	1 848	1 848	2 126	2 126	499	499
Charges financières	-718	-718	-628	-628	-222	-222
Résultat financier (note 6)	1 131	1 131	1 498	1 498	276	276
Résultat courant avant impôts	10 570	7 384	4 983	1 820	9 943	6 939
Résultat exceptionnel (note 5)	-27	-1	112	138	82	374
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	67	67	50	50	150	150
Impôts sur les résultats (note 8)	-1 996	786	-695	1 998	-2 295	-27
Résultat net	8 613	8 236	4 451	4 007	7 880	7 436
Dont :						
- part du groupe	7 717	7 340	4 307	3 864	6 484	6 040
- part des minoritaires	896	896	144	144	1 397	1 397
Résultat net par action part du groupe (euro)	6,64	6,32	3,70	3,33	5,58	5,20

4.2. Bilans consolidés comparés

Actif (en valeurs nettes)

En milliers d'euro	31/12/2023		31/12/2022		31/12/2021	
		Règ. ANC 2020-01		Règ. ANC 2020-01		Règ. ANC 2020-01
Actifs non courants	44 962	30 460	42 787	28 688	42 351	28 722
Ecart d'acquisition (note 7)	32 810	18 625	32 810	19 029	32 132	18 821
Autres immobilisations incorporelles (note 9)	506	189	628	310	723	406
Immobilisations corporelles (note 10)	5 765	5 765	4 435	4 435	4 145	4 145
Actifs financiers non courants (note 11)	1 064	1 064	823	823	832	832
Titres mis en équivalence	398	398	380	380	360	360
Impôts différés actifs (note 8)	4 420	4 420	3 711	3 711	4 158	4 158
Actifs courants	133 353	133 353	119 827	119 827	116 698	114 313
Stocks (note 12)	27 701	27 701	19 621	19 621	18 562	18 562
Créances clients (note 13)	45 311	45 311	36 168	36 168	34 918	34 918
Autres actifs courants (note 14)	5 517	5 517	4 777	4 777	4 944	4 944
Créances fiscales (hors TVA)	13 124	13 124	11 713	11 713	12 756	12 756
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 15)	41 700	41 700	47 548	47 548	45 519	43 135
Total de l'actif	178 315	163 812	162 614	148 515	159 048	143 036

Passif

En milliers d'euro	31/12/2023		31/12/2022		31/12/2021	
		Règ. ANC 2020-01		Règ. ANC 2020-01		Règ. ANC 2020-01
Fonds propres	106 792	92 241	96 879	82 706	95 932	79 819
Capital	11 698	11 698	11 656	11 656	11 614	11 614
Réserves	68 074	68 074	65 339	65 339	60 442	60 442
Ecart d'acquisition et fonds de commerce amortis	14 175	-	13 729	-	13 285	-
Éléments constatés directement en capitaux propres (note 15)	-	-	-	-	2 384	-
Réserve de conversion	-174	-174	-237	-237	-112	-112
Résultat	7 717	7 340	4 307	3 864	6 484	6 040
Capitaux propres - part du groupe	101 489	86 937	94 795	80 622	94 097	77 984
Intérêts minoritaires	5 294	5 296	2 071	2 071	1 835	1 835
Autres fonds propres	8	8	13	13	-	-
Passifs non courants	26 745	26 745	28 584	28 584	28 507	28 507
Provisions pour retraites (note 16)	1 779	1 779	1 371	1 371	1 699	1 699
Impôts différés passifs (note 8)	35	35	39	39	44	44
Fournisseurs d'immobilisations financières	481	481	678	678	1 206	1 206
Emprunts et dettes financières non courants (note 17)	24 450	24 450	26 496	26 496	25 558	25 558
Passifs courants	44 778	44 826	37 151	37 225	34 609	34 709
Dettes fournisseurs	13 367	13 367	11 425	11 425	8 488	8 488
Provisions pour risques et charges	883	931	57	131	165	266
Autres passifs courants (note 18)	30 499	30 499	25 632	25 632	25 926	25 926
Emprunts et dettes financières courants	29	29	36	36	29	29
Total du passif	178 315	163 812	162 614	148 515	159 048	143 036

4.3. Tableau de variation des capitaux propres consolidés

Variation des capitaux propres part du groupe, contribution aux capitaux propres et au résultat consolidé En milliers d'euro	Capitaux propres N-1	Dividendes versés	Dividendes reçus	Résultat	Ecarts convers. & autres movmt	Capitaux propres N
2023	94 795	-4 627	3 554	7 717	50	101 489
2022	94 097	-4 737	3 742	4 307	-2 615	94 795
2021	87 277	-4 368	3 440	6 484	1 263	94 097
2023 Règl. ANC 2020-01	80 622	-4 627	3 554	7 340	48	86 937

4.4. Tableau des flux de trésorerie consolidés comparés

En milliers d'euro	2023		2022		2021	
		Règ. ANC 2020-01		Règ. ANC 2020-01		Règ. ANC 2020-01
Résultat net part du groupe	7 717	7 340	4 307	3 864	6 484	6 040
Intérêts minoritaires	896	896	144	144	1 397	1 397
Amortissements et provisions	1 611	1 988	966	1 410	1 509	1 953
Variation des impôts différés	1 242	1 242	458	458	307	307
Plus ou moins-values de cession	-15	-15	-101	-101	-120	-120
Quote part de résultat des sociétés mises en équivalence	-67	-67	-50	-50	-150	-150
Marge brute d'autofinancement	11 384	11 384	5 724	5 724	9 426	9 426
Dividendes reçus sociétés en équivalence	49	49	31	31	19	19
Variation du besoin en fonds de roulement (note 19)	-5 054	-5 054	1 534	1 534	2 104	2 104
Flux de trésorerie généré par l'activité (A)	6 379	6 379	7 289	7 289	11 549	11 549
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles (1)	-1 751	-1 751	-1 779	-1 779	-1 438	-1 438
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles (2)	185	185	207	207	191	191
Acquisition et cession de filiales et participations	-2 248	-2 248	-1 206	-1 206	-8 873	-8 873
Variation des autres actifs financiers	19	19	8	8	79	79
Flux de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	-3 795	-3 795	-2 769	-2 769	-10 041	-10 041
Dividendes versés	-1 170	-1 170	-999	-999	-1 069	-1 069
Variation des comptes courants d'associés	-	-	-	-	-421	-421
Encaissements provenant d'emprunts	-	-	8 149	8 149	13 520	13 520
Remboursement d'emprunts (3)	-7 263	-7 263	-7 199	-7 199	-6 322	-6 322
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement (C)	-8 433	-8 433	-48	-48	5 708	5 708
Incidence des variations de cours des devises et de juste valeur (D)	8	8	-2 450	-66	1 285	52
Variation de trésorerie (A+B+C+D)	-5 841	-5 841	2 022	4 406	8 500	7 267
Trésorerie d'ouverture (E)	47 512	47 512	45 490	43 106	36 989	35 839
Trésorerie de clôture (A+B+C+D+E) (note 15)	41 671	41 671	47 512	47 512	45 490	43 106

4.5. Notes annexes

Le Groupe ne constate pas d'impact direct significatif en lien avec les conflits armés (Ukraine, etc.). Les effets de la poussée inflationniste, ainsi que les autres impacts indirects, notamment le coût de l'énergie et des matières premières n'ont qu'un impact mineur sur les marges des sociétés intégrées.

Note 1_Principes comptables

Le Directoire a arrêté le 22 mars 2024 les états financiers consolidés au 31 décembre 2023. Les comptes ne seront définitifs qu'après leur approbation par l'Assemblée Générale des actionnaires qui se tiendra le 26 avril 2024.

Les comptes consolidés de ICE Groupe et de ses filiales (« le groupe ») au titre de l'exercice 2023 sont établis conformément aux règles comptables françaises en vigueur selon les dispositions du règlement ANC 2020-01 relatif aux comptes consolidés. Non coté et de petite taille, ICE Groupe n'a pas à mettre en œuvre les normes IFRS, International Financial Reporting Standards, adoptées par l'Union Européenne.

Le groupe prévoyait néanmoins l'utilisation de ce référentiel IFRS dans ses comptes dès l'exercice 2009. Dans ce cadre, il avait anticipé dès les comptes de l'exercice 2008 l'**utilisation de cinq normes** et interprétations IFRS ayant un impact majeur dans ses comptes. Cependant en juillet 2009, l'IASB International Accounting Standards Board a publié de nouvelles normes IFRS simplifiées destinées aux sociétés n'ayant pas de responsabilité publique (non cotées ou ne détenant pas d'actifs à titre fiduciaire). Toutefois, l'ANC, l'Autorité des normes comptables, a indiqué ne pas être favorable à l'introduction de ce nouveau référentiel. Dans l'attente d'une stabilisation de ces normes et afin d'assurer une bonne continuité de présentation, notre groupe, qui a donc le choix entre l'utilisation du règlement ANC 2020-01 sur les comptes consolidés ou l'application des « full IFRS », a utilisé jusqu'à 2021 cinq normes et interprétations IFRS suivantes :

✓ **Écarts d'acquisition (IFRS 3 et IAS 36)**

Un écart d'acquisition (ou « goodwill ») est la différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation comptable à la juste valeur des actifs et passifs identifiés, après prise en compte le cas échéant des impôts différés à la date d'acquisition. Il est comptabilisé à l'actif du bilan.

Les écarts d'acquisition dégagés lors de l'acquisition d'une société mise en équivalence sont présentés sur la ligne *Titres mis en équivalence*.

Jusqu'en 2015, le référentiel français 99-02 amortissait systématiquement ces écarts d'acquisition linéairement sur une durée entre 5 et 20 ans, prenant en compte les objectifs fixés et les perspectives envisagées au moment de l'acquisition. A compter des exercices ouverts en 2016, le règlement 2015-07 de l'ANC stipule que l'amortissement systématique du goodwill cesse de l'être en l'absence de limite prévisible à sa durée d'utilisation. Lors de la première application du nouveau règlement, l'ANC a laissé, au choix de l'entreprise, la possibilité de poursuivre le plan initial d'amortissement des écarts d'acquisition existant ou d'effectuer une nouvelle analyse de la durée d'utilisation limitée ou non de ces derniers. Par souci de simplification et afin de ne pas changer de méthode, le groupe a choisi de poursuivre les plans d'amortissement initiaux.

A compter de 2017, les goodwills dégagés lors de nouvelles acquisitions (nouvelles sociétés ou acquisitions complémentaires de titres de sociétés existantes) ne sont pas amortis.

Les normes et interprétations IFRS remplacent l'amortissement des goodwills par un test de valeur (« Impairment test ») chaque année : lorsqu'une perte de valeur est constatée, l'écart entre la valeur comptable du goodwill et sa juste valeur est comptabilisé en dépréciation des écarts d'acquisition de l'exercice.

Les tests de dépréciation consistent à comparer les actifs nets comptables y compris les écarts d'acquisition et la valeur recouvrable des titres. Cette dernière est déterminée à partir des projections actualisées des flux de trésorerie futurs d'exploitation sur une durée d'au moins 5 ans et d'une valeur terminale. Le taux d'actualisation retenu pour ces calculs est le coût du capital, ajusté d'une prime de risque selon le secteur d'activité. Ces taux d'actualisation sont des taux après impôts appliqués à des flux de trésorerie après impôts. Leur utilisation aboutit à la détermination de valeurs recouvrables identiques à celles obtenues en utilisant des taux avant impôts à des flux de trésorerie non fiscalisés.

Les hypothèses retenues en termes de progression de l'activité et de valeurs terminales sont raisonnables et conformes aux données de marché observées.

L'utilisation des projections actualisées des flux de trésorerie futurs est privilégiée pour déterminer la valeur recouvrable, à défaut de référence de transactions récentes similaires facilement disponibles.

Les dépréciations relatives aux écarts d'acquisition ne sont pas réversibles.

Malgré quelques difficultés, compte tenu des perspectives satisfaisantes ou favorables dans l'ensemble des sociétés du groupe, aucune dépréciation d'écarts d'acquisition n'a été réalisée l'année dernière.

✓ **Fonds commerciaux (IAS 38)**

Les fonds commerciaux présents dans les comptes des filiales correspondent à des éléments non identifiables et doivent selon les normes IFRS être assimilés à des écarts d'acquisition. Ces fonds commerciaux ont donc été intégrés dans les écarts d'acquisition des filiales concernées et subissent les mêmes retraitements (annulation des amortissements antérieurs, etc.).

Le fonds commercial présent dans les comptes d'ICE et totalement amorti n'est pas retraité. Le fonds commercial Médial Concept dans les comptes de WaT a fait l'objet d'une dépréciation de 40%.

✓ **CIR / subvention d'exploitation (IAS 20)**

Le CIR (crédit d'impôt recherche), incitation fiscale à la recherche — sans ciblage sectoriel ou technologique — pour développer la capacité d'innovation et renforcer la compétitivité des entreprises, est assimilé à une subvention d'exploitation en raison de son importance accrue, passant en quelques années de 5% à 10%, puis à 30% des dépenses de recherche et développement.

Les crédits d'impôt ainsi obtenus n'apparaissent donc pas dans la ligne *Impôts sur les résultats* mais sont intégrés à la ligne *Subventions d'exploitation*.

✓ Valorisation des OPCVM (IAS 39)

Cette cinquième norme a été abandonnée à compter de 2022 en raison du passage de la norme IAS 39 « valorisation des OPCVM » remplacée par la norme IFRS 9 « instruments financiers » : les plus-values latentes sur les placements (OPCVM qualifiées d'actifs disponibles à la vente) ne sont plus valorisées au bilan à leur valeur de marché au jour de la clôture mais à leur prix d'achat. Les gains latents ne sont plus enregistrés en contrepartie au passif dans les capitaux propres sur la ligne *Éléments constatés directement en capitaux propres*.

Toutefois, l'information correspondante peut être trouvée dans les commentaires en pied de la note 15 de l'annexe, « Trésorerie et équivalents de trésorerie ».

1.1. Utilisation d'estimations

L'établissement des états financiers consolidés conformément aux normes comptables, nécessite que le groupe procède à des estimations et utilise certaines hypothèses susceptibles d'impacter la valeur des actifs, passifs, capitaux propres et résultat du groupe.

Ces estimations et hypothèses portent essentiellement sur les évaluations des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels, les provisions, les engagements de retraite, les impôts différés et la valorisation des compléments de prix. Les estimations utilisées par le groupe sur ces différents thèmes sont détaillées dans les notes spécifiques.

1.2. Périmètre et méthodes de consolidation

Toutes les sociétés comprises dans le périmètre clôturent leur exercice au 31 décembre.

Les sociétés du groupe dans lesquelles la société mère ICE Groupe exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale avec dégagement des intérêts minoritaires.

Les sociétés sur lesquelles le groupe exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

Les autres intérêts dans Cervicem ne sont pas consolidés car cette société est d'une importance non significative et le groupe n'y exerce pas d'influence.

1.3. Conversion des états financiers (filiales et participation étrangères)

Les actifs et passifs en devises des filiales et participations étrangères aux Etats-Unis, Maroc, Roumanie et Royaume-Uni, sont convertis sur la base du cours de change constaté à la clôture. Les éléments des comptes de résultats des filiales sont convertis au cours moyen de la période.

La différence de conversion qui en résulte est portée directement en capitaux propres au poste *Réserve de conversion*, pour la part revenant au groupe et au poste *Intérêts minoritaires*, pour la part revenant aux tiers. Cette différence n'impacte le résultat qu'au moment de la cession de la société.

1.4. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est reconnu dès lors que les risques et avantages inhérents à la propriété des biens ou services ont été transférés au client.

Les remises, ristournes et retours de produits sont comptabilisés en déduction du chiffre d'affaires.

1.5. Frais de recherche et de développement

Les dépenses engagées pendant la phase de recherche sont comptabilisées en charges de la période au cours de laquelle elles sont encourues.

Les dépenses engagées pendant la phase de développement sont activées en immobilisations incorporelles uniquement si elles satisfont l'ensemble des critères suivants :

- le projet est clairement identifié et les coûts qui s'y rapportent sont individualisés et suivis de façon fiable,
- la faisabilité technique du projet est démontrée,
- l'intention et la capacité de terminer le projet et d'utiliser ou vendre les produits issus de ce projet, sont démontrées,
- les ressources nécessaires pour mener le projet à son terme et pour l'utiliser ou le vendre sont disponibles,
- le groupe peut démontrer que le projet générera des avantages économiques futurs probables, comme l'existence d'un marché potentiel pour la production issue de ce projet, ou son utilité en interne est démontrée.

Compte tenu du nombre actuellement important de projets en développement et des aléas liés à la décision du lancement des produits concernés par ces projets, le groupe considère que certains critères d'activation ne sont dès lors pas remplis.

1.6. Immobilisations incorporelles

Elles figurent au bilan à leur prix de revient.

Il s'agissait principalement des frais de recherche et développement correspondant à l'immobilisation entre 2000 et 2004 d'une partie des frais de l'étude du PCCN pour les postes électriques de Enedis. Ces frais ont fini d'être totalement amortis en 2006.

Les concessions, brevets et droits similaires sont essentiellement constitués de logiciels maintenant amortis sur trois ans.

L'écart d'évaluation du logiciel Visual Planning lié à l'acquisition de Stilog IST en mars 2014 fait l'objet d'un amortissement sur une durée de 10 ans.

1.7. Immobilisations corporelles

Toutes les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production. Elles ne font l'objet d'aucune réévaluation.

Les durées d'amortissements des immobilisations sont les suivantes :

Installations techniques, matériel et outillage industriels	5/10 ans
Autres immobilisations corporelles	3/10 ans

Les amortissements linéaires et dégressifs comptabilisés sont calculés selon la durée d'utilisation estimée d'après les usages.

1.8. Stocks et en-cours

Les matières et autres approvisionnements sont valorisés au prix moyen pondéré ou du « premier entré, premier sorti ».

Les en-cours et les produits finis sont évalués au coût de production qui comprend les consommations, les charges directes de production ainsi qu'une quote-part de frais généraux.

Les provisions pour dépréciation prennent en considération les perspectives d'écoulement des produits, dépendant soit de l'évolution de la demande soit d'une obsolescence.

1.9. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La *trésorerie et équivalents de trésorerie* comprennent des liquidités en comptes bancaires et des parts d'OPCVM de trésorerie.

Les découverts bancaires, assimilés à un financement, sont présentés dans les *Emprunts et Dettes financières courants*.

Comme indiqué précédemment, jusqu'en 2021 les parts d'OPCVM étaient valorisées au bilan à leur valeur de marché au jour de la clôture et les gains latents ainsi dégagés étaient enregistrés directement dans les capitaux propres. Il n'y a plus de retraitement à compter de 2022, les parts d'OPCVM sont maintenant valorisées à leur prix d'achat historique.

1.10. Provisions pour retraites

L'engagement en matière de retraites correspond à l'indemnité de fin de carrière à percevoir par les salariés le jour de leur départ en retraite. Elle est fonction des conventions collectives ou accords internes des sociétés françaises.

Cet engagement fait l'objet pour ces salariés d'un calcul statistique actuariel selon la méthode « rétrospective en droits projetés à la date prévisionnelle de départ en retraite, avec salaire de fin de carrière ».

Cette valorisation des engagements est effectuée chaque année et tient compte, notamment, de l'ancienneté, de l'espérance de vie, du taux de rotation du personnel par catégorie ainsi que des hypothèses économiques telles que taux d'inflation et taux d'actualisation. La plus grande partie de ces indemnités de retraites est couverte auprès de compagnies d'assurance. Les charges patronales sociales et fiscales de ces engagements sont gérées par des provisions.

La charge comptabilisée en résultat au cours de l'exercice intègre donc :

- les droits supplémentaires acquis par les salariés au cours de cet exercice,
- la variation de l'actualisation des droits existant en début d'exercice, compte tenu de l'écoulement de l'année,
- le produit escompté du fond externe calculé sur la base du rendement de placements à long terme,
- l'incidence des modifications éventuelles de régimes sur les années antérieures ou de nouveaux régimes.

La dette relative à l'engagement net de la société concernant le personnel est constatée au passif du bilan, dans la rubrique *Provisions pour retraites*.

1.11. Impôts sur les résultats

L'impôt sur les résultats correspond à l'impôt exigible de chaque entité fiscale consolidée, corrigé des impositions différées des sociétés françaises intégrées.

Celles-ci sont calculées sur toutes les différences temporaires provenant de l'écart entre la base fiscale et la base comptable consolidée des actifs et passifs.

Elles sont évaluées en utilisant les règles fiscales en vigueur à la clôture et le taux d'impôt de l'exercice suivant.

Les impôts différés – actif – ne sont constatés que s'il est probable qu'ils pourront être récupérés.

Note 2_Variations de périmètre

Quelques variations de périmètre sont intervenues dans l'exercice 2023 :

- Au 1^{er} janvier 2023, ECI a cédé son fonds de commerce à la société AZ Elec. Les éléments restants de la société rebaptisée MtCM ont fait l'objet d'une absorption par MtC en cours d'année via une TUP Transmission Universelle de Patrimoine.

- Le 1^{er} juillet, la holding WorldCast Systems – avec ses filiales à 100% WorldCast Systems, WorldCast Connect et WorldCast Inc. - a rejoint le groupe pour 61,33% de son capital.

- Le 1^{er} juillet, le groupe est passé d'une détention de 99,70% du capital de Médiane Système à 100%.

Note 3_ Information sectorielle

3.1. Informations par secteur d'activité

Nombre ou milliers d'euro (proratisé)	Effectifs	Entrées	Chiffre	Résultat	Actif	Passif
	moyens	de commandes	d'affaires	opérationnel	opérationnel (A)	opérationnel (B)
2023						
Protection et contrôle (1)	160	24 813	21 434	1 361	18 549	7 839
Câblage (2)	289	34 649	34 742	3 354	40 140	7 423
Energie (3=1+2)	448	59 462	56 176	4 715	58 689	15 262
Industrie - Spécialités électroniques (4)	72	23 713	23 972	3 974	27 147	6 841
Hardware - Energie et industrie (5=3+4)	520	83 174	80 148	8 689	85 836	22 103
Informatique technique & édition logicielle (6)	420	45 552	45 170	1 361	29 191	15 073
Automatismes et sureté de fonctionnement (7)	143	11 198	13 185	-525	9 550	6 141
Ingénierie technique & logiciel (8=6+7)	563	56 750	58 355	836	38 741	21 214
Groupe	1 095	141 030	139 609	9 439	135 161	46 870
2022						
Protection et contrôle (1)	161	20 460	18 006	-2 699	16 131	6 749
Câblage (2)	263	37 223	37 791	3 364	41 584	9 164
Energie (3=1+2)	425	57 683	55 797	664	57 716	15 913
Industrie - Spécialités électroniques (4)	45	14 503	13 745	1 424	11 844	2 659
Hardware - Energie et industrie (5=3+4)	470	72 186	69 543	2 089	69 560	18 573
Informatique technique & édition logicielle (6)	402	39 267	39 490	1 815	25 597	14 873
Automatismes et sureté de fonctionnement (7)	111	13 211	12 876	-418	7 840	3 919
Ingénierie technique & logiciel (8=6+7)	513	52 478	52 365	1 397	33 437	18 791
Groupe	994	124 716	121 960	3 485	113 912	39 152
2021						
Protection et contrôle (1)	179	21 343	21 454	1 203	17 764	6 102
Câblage (2)	206	33 884	35 901	5 154	36 329	8 300
Energie (3=1+2)	386	55 227	57 355	6 357	54 092	14 401
Industrie - Spécialités électroniques (4)	44	16 527	15 437	2 989	12 716	3 109
Hardware - Energie et industrie (5=3+4)	430	71 754	72 792	9 346	66 809	17 510
Informatique technique & édition logicielle (6)	373	35 710	35 660	415	25 962	13 333
Automatismes et sureté de fonctionnement (7)	106	11 972	11 735	-102	8 199	4 127
Ingénierie technique & logiciel (8=6+7)	479	47 682	47 396	313	34 161	17 460
Groupe	920	119 472	120 224	9 667	112 308	37 526

(A) L'actif opérationnel comprend les écarts d'acquisition, immobilisations corporelles et incorporelles, créances d'exploitation et stocks

(B) Le passif opérationnel comprend les provisions pour risques et charges et les dettes d'exploitation.

3.2. Informations par zone géographique

Chiffre d'affaires	2023			2022	2021
	En milliers d'euro	Poids en %	Croissance en %	En milliers d'euro	En milliers d'euro
France	114 047	82%	+10%	103 270	104 017
International	25 562	18%	+37%	18 689	16 207
Groupe	139 609	100%	+14%	121 960	120 224

3.3. Informations par nature

Chiffre d'affaires	2023			2022	2021
	En milliers d'euro	Poids en %	Croissance en %	En milliers d'euro	En milliers d'euro
Marchandises	12 169	8,7%	+17%	10 403	9 402
Biens ⁽¹⁾	56 064	40%	+4,5%	53 663	59 391
Services ⁽¹⁾	71 375	51%	+23%	57 894	51 430
Groupe	139 608	100%	+14%	121 960	120 224

(1) Certains services étant regroupés avec des biens, le montant des services est minoré.

Note 4_ Frais de personnel et effectifs

4.1. Effectifs ⁽¹⁾

	2023 ⁽²⁾	2022	2021
Ingénieurs et cadres	624	566	522
Agents de maîtrise	80	47	41
Employés et techniciens	149	162	179
Ouvriers	243	220	177
Total	1 095	994	920

(1) Moyenne annuelle. Cet effectif était complété par 181 indépendants en sous-traitance, intérimaires et apprentis (151 en 2022).

(2) 1 157 salariés au 31/12/2023 hors Médiane Ingénierie (31) et indépendants, intérimaires et apprentis (176),

4.2. Frais de personnel

En milliers d'euro	2023	2022	2021
Rémunération du personnel	46 160	42 709	39 555
Charges sociales	18 329	17 337	16 405
Participation des salariés	642	637	450
Total	65 131	60 683	56 410

4.3. Rémunération des dirigeants

En milliers d'euro	2023	2022	2021
Salaires versés ⁽¹⁾	5 570	6 011	4 756
Salaires passés en charge	5 934	5 821	5 304
Salaires passés en charge hors indemnités de départ en retraite	5 756	5 484	5 304

(1) ou équivalent dans les cas de rémunération par honoraires. Les indemnités versées lors de retraite sont incluses.

Le nombre de dirigeants du groupe (membres des comités de direction, directeurs généraux, responsables d'exploitation) était de 29 en 2023 (30 en 2022). La rémunération moyenne a diminué en moyenne de -4,4% en 2023

Note 5_ Autres produits et charges, résultat exceptionnel

En milliers d'euro	2023	2022	2021
Autres produits d'exploitation	218	148	76
Autres charges d'exploitation	-144	-76	-173
Total autres produits et charges d'exploitation	75	72	-97
Produits exceptionnels	409	361	297
Charges exceptionnelles	-436	-248	-215
Résultat exceptionnel	-27	112	82
Total autres produits	627	509	373
Total autres charges	-580	-325	-388
Total autres produits et charges	47	184	-15

Note 6_Résultat financier

En milliers d'euro	2023	2022	2021
Coût de l'endettement financier brut	-355	-213	-145
Produit de la trésorerie et équivalents de trésorerie ⁽¹⁾	1 587	1 580	303
Coût de l'endettement financier net ⁽²⁾	1 231	1 367	158
Autres produits et charges financiers	-101	131	118
Total	1 131	1 498	276

(1) Concerne les plus-values de cession des VMP réalisées sur l'exercice,

(2) Ce coût est négatif en raison des produits générés par notre trésorerie nette positive.

Note 7_Ecarts d'acquisition

En milliers d'euro	31/12/2023	Sorties	Acquisitions dotations	31/12/2022
Apilog	497			497
CEE España	10			10
Compelma	5 026			5 026
EC2E	1 106			1 106
ECl	181			181
EMC	55			55
ISIT	215			215
Médiane Système	5 633			5 633
MtC	16 426			16 426
STIC	2 850			2 850
Stilog	2 926			2 926
Technicam	1 065			1 065
WaT	1 785			1 785
Valeurs Brutes	37 776	-	-	37 776
Apilog	-			-
CEE España	-			-
Compelma	2 884			2 884
EC2E	-			-
ECl	181			181
EMC	-			-
ISIT	-			-
Médiane Système	-			-
MtC	-			-
STIC	1 900			1 900
Stilog	-			-
Technicam	-			-
WaT	-			-
Dépréciations	4 966	-	-	4 966
Ecarts d'acquisition nets	32 810	-	-	32 810

Pas de nouvel écart d'acquisition en 2023.

Note 8_ Impôts sur les résultats

8.1. Détail des impôts sur les résultats

En milliers d'euro	2023	2022	2021
Impôts exigibles	754	237	1 988
Impôts différés	1 242	458	307
Impôts sur les résultats	1 996	695	2 295

8.2. Analyse de la charge d'impôt

En milliers d'euro	2023	2022	2021
Résultat avant impôt	10 609	5 145	10 175
Charge d'impôt groupe	1 996	695	2 295
Taux d'imposition	18,8%	13,5%	22,6%

8.3. Impôts différés au bilan

En milliers d'euro	2023	Variation	2022	Variation	2021
Congés à payer	59	13	45	-2	47
Participation des salariés	642	5	637	187	450
Provisions pour retraites	1 764	406	1 358	-335	1 693
Déficits reportables ⁽¹⁾	15 552	3 208	12 344	272	12 072
Amortissement fonds de commerce ⁽²⁾	317	-	317	-	317
Plus-values latentes sur OPCVM ⁽²⁾	123	0	123	-2 262	2 384
Divers ⁽³⁾	-916	-779	-136	370	-506
Solde base active /(passive) d'impôts différés	17 540	2 853	14 688	-1 769	16 457
Solde d'impôts différés actif	4 420	708	3 711	-447	4 158
Solde d'impôts différés (passif)	-35	5	-39	5	-44
Solde situation active /(passive) d'impôts différés	4 385	713	3 672	-442	4 114
Impôts différés ne transitant pas par le résultat	-	-	15	15	-
Variation impôts différés dans le compte de résultat	-	713	-	-458	-

(1) Les déficits reportables concernent Apilog, ICE, ISIT, Médiane Système, Stilog IST, WaT, WorldCast Connect et WorldCast

(2) L'application des normes IFRS sur les fonds commerciaux n'a pas fait l'objet de retraitement des impôts différés.

(3) Dont la fiscalité différée sur activation de crédit bail de -828 milliers d'euro.

(3) Dont la dépréciation de fonds de commerce de -150 milliers d'euro de WaT et la neutralisation de celle de WorldCast Systems de +55 milliers d'euro.

(3) Dont la valeur nette de l'écart d'évaluation du logiciel VP Visual Planning de Stilog IST ramenée à 25 milliers d'euro en 2023.

Note 9_Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles comprennent les fonds commerciaux et l'écart d'évaluation du logiciel Visual Planning :

En milliers d'euro	2023	2022	2021
Valeurs brutes ⁽¹⁾	1 463	1 526	1 526
Amortissements et provisions	1 121	1 074	964
Fonds commerciaux nets	342	452	562
Dotations aux amortissements et provisions	110	110	110

(1) Fonds commerciaux : Médiane Système (317) et ICE (fonds commercial C.M.I : 46) + Visual Planning (1100).

Le reste des autres immobilisations incorporelles sont des concessions, brevets et droits similaires. Les anciens frais d'établissement et frais de recherche et développement sont tous totalement amortis.

Note 10_Autres immobilisations corporelles

En milliers d'euro	31/12/2023	Autres mouvements ⁽¹⁾	Cessions Reprises	Acquisitions Dotations	31/12/2022
Terrains et constructions	820	115	-	2	704
Installations techniques, matériel et outillage	6 892	320	-45	397	6 219
Autres immobilisations corporelles	14 852	3 441	-700	1 268	10 843
Valeurs brutes	22 564	3 876	-745	1 666	17 767
Terrains et constructions	660	84	-	28	548
Installations techniques, matériel et outillage	5 741	269	-53	316	5 209
Autres immobilisations corporelles	10 398	2 299	-556	1 080	7 575
Amortissements	16 799	2 652	-608	1 425	13 332
Immobilisations corporelles nettes	5 765	1 224	-136	242	4 435

En milliers d'euro	31/12/2022	Autres mouvements ⁽¹⁾	Cessions Reprises	Acquisitions Dotations	31/12/2021
Terrains et constructions	704	-0	-	-	704
Installations techniques, matériel et outillage	6 219	-149	-1	168	6 202
Autres immobilisations corporelles	10 843	-122	-502	1 467	10 000
Valeurs brutes	17 767	-271	-504	1 636	16 906
Terrains et constructions	548	-0	-	26	521
Installations techniques, matériel et outillage	5 209	-130	-1	288	5 052
Autres immobilisations corporelles	7 575	-120	-405	912	7 187
Amortissements	13 332	-250	-406	1 227	12 761
Immobilisations corporelles nettes	4 435	-20	-98	409	4 145

(1) Il s'agit essentiellement de mouvements de périmètre, de virements de postes à postes et des écarts de conversion.

Note 11_Actifs financiers non courants

En milliers d'euro	31/12/2023	Autres mouve- ments ⁽¹⁾	Cessions Reprises	Acquisiti ons Dotations	31/12/2022
Titres non consolidés ⁽²⁾	5	-	-0	-	5
Autres immobilisations financières ⁽³⁾	1 059	246	-63	58	818
Valeur brute	1 064	246	-63	58	823
Valeur nette	1 064	246	-63	58	823

En milliers d'euro	31/12/2022	Autres mouve- ments ⁽¹⁾	Cessions Reprises	Acquisiti ons Dotations	31/12/2021
Titres non consolidés ⁽²⁾	5	-	-	-	5
Autres immobilisations financières ⁽³⁾	818	-111	-6	109	826
Valeur brute	823	-111	-6	109	832
Valeur nette	823	-111	-6	109	832

(1) Il s'agit essentiellement de mouvements de périmètre, de virements de postes à postes et des écarts de conversion.

(2) Non consolidé : Cervicem, société au capital de 15 milliers d'euro (k€), participation détenue à 34%.

(3) Les autres immobilisations financières sont constituées principalement de dépôts et cautionnements et fonds de garantie

Note 12_Stocks

En milliers d'euro	31/12/2023	31/12/2022	31/12/2021
Matières premières et marchandises	22 237	16 454	14 520
En-cours de production	6 221	4 557	4 097
Produits intermédiaires et finis	3 802	1 702	2 653
Valeurs brutes	32 260	22 714	21 270
Dépréciation	-4 560	-3 093	-2 709
Stocks et en-cours nets	27 701	19 621	18 562

Note 13_Créances clients

En milliers d'euro	31/12/2023	31/12/2022	31/12/2021
Valeur brute	46 169	36 805	35 544
Dépréciation	-858	-636	-626
Valeur nette	45 311	36 168	34 918
Dépréciation / créances brutes	1,9%	1,7%	1,8%

Note 14_ **Autres actifs courants**

En milliers d'euro	31/12/2023	31/12/2022	31/12/2021
Fournisseurs débiteurs	179	245	37
Créances fiscales (TVA) et sociales	2 320	2 012	2 085
Charges constatées d'avance	2 581	1 814	2 364
Autres créances	437	706	458
Total	5 517	4 777	4 944

Note 15_ **Trésorerie et équivalents de trésorerie**

En milliers d'euro	31/12/2023	31/12/2022	31/12/2021
Valeurs mobilières de placements	8 657	8 209	10 169
Comptes bancaires et autres disponibilités	33 042	39 339	35 350
Total (actif du bilan)	41 700	47 548	45 519
- Concours bancaires courants (au passif du bilan)	-29	-36	-29
Trésorerie	41 671	47 512	45 490
Fournisseurs d'immobilisations financières	481	678	1 206
Emprunts et dettes financières non courants	24 450	26 496	25 558
Trésorerie nette de dettes financières	16 740	20 339	18 726

Les valeurs mobilières de placement comprennent essentiellement des OPCVM ainsi que des placements à court terme. Elles sont considérées comme des actifs financiers disponibles à la vente.

Les gains latents sur OPCVM à fin 2023 s'élèvent à 146 milliers d'euro, contre 123 et 2 384 milliers d'euro respectivement fin 2022 et fin 2021. A compter de 2022, ils ont cessé d'être enregistrés directement en capitaux propres.

Note 16_Provisions pour retraites

L'engagement en matière de retraites correspond à l'indemnité de fin de carrière à percevoir par les salariés le jour de leur départ en retraite. Elle est fonction des conventions collectives ou accords internes des sociétés françaises Apilog, Compelma, EC2E, ICE, ICE Groupe, ISIT, Médiane Système, MtC, STIC, Stilog IST, WaT, WaT Portage et WorldCast. A l'étranger, compte tenu des réglementations spécifiques, les engagements ne sont pas comptabilisés par des provisions.

Une grande partie de ces indemnités de retraites est couverte par des fonds auprès de compagnies d'assurance.

Les hypothèses utilisées pour le calcul se déclinent comme suit :

	31/12/2023	31/12/2022	31/12/2021
Age futur moyen de départ en retraite	65	65	67
Taux de progression des salaires	2,5%	3,5%	1,5%
Taux d'actualisation	3,1%	3,3%	2,0%
Taux de rendement attendu du fonds	3,4%	-3,3%	4,9%

Les engagements se ventilent comme suit :

En milliers d'euro	31/12/2023	31/12/2022	31/12/2021
Valeur actuelle des engagements pour indemnité de fin de carrière	3 785	3 310	3 726
Valeur du fonds	2 005	1 939	2 027
Provisions pour retraites	1 779	1 371	1 699
Augmentation des engagements	581	495	637
Mouvements de périmètre et 1ère comptabilisation	248	-	7
Versement sur fonds	-	-	-
Rendement attendu du fonds	67	-88	99
Reprise de provision	422	823	377
Variation sur la période	408	-328	268

L'âge moyen de départ en retraite est basé sur la durée moyenne de 30 ans avant que les salariés partent effectivement en retraite. En 2023, l'âge moyen de départ en retraite des salariés du Groupe a été de 62,6 ans. Mais la mise en application en 2023 de la réforme passant la retraite à 64 ans (+2 ans) ayant une incidence future, 65 ans a été utilisé.

Après des années sans inflation avec des taux d'intérêt à long terme très faibles conduisant à des hypothèses de progression modérée des salaires et des taux d'actualisation également modérés, leur hausse brutale en 2022 a conduit à :

- anticiper une revalorisation plus importante des salaires, portée à 3,5% par an, puis ramenée à 2,5% en 2023
 - utiliser un taux d'actualisation correspondant à celui de l'OAT de même échéance, 30 ans, qui était de 3,1% au 31/12/2022
- Le taux de rendement attendu du fonds a bénéficié en 2023 des hausses des marchés boursiers sur lesquels sont liés 36% des contrats.

La provision a été majorée par l'intégration de WorldCast, mais modérée par le fort turnover des salariés entraînant une nouvelle diminution de l'ancienneté moyenne (-0,46 année après -0,53 en 2022),

Note 17_ Emprunts et dettes financières non courants

En milliers d'euro	31/12/2023	31/12/2022	31/12/2021
Par type			
Taux variable	-	-	-
Taux fixe	24 450	26 496	25 558
Par maturité			
Inférieure à 1 an	8 006	6 880	7 304
De 1 à 5 ans	15 626	19 615	18 204
Supérieure à 5 ans	818	-	50
Total	24 450	26 496	25 558
Taux d'intérêt ⁽¹⁾	0,37%	0,69%	0,32%

(1) Le taux d'intérêt effectif peut être affecté par les frais de dossier des emprunts.

Le groupe n'utilisait pas d'instruments dérivés de taux pour couvrir le risque des taux d'intérêt variables.

Note 18_ Autres passifs courants

En milliers d'euro	31/12/2023	31/12/2022	31/12/2021
Avances, acomptes reçus / commandes	587	494	256
Dettes fiscales (hors impôts sur les bénéfices) et sociales	19 256	17 082	17 295
Produits constatés d'avance	9 021	7 004	6 952
Autres passifs courants	1 636	1 052	1 423
Total	30 499	25 632	25 926

Note 19_ Variations du besoin en fonds de roulement lié à l'activité

En milliers d'euro	2023	2022	2021
Stocks	-1 855	-1 062	-3 346
Créances d'exploitation (dont clients)	-6 013	-1 047	822
Dettes d'exploitation (dont fournisseurs)	1 308	2 546	1 488
Autres créances et dettes	1 506	1 097	3 140
Total	-5 054	1 534	2 104

L'accélération de la croissance a fortement pesé sur les stocks et les créances clients.

Note 20_Honoraires des commissaires aux comptes

Conformément au décret n° 2008-1487 du 30 décembre 2008, nous vous indiquons les montants des honoraires des commissaires aux comptes afférents à la certification des comptes pris en charge dans les comptes de résultat :

En milliers d'euro	Exercices des mandats	2023	2022	2021
Comptes sociaux ICE Groupe SA et consolidés groupe		30,7	29,5	29,1
Socaudit, représentée par M. Pierre-Jean Frison, Avignon	2018-2023	15,4	14,8	14,6
SKA Serge Kubryk Audit, Paris 8ème	2020-2025	15,3	14,7	14,5
Filiales		157,7	125,8	120,5
Apilog / Audit-France, Boulogne-Billancourt	2018-2023	4,1	4,0	4,0
CEE Italiana / Dott. Lamberto Gadda, Revisore Contabile, Bergamo	2022-2024	4,5	4,5	4,5
CEE Relays / PPK Auditors Ltd, Wokingham	2023	5,5	4,7	3,8
CEPA / Strego Audit, Nantes		-	-	7,3
Compelma / SKA Serge Kubryk Audit, Paris 8ème	2022-2027	7,9	7,5	7,4
Continental de Equipos Eléctricos / Auditsegar, Madrid	2023	4,8	6,8	6,0
EC2E / Audit-France, Boulogne-Billancourt	2020-2025	6,2	6,0	5,9
Groupe CEPA / Audit Europe Expertise - Codex, Saint Malo		-	-	2,2
HWCS / BSF représentée par M. Bruno Deguillaume, Bordeaux	2020-2025	11,0	-	-
ICE / Socaudit & SKA (cf. ci-dessus)	2020-2025	12,6	24,0	21,1
Médiane Système / Agemocom, Paris 15ème	2022-2027	16,4	16,0	15,8
MtC (OTN jusqu'en 2021) / Grant Thornton, Dijon ⁽¹⁾	2020-2025	22,7	15,0	9,5
ISIT / Agemocom, Paris 15ème	2021-2026	5,3	5,0	5,0
STIC / Socaudit, M. Pierre-Jean Frison, Avignon	2021-2026	5,8	5,7	2,0
Stilog IST / Audit-France, Boulogne-Billancourt	2022-2027	8,0	8,0	10,5
Technicam / LM Experts, Casablanca	2023	3,2	2,8	-
WaT / M. Robert Girard, Le Touvet	2018-2023	12,3	11,8	11,8
WaT Portage / M. Robert Girard, Le Touvet	2023-2028	5,0	4,0	3,8
WCS / Dupouy & Associés, Bordeaux	2023-2028	22,5	-	-
Total		188,4	155,3	149,6

(1) Sa filiale EMC n'a pas de commissaire aux comptes

Note 21_Engagements hors bilan

Les engagements reçus ne sont pas significatifs.

Note 22_Evènements postérieurs à la date de clôture

Le groupe a acquis 60% du capital de Clearsy le 5 janvier 2024.

4.6. Liste des sociétés consolidées

	Siège	N° Siren ou Insee	% intérêt
Sociétés consolidées par intégration globale			
Apilog SAS	Chanteloup-les-Vignes (Paris) France	347 788 135	95,34%
CEE España Continental de Equipos Eléctricos SAU	Las Rozas (Madrid) Espagne	084 033 638	100,00%
CEE Italiana SRL	Concorezzo (Milano) Italie	084 033 620	100,00%
CEE Relays LTD	Slough (London) Grande Bretagne	084 033 646	96,50%
Compelma SAS	Les Ulis (Paris) France	353 387 921	100,00%
Domus Effectus SCI	Parthenay (Deux-Sèvres) France	490 347 259	100,00%
EC2E Électro Câblage Engineering et Équipement SAS	L'Isle Adam (Paris) France	312 517 071	51,00%
ECI Électro-Câblage Industrie SARL	Méry sur Oise (Paris) France	494 295 645	100,00% ⁽¹⁾
EMC Electro Medias Confectii SRL	Medias (Sibiu) Roumanie	J32/947/2015	100,00% ⁽²⁾
Industrielle de Contrôle et d'Équipement (ICE) SAS	Alfortville (Paris) France	808 660 781	100,00%
Ingénierie, Conseil et Équipement Groupe (ICE Groupe) SA	Alfortville (Paris) France	542 014 782	100,00%
ISIT SAS	Plaisance du Touch (Toulouse) France	380 342 774	100,00%
Holding WorldCast Systems SA	Mérignac (Bordeaux) France	487 637 472	61,33%
Maintenance travaux et Câblage (MtC) SAS	Macon France	340 564 798	100,00%
Médiane Système SAS	Le Pecq (Paris) France	350 039 418	100,00%
Médiane Benelux SRL	Bruxelles Belgique	0685 796 631	100,00%
Mediane Italia SRL	Milan Italie		100,00%
Sté Technique Ingénierie & Coopération (STIC) SAS	Les Ulis (Paris) France	342 060 662	100,00%
STILOG INC.	Hoboken (Delaware) États-Unis	46 3620349 ⁽³⁾	100,00%
STILOG IST SAS	Nanterre (Paris) France	382 489 029	100,00%
Technicam Technique Câblage Maroc SARL	Mohammedia (Casablanca) Maroc	10 311	100,00% ⁽⁴⁾
WaT SAS	Les Marches (Chambéry) France	452 035 116	100,00%
WaT Portage SAS	Les Marches (Chambéry) France	833 258 585	100,00%
WorldCast Connect SAS	Mérignac (Bordeaux) France	827 946 104	61,33%
WorldCast Systems INC.	Miami (Floride) États-Unis		61,33%
WorldCast Systems SAS	Mérignac (Bordeaux) France	428 787 550	61,33%

Sociétés consolidées par mise en équivalence

Médiane Ingénierie SAS	Labège (Toulouse) France	509 728 994	39,00%
------------------------	--------------------------	-------------	--------

(1) ECI, filiale à 100% de MtC, qui avait cédé son fonds de commerce au 1^{er} janvier 2023, rebaptisée MtCM après cette cession, a été absorbée par TUP transmission universelle de patrimoine par sa société mère au cours de l'année.

(2) Numéro de série au registre du commerce de Sibiu

(3) Employer Identification Number (EIN)

(4) Société détenue à 34% par MtC et à 66% par ICE Groupe. Numéro au registre de commerce de Mohammedia.

4.7. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Aux actionnaires,

I – Opinion sur les comptes consolidés

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de votre société ICE GROUPE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre société à la fin de cet exercice.

II – Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

III – Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

IV – Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du directeur.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

V – Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés

ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

VI – Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, les commissaires aux comptes exercent leur jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ils identifient et évaluent les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissent et mettent en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueillent des éléments qu'ils estiment suffisants et appropriés pour fonder leur opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- ils prennent connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- ils apprécient le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;

- ils apprécient le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de leur rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'ils concluent à l'existence d'une incertitude significative, ils attirent l'attention des lecteurs de leur rapport sur les informations fournies dans les comptes conso-

lidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, ils formulent une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- ils apprécient la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évaluent si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, ils collectent des éléments qu'ils estiment suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Ils sont responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à Paris, le 26 mars 2024

Les commissaires aux comptes

SOCAUDIT
Pierre-Jean FRISON

Serge Kubryk Audit
Daniel MIMOUN



Comptes sociaux
au 31 décembre 2023

5. Comptes sociaux

5.1. Comptes de résultat comparés

En milliers d'euro	2023	2022	2021
Produits d'exploitation	9 432,7	12 843,5	13 184,4
Chiffre d'affaires net (note 6)	9 430,9	12 770,7	13 163,7
Subventions d'exploitation & autres produits	1,7	11,0	0,0
Reprise de provisions et transferts de charges	0,1	61,8	20,7
Charges d'exploitation	-9 529,7	-12 852,1	-13 184,9
Autres achats et charges externes	-8 055,8	-11 355,0	-11 800,1
Impôts et taxes	-59,6	-47,3	-24,8
Charges de personnel (note 7)	-1 352,7	-1 348,2	-1 278,5
Dotations aux amortissements et provisions	-15,3	-49,4	-41,0
Autres charges	-46,3	-52,3	-40,5
Résultat d'exploitation	-97,1	-8,6	-0,5
Résultat financier (note 8)	4 142,9	4 882,4	2 942,5
Résultat courant avant impôts	4 045,9	4 873,8	2 942,1
Résultat exceptionnel	-	-	29,8
Impôts sur les résultats (note 9)	45,1	38,7	-154,4
Résultat net	4 091,0	4 912,6	2 817,5

5.2. Bilans comparés

Actif (en valeurs nettes)

En milliers d'euro	31/12/2023	31/12/2022	31/12/2021
Actif immobilisé	59 933,0	56 713,6	58 364,7
Immobilisations incorporelles (note 1)	0,0	0,0	0,0
Immobilisations corporelles (note 2)	50,3	52,0	61,5
Immobilisations financières (notes 3 et 4)	59 882,7	56 661,6	58 303,2
Actif circulant	45 333,8	51 249,2	42 298,8
Avances et acomptes versés (note 4)	-	-	2,1
Clients et comptes rattachés (note 4)	2 207,7	3 238,4	3 596,5
Autres créances (note 4)	25 996,7	25 221,0	22 253,9
Valeurs mobilières de placement	2 084,5	6 952,6	5 385,3
Disponibilités	15 044,9	15 837,2	11 061,0
Comptes de régularisation actif (note 4)	142,2	125,1	98,4
Total de l'actif	105 409,1	108 087,9	100 762,0

Passif

En milliers d'euro	31/12/2023	31/12/2022	31/12/2021
Capitaux propres	70 929,5	67 910,9	63 997,2
Capital	11 698,2	11 656,3	11 614,2
Réserve légale	1 165,6	1 161,4	1 152,4
Autres réserves	52 625,8	48 667,8	46 709,8
Report à nouveau	1 348,9	1 512,9	1 703,2
Résultat	4 091,0	4 912,6	2 817,5
Provisions pour risques et charges (note 5)	17,5	12,2	34,0
Autres dettes (note 4)	34 462,0	40 164,8	36 658,8
Emprunts et dettes financières	30 266,2	35 053,2	30 832,7
Dettes d'exploitation	3 671,5	4 815,1	5 753,1
Dettes diverses	524,3	296,6	73,0
Comptes de régularisation passif (note 4)	-	-	72,0
Total du passif	105 409,1	108 087,9	100 762,0

5.3. Tableau des flux de trésorerie comparés

En milliers d'euro	31/12/2023	31/12/2022	31/12/2021
Résultat net	4 091,0	4 912,6	2 817,5
Amortissements et provisions	15,3	-12,4	20,4
Plus ou moins-values de cession	-	-	-29,8
Marge brute d'autofinancement	4 106,3	4 900,2	2 808,1
Variation du besoin en fonds de roulement (note 10)	-1 627,3	-145,0	1 332,5
Flux de trésorerie généré par l'activité (A)	2 479,0	4 755,2	4 140,6
Acquisition et cessions de filiales, augmentation de c	-2 731,8	-73,0	-1 370,2
Variation des autres actifs financiers	-16,5	-4,7	82,1
Flux de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	-2 748,3	-77,7	-1 288,1
Dividendes versés	-1 072,4	-998,8	-921,9
Encaissements provenant d'emprunts	1,6	8 058,9	13 155,7
Variation des comptes courants d'associés	1 648,8	1 062,4	-4 652,7
Remboursement d'emprunts	-5 971,7	-6 453,2	-5 273,5
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement (C)	-5 393,7	1 669,3	2 307,6
Variation de trésorerie (A+B+C)	-5 663,0	6 346,8	5 160,1
Trésorerie d'ouverture (D)	22 786,9	16 440,2	11 280,1
Trésorerie de clôture (A+B+C+D+E)	17 124,0	22 786,9	16 440,2

5.4. Notes annexes

5.4.1. Périmètre et principes comptables

Les comptes annuels sont établis conformément au PCG 2014 et aux principes généralement admis. Les éléments inscrits en comptabilité sont évalués selon la méthode du coût historique.

5.4.2. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition.

Les concessions, brevets et droits similaires sont essentiellement constitués de logiciels maintenant amortis sur trois ans.

5.4.3. Immobilisations corporelles

Toutes les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Les amortissements linéaires et dégressifs comptabilisés sont calculés selon la durée d'utilisation estimée d'après les usages à :

- Mobiliers linéaire 10 ans
- Matériels informatiques dégressif 2/3 ans

5.4.4. Immobilisations financières

Les titres de participation sont enregistrés pour leur coût d'acquisition hors frais accessoires.

Leur valeur est examinée annuellement, par référence à leur rentabilité actuelle et prévisionnelle et à la quote-part de capitaux propres détenue. Une dépréciation est, le cas échéant, constatée par voie de provision.

5.4.5. Stocks et en-cours

Société holding, la société n'a pas de stock de matières premières, de marchandises ou d'en-cours.

5.4.6. Engagement en matière de pensions et retraites

L'engagement de la société en matière de retraites correspond à l'indemnité de départ en retraite prévue par sa convention collective.

Cet engagement fait l'objet pour ces salariés d'un calcul statistique actuariel selon la méthode « rétrospective en droits projetés à la date prévisionnelle de départ en retraite, avec salaire de fin de carrière ».

L'essentiel des indemnités de retraites hors charges est couvert auprès d'une compagnie d'assurance. Le solde de l'engagement continue à être géré par des provisions internes.

Note 1_ Immobilisations incorporelles

En milliers d'euro	31/12/2023	Autres mouvements (1)	Cessions Reprises	Acquisi- tions Dotations	31/12/2022
Concessions, brevets et droits similaires et en-cours	63,5	-	-	-	63,5
Valeurs brutes	63,5	-	-	-	63,5
Concessions, brevets et droits similaires et en-cours	63,5	-	-	-	63,5
Amortissements	63,5	-	-	-	63,5
Immobilisations incorporelles nettes	0,0	-	-	-	0,0

(1) Il s'agit essentiellement de mouvements de périmètre, de virements de postes à postes et des écarts de conversion.

Note 2_ Immobilisations corporelles

En milliers d'euro	31/12/2023	Cessions Reprises	Acquisitions Dotations	31/12/2022
Autres immobilisations corporelles	209,7	-	8,3	201,4
Valeurs brutes	209,7	-	8,3	201,4
Autres immobilisations corporelles	159,4	-	10,0	149,4
Amortissements	159,4	-	10,0	149,4
Immobilisations corporelles nettes	50,3	-	-1,7	52,0

Note 3_ Immobilisations financières

En milliers d'euro	31/12/2023	Autres mouvements (1)	Cessions Reprises	Acquisi- tions Dotations	31/12/2022
Titres de participation ⁽²⁾	62 526,9	-	-	3 212,9	59 314,0
Prêts	-	-	-	-	-
Autres immobilisations financières ⁽³⁾	309,9	-	-	8,2	301,6
Valeur brute	62 836,8	-	-	3 221,1	59 615,7
Titres de participation	2 954,0	-	-	-	2 954,0
Autres immobilisations financières	-	-	-	-	-
Dépréciations	2 954,0	-	-	-	2 954,0
Valeur nette	59 882,7	-	-	3 221,1	56 661,6

(1) Il s'agit essentiellement de mouvements de périmètre, de virements de postes à postes et des écarts de conversion.

(2) les titres de participation sont détaillés dans le paragraphe 5.5.

(3) Les autres immobilisations financières sont constituées de dépôts et cautionnements, fonds de garantie et mali de fusion.

Au 31 décembre 2023, les tests de dépréciation n'ont pas conclu au besoin de dépréciation complémentaire des titres de participation.

Note 4_Echéance des créances et des dettes

En milliers d'euro	31/12/2023					31/12/22
	A un an au plus	A plus d'un an	Brut	Dépréciation(1)	Net	Net
Créances	11 706,6	16 949,9	28 656,5	-	28 656,5	28 886,1
Prêts et dépôts	-	309,9	309,9	-	309,9	301,6
Avances et acomptes versés	-	-	-	-	-	-
Clients et comptes rattachés ⁽³⁾	2 207,7	-	2 207,7	-	2 207,7	3 238,4
Autres créances	9 356,6	16 640,0	25 996,7	-	25 996,7	25 221,0
Comptes de régularisation actif	142,2	-	142,2	-	142,2	125,1
Dettes	16 735,0	17 727,0	34 462,0		34 462,0	40 164,8
Emprunts et dettes financières ⁽²⁾	12 539,2	17 727,0	30 266,2		30 266,2	35 053,2
Dettes d'exploitation	3 671,5	-	3 671,5		3 671,5	4 815,1
Dettes fournisseurs et comptes rattachés ⁽³⁾	2 896,7	-	2 896,7		2 896,7	3 931,1
Dettes fiscales et sociales	774,8	-	774,8		774,8	884,0
Dettes diverses	524,3	-	524,3		524,3	296,6
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-	-		-	-
Autres dettes	524,3	-	524,3		524,3	296,6
Comptes de régularisation passif	-	-	-		-	-

(3) Factures émises ou reçues non réglées, terme échu	0 jour (indic.)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et +	Total hs délai
Émises / date de clôture. Nbre hors délai : 1543 (0 j), 10 (1 j et +)	427,8	-	44,9	47,4	7,3	99,6
Pourcentage des ventes	4,5%	-	0,5%	0,5%	0,1%	1,1%
Reçues / date de clôture. Nbre hors délai : 43 (0 j), 17 (1 j et +)	619,0	18,2	281,1	108,4	2,1	409,7
Pourcentage des achats	7,7%	0,2%	3,5%	1,4%	0,0%	5,1%

(2) Les dettes financières intègrent le *portage* de placements financiers OPCVM pour les filiales Compelma (1,234 M€) et Stilog IST (2,711 M€).

Note 5_Provisions pour risques et charges

En milliers d'euro	31/12/2023	Reprises	Dotations	31/12/2022
Provisions pour risques et charges	17,5	-	5,4	12,2
Provision pour retraite	17,5	-	5,4	12,2

Note 6_Chiffre d'affaires

6.1. Informations par zone géographique

	2023			2022
	En milliers d'euro	Poids en %	Croissance en %	En milliers d'euro
France	9 393,3	99,6%	-26%	12 737,2
Export	37,6	0,4%	+12%	33,4
Total	9 430,9	100%	-26%	12 770,7

6.2. Informations par nature

	2023			2022
	En milliers d'euro	Poids en %	Croissance en %	En milliers d'euro
Services	4 946,1	52%	+45%	3 409,8
Portage pour le compte d'autres sociétés du groupe	4 484,8	48%	-52%	9 360,8
Total	9 430,9	100%	-26%	12 770,7

Note 7_ Frais de personnel et effectifs

7.1. Effectifs ⁽¹⁾

	2023	2022
Ingénieurs et cadres	5,5	6,0
Agents de maîtrise	4,0	3,2
Employés et techniciens	2,0	2,0
Total effectif salarié	11,5	11,2

(1) En moyenne annuelle.

L'effectif salarié au 31 décembre dernier était de 12, contre 11 en 2022.

7.2. Frais de personnel

En milliers d'euro	2023	2022
Rémunération du personnel	934,3	902,2
Charges sociales	418,4	446,0
Total frais de personnel	1 352,7	1 348,2
Valeur ajoutée	1 375,1	1 415,6
Frais de personnel par rapport à la valeur ajoutée	98,4%	95,2%

7.3. Rémunération des dirigeants

Le total des rémunérations des membres du Conseil de surveillance au titre de l'exercice 2023 a été de 94 020 €.

Note 8_ Résultat financier

En milliers d'euro	2023	2022
Produits financiers	4 395,4	5 091,9
Dividendes encaissés des participations	3 366,1	3 606,5
Autres produits financiers ⁽¹⁾	1 029,3	1 485,5
Charges financières	-252,5	-209,5
Résultat financier	4 142,9	4 882,4

(1) Les autres produits financiers concernent les plus-values sur cession des VMP réalisées sur l'exercice et leurs revenus pour 849 k€, les intérêts sur comptes à terme pour 123 k€ et les intérêts sur les avances en compte courant aux filiales pour 57 k€.

Note 9_ Impôts sur les résultats

9.1. Impôt sur les bénéfices

En milliers d'euro	2023		
	Avant impôt	Impôt	Après impôt
Résultat courant	4 045,9	45,1	4 091,0
Résultat exceptionnel	-	-	-
Résultat comptable	4 045,9	45,1	4 091,0

9.2. Incidences des dispositions fiscales

En milliers d'euro	2023	Variation	2022
Congés à payer	58,7	13,5	45,2
Provisions pour retraites	17,5	5,4	12,2
Divers	0,0	-24,8	24,8
Total bases impôts différés actifs	76,2	-5,9	82,1
Allègement de la dette future d'impôt	19,1	-1,5	20,5
Solde situation active /(passive) d'impôts différés	19,1	-1,5	20,5

Note 10_Variations du besoin en fonds de roulement lié à l'activité

En milliers d'euro	2023	2022
Variation d'exploitation	81,5	-498,4
Créances d'exploitation (dont clients)	1 209,2	454,1
Dettes d'exploitation (dont fournisseurs)	-1 127,7	-952,6
Variation hors exploitation	-1 708,8	353,5
Créances hors exploitation	-1 422,4	140,9
Dettes hors exploitation	-269,2	311,2
Charges et produits constatés d'avance	-17,2	-98,6
Total	-1 627,3	-145,0

Note 11_Engagements hors bilan

Les engagements donnés et reçus ne sont pas significatifs.

5.5. Liste des filiales et participations

En milliers d'euro (k€)	Capital	Capitaux propres	Quote-part détenue du capital	Valeur comptable des titres détenus		Résultat 2023	Dividendes encaissés	Observations Clôture 31/12/23	Créances sur filiales	
				Brute	Nette				Clients	Comptes courants
CEE Italiana, srl Via Verga, 11 I-20049 CONCOREZZO (Milano), ITALIE	96	1 626,6	100%	875,7	875,7	142,8	40,8		2,5	-
CEE Relays, Ltd Keypoint, 17-23 High Street SLOUGH, Berkshire SL11DY, GRANDE BRETAGNE	357,0	253,0	96,5%	228,7	228,7	9,6		Année : 1£=1.1506€ 31/12 : 1£=1.1506€	1,0	-
COMPELMA, SAS Miniparc du Verger, 1 rue de Terre Neuve F-91940 LES ULIS	1 000	4 051,9	100%	6 100,4	3 500,0	922,6	975,0		-9,6	-
Continental de Equipos Eléctricos, SAU C/Playa de Liencres E-28230 LAS ROZAS (Madrid), ESPAGNE	72,3	1 887,5	100%	42,0	42,0	675,2	390,0		4,0	-
Domus Effectus, SCI 36 av. Aristide Briand F-79201 PARTHENAY	20	-72,8	100%	20,0	20,0	5,7	-		-	140,7
EC2E Électro Câbl. Engineering et Equip., SAS 4 bd Napoléon 1er, Zac du pont des rayons F-95290 L'ISLE-ADAM	1 600	3 527,3	51%	2 517,0	2 517,0	360,6	102,0		33,0	-
ICE Industrielle de Contrôle et d'Équipement, SAS 11 rue marcel Sembat F-94140 ALFORTVILLE	12 000	18 409,1	100%	19 643,1	19 643,1	827,6	-		206,1	-
ISIT, SAS 7 rue Marie-André Ampère F-31830 PLAISANCE DU TOUCH	500	307,1	100%	1 014,2	660,6	-53,3	-		9,0	97,6
Médiane Système, SAS Bt Québec, 54 route de Sartrouville F-78232 LE PECQ	6 000	7 393,2	100%	7 846,4	7 846,4	249,9	-		193,8	-
MtC Maintenance, travaux & Câblage, SAS 360 rue Einstein F-71000 MACON	5 500	12 379,6	100%	7 710,8	7 710,8	2 513,3	400,0	TUP de sa filiale ECI (renommée MtCM) en 2023	180,4	14 595,5
STIC, SAS Miniparc du Verger, 1 rue de Terre Neuve F-91940 LES ULIS	1 000	3 239,2	100%	3 935,5	3 935,5	20,6	-		-18,0	-
Stilog IST, SAS Le Capitole, 55 av. des Champs Pierreux F-92000 NANTERRE	1 500	10 817,6	100%	6 541,3	6 541,3	1 929,7	1 187,5		140,5	-
Technicam, Sarl Kamal Park, imm. A, blvd de Fès n°31 20800 MOHAMMEDIA, MAROC	91,9	1 515,6	66%	1 300,0	1 300,0	406,5	270,8	Détenue à 66% par ICE Groupe et 34% par MtC	-	-
WaT We are Technologies, SAS 20 rue du Gamay F-73800 LES MARCHES	1 000	817,8	100%	1 554,8	1 554,8	-322,4	-	Cession de sa filiale WaT Portage en 2024	9,0	1 998,9
HWCS Holding WorldCast Systems, SAS 20 avenue Neil Armstrong F-33700 MERIGNAC	3 232,9	3 998,3	61,33%	3 191,8	3 191,8	-30,5	-	Rejoint le groupe le 01/07/2023	67,3	203,4

(1) MtCM (ex ECI), dont le fonds de commerce avait été cédé fin 2022, a fait l'objet d'une TUP dans MtC qui la détenait à 100%.

(2) Cession de WaT Portage au début 2024

Participation détenue à 34%, Cervicem, société au capital de 15 millions d'euro, n'est pas détaillée.

Elle ne présenterait qu'un intérêt négligeable par rapport à l'objectif de donner une image fidèle de la situation financière du groupe.

5.6. Résultats financiers sur cinq ans

Résultats de la société sur les 5 derniers exercices

En euro	2023	2022	2021	2020	2019
Capital en fin d'exercice					
Capital social	11 698 180	11 656 250	11 614 160	11 524 000	11 324 000
Nombre des actions ordinaires existantes	1 169 818	1 165 625	1 161 416	1 152 400	1 132 400
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffre d'affaires hors taxes	9 431 000	12 771 000	13 164 000	11 200 000	11 267 000
Résultat avant impôts, participation, amortissements et provisions	4 061 000	4 881 000	2 970 000	3 359 000	3 024 000
Impôts sur les bénéfices	-45 000	-39 000	154 000	-7 000	35 000
Participation des salariés due au titre de l'exercice	-	-	-	-	-
Résultat après impôts, participation, amortissements et provisions	4 091 000	4 913 000	2 818 000	4 835 000	2 771 000
Résultat distribué	1 123 025	1 072 375	998 818	921 920	962 540
Résultats par action					
Résultat après impôts, participation mais avant amortissements et provisions	3,51	4,22	2,42	2,92	2,64
Résultat après impôts, participation, amortissements et provisions	3,50	4,21	2,43	4,20	2,45
Dividende attribué à chaque action	0,96	0,92	0,86	0,80	0,85
Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	11,5	11,2	11,2	11,2	11,1
Montant de la masse salariale de l'exercice	934 000	902 000	862 000	747 000	800 000
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, œuvres sociales...)	396 000	467 000	371 000	379 000	325 000

5.7. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Aux actionnaires,

I – Opinion sur les comptes annuels

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de votre société ICE GROUPE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre société à la fin de cet exercice.

II – Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

III – Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément. Les titres de participation dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2023 s'établit à 59 572 859 euros sont évalués à leur coût de revient et dépréciés sur la base de leur valeur d'usage selon les modalités décrites en note « Immobilisations financières » de l'annexe.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces valeurs d'utilité, notamment à revoir l'actualisation des perspectives de rentabilité des activités concernées, et à contrôler la cohérence des hypothèses retenues avec les données prévisionnelles issus des plans stratégiques établis pour chacune de ces activités sous le contrôle de la direction générale.

Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

IV – Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données

dans le rapport de gestion établi par le directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

V – Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire.

VI – Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-53 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de leur rapport, étant toutefois rappelé que des

circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclue à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 26 mars 2024

Les commissaires aux comptes

SOCAUDIT
Pierre-Jean FRISON

Serge Kubryk Audit
Daniel MIMOUN

6. Informations sociales, sociétales et environnementales du groupe

6.1. Informations sociales

6.1.1. Les valeurs du groupe

Les entreprises du groupe se sont construites sur des principes éthiques forts : Respect, Esprit d'équipe, Courage, Honnêteté, Transparence.

Ces valeurs sont portées au quotidien par les équipes des différentes sociétés dans leurs relations internes et leurs contacts externes, clients, fournisseurs, institutions.

Elles se traduisent dans les politiques menées et s'intègrent dans la Responsabilité Sociale et Environnementale des sociétés du Groupe.

6.1.2. La politique des relations humaines

La politique des Relations Humaines du groupe vise à soutenir sa croissance et à accompagner ses transformations dans un esprit de confédération d'entreprises.

Les femmes et les hommes contribuent à bâtir le projet humain et social des entreprises du groupe grâce à leurs talents individuels et à la force du collectif.

Les dernières années ont révélé combien il était important d'attirer des talents, de les intégrer au sein des équipes, dans un contexte où le télétravail était encore très fortement pratiqué. Les équipes ont dans leur ensemble fait preuve d'adaptabilité afin de permettre aux nouveaux arrivés de se sentir accueillis et accompagnés, dans un souci constant de respect de la diversité et de l'inclusion.

L'accueil et l'intégration des nouveaux arrivants est d'autant plus important dans un contexte de plus fortes sollicitations et de volatilité.

La généralisation du télétravail dans les métiers où cela était possible a également contribué à modifier les pratiques de management basé sur la confiance, l'autonomie, la responsabilisation.

Le retour à une situation plus normalisée après la crise sanitaire a également mis en évidence la préoccupation constante de veiller à la santé et à la sécurité des membres du personnel et de promouvoir les échanges avec les salariés et les représentants du personnel dans le cadre d'un dialogue constructif et de qualité.

6.1.3. Emploi

La forte progression des effectifs France intègre une évolution importante des effectifs de la société de portage salarial WaT Portage comptant 97 salariés fin décembre 2023 (+76) et constituant une activité particulière au sein du groupe.

Compte tenu de sa forte évolution en 2023 et de sa sortie du groupe au début 2024, les données 2023 détaillées ci-dessous ne l'intègrent pas afin de présenter des comparaisons homogènes et en continuité avec les activités industrielles et d'ingénierie traditionnelles du groupe.

Les données suivantes n'intègrent pas non plus les salariés en contrat d'apprentissage ou de professionnalisation.

a) Effectifs

- Répartition par zone géographique

Présent en France, Angleterre, Espagne, Italie, Belgique, Roumanie, Maroc et Etats Unis, le groupe employait au terme de l'année 2023, 1 060 personnes, hors salariés en alternance :

Exercice	France	Europe hors France	Amérique du Nord	Afrique du Nord	Total
2023	885	91	18	66	1 060
2022	823	79	13	62	977
2021	835	66	14	67	982

- Répartition par nature de contrats

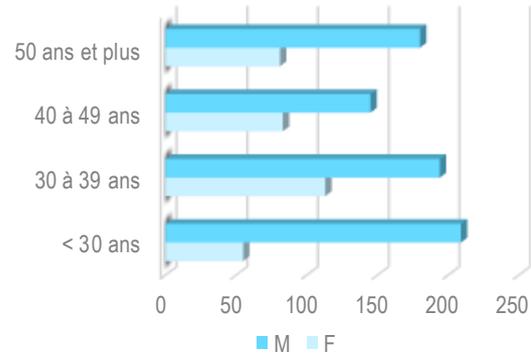
Le Groupe privilégie le recours au contrat à durée indéterminée. La quasi-totalité de l'effectif était ainsi employée sous contrat à durée indéterminée.

Exercice	CDI	CDI de chantier	CDD	Total
2023	1 038	7	15	1 060
2022	946	9	22	977
2021	934	13	35	982

- Répartition par tranches d'âge

Le groupe veille à permettre aux jeunes générations de s'intégrer dans la vie professionnelle. Ainsi, 5,9% de l'effectif était âgé de moins de 25 ans, employés dans leur quasi-totalité en contrat à durée indéterminée.

Il s'appuie également sur l'expertise des générations plus âgées. Les salariés âgés de 55 ans et plus représentaient ainsi 15% de l'effectif total :



L'âge moyen était inchangé, à 39-40 ans :

Exercice	France	Europe hors France	Amérique du Nord	Afrique du Nord	Total
2023	40 ans	42 ans	36 ans	42 ans	40 ans
2022	39 ans	42 ans	32 ans	40 ans	39 ans
2021	40 ans	42 ans	33 ans	39 ans	40 ans

- Répartition par sexe

En lien avec le caractère technique des métiers du groupe et les choix de formation initiale des femmes et des hommes, les salariés de sexe masculin occupaient une part importante de l'effectif. Toutefois, la proportion des femmes a continué sa progression en 2023 par rapport aux années précédentes, à 31,3%, contre 31,2% en 2022 et 30,2% en 2021.

En France, la part des femmes dans l'effectif total représentait 24,75% en 2023, en légère régression.

	Hommes	Femmes	Total
France	666	219	885
Europe hors France	47	44	91
Amérique du Nord	12	6	18
Afrique du Nord	3	63	66
Total 2023	728	332	1 060
Total 2022	672	305	977
Total 2021	685	297	982

La proportion de femmes atteignait 40,9 % dans le secteur Energie et Industrie.

- Répartition par catégories professionnelles

Les spécialités à haut niveau d'expertise technique des entreprises du groupe (énergie, ingénierie technique et logicielle, automatismes, contrôle-commande et systèmes embarqués...), conduisent à une forte proportion d'ingénieurs. L'effectif total comprenait ainsi une part de 57% d'Ingénieurs / cadres, ce qui représente une grande stabilité de l'emploi des cadres.

La catégorie des ouvriers est celle qui a le plus augmenté entre 2022 et 2023 en progressant de 10%.

Exercice	IC	ETAM	Ouvrier	Total
2023	605	213	242	1 060
2022	557	200	220	977
2021	543	217	222	982

b) Recrutements

La politique de recrutements du groupe privilégie le recours à des emplois à durée indéterminée et ne réserve qu'une place marginale aux emplois en contrat à durée déterminée.

Dans un contexte général de tension sur l'emploi, le recrutement s'est maintenu à un haut niveau. Ainsi 249 personnes ont rejoint le Groupe en 2023, hors contrats en alternance, révélant la permanence de notre politique de recrutement.

Exercice	France	Europe hors France	Amérique du Nord	Afrique du Nord	Total
2023	204	23	3	19	249
2022	192	30	4	24	250
2021	169	17	6	28	220

Ces recrutements ont été réalisés très majoritairement en contrats à durée indéterminée. Le nombre de recrutements en CDD a diminué fortement.

Exercice	CDI	CDI de chantier	CDD	Total
2023	228	0	21	249
2022	219	0	31	250
2021	166	3	51	220

Ils se sont adressés à 56% à des profils ingénieurs / cadres :

Exercice	IC	ETAM	Ouvrier	Total
2023	138	33	78	249
2022	140	45	65	250
2021	134	32	54	220

Le secteur de l'Ingénierie reste majoritaire au niveau des recrutements (128 sur 249), soit 51,4 %, mais le secteur de l'énergie s'est montré dynamique (120 sur 249 recrutements).

En lien avec les compétences technologiques recherchées, c'est la tranche d'âge inférieure à 30 ans qui a concentré l'essentiel des recrutements :

	2021	2022	2023
< 30 ans	107	110	109
30 à 39 ans	54	63	82
40 à 49 ans	37	52	36
50 ans et plus	22	25	22
Total	220	250	249

Par ailleurs, les recrutements en France ont porté pour la moitié d'entre eux sur des salariés à Bac + 5 ou plus.

La part des femmes dans les recrutements s'est établie à 32,5%, après 38,4% en 2022, ce qui démontre la capacité des entreprises du groupe à attirer les femmes dans des métiers techniques, que ce soit dans des métiers de conception ou de production.

Exercice	Hommes	Femmes	Total	% femmes
2023	168	81	249	32,5%
2022	154	96	250	38,4%
2021	151	69	220	31,4%

c) Départs

195 salariés ont quitté le groupe en 2023, dont 171 départs de salariés en CDI, ce qui représente une diminution assez forte après une année 2022 qui avait connu un nombre de départs équivalent au nombre d'arrivées. Le solde de 2023 est donc positif.

	2021	2022	2023
Nombre total de départs de CDI	135	207	171
Dont nombre de licenciements	10	12	6
Dont nombre de démissions	91	121	111
Dont nombre de départs retraite	13	13	10

Compte tenu des caractéristiques de son marché de l'emploi, c'est le secteur de l'ingénierie qui a concentré la plus grande part des départs (61% des départs de salariés employés en CDI). Les ingénieurs et cadres ont représenté deux tiers des départs :

Départs de salariés en CDI par catégories

	IC	ETAM	Ouvrier	Total
2023	113	24	34	171
2022	120	51	36	207
2021	80	36	19	135

34% des départs ont concerné des salariés âgés de moins de 30 ans.

	2021		2022		2023	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
< 30 ans	54	40%	66	32%	58	34%
30 à 39 ans	36	27%	64	31%	52	30%
40 à 49 ans	18	15%	33	16%	31	18%
50 ans et plus	27	18%	44	21%	30	18%
Total	135		207		171	

69% des départs ont impacté la tranche d'ancienneté inférieure à 5 ans. Lors de la première année, les deux tiers des départs sont intervenus par rupture de période d'essai.

La part des femmes dans les départs a été de 24% en 2023.

6.1.4. Rémunérations

La politique de rémunération des entreprises du Groupe s'appuie sur la conviction qu'il n'y a pas de performance économique sans un environnement social de qualité. Elle vise ainsi à attirer et fidéliser les talents, à leur proposer des parcours de carrière motivants, et à encourager la performance et l'engagement de ses salariés, individuellement et collectivement.

Les entreprises du groupe veillent à proposer à leurs salariés un dispositif de rémunération compétitif et équitable, en adéquation avec les pratiques observées pour chaque métier sur le marché et adapté aux spécificités locales des pays dans lesquels elles exercent leurs activités. Celui-ci comporte selon les situations, rémunération fixe, primes, rémunération variable, et avantages sociaux.

Chaque société s'assure de l'équité des rémunérations à équivalence de poste et de performance.

Milliers d'euro	2021	2022	2023
Salaires et traitements	40 005	43 346	46 802
Charges sociales	16 405	17 337	18 329

Extrait comptes de résultat consolidé

En France, des accords de participation et d'intéressement permettent d'associer les membres du personnel aux résultats. Les montants de participation distribuables au titre de l'exercice 2023 ont représenté 641.887 euro.

En matière de protection sociale, la politique du groupe a pour objectif d'assurer aux membres du personnel et à leur famille l'accès à un système de santé de qualité et à les protéger par un soutien financier dans les moments difficiles. Elle se traduit par des dispositifs incluant une couverture des frais de santé, une assurance décès et invalidité.

6.1.5. Organisation du temps de travail

Les entreprises du groupe s'efforcent de créer des conditions de travail facilitant la collaboration, l'agilité collective et la créativité.

L'organisation du travail est définie dans chaque société du groupe en fonction du contexte local et de l'activité et dans le respect des obligations légales et contractuelles. Dans les sociétés comportant une représentation syndicale, l'organisation du temps de travail a fait l'objet d'accords collectifs.

Cette organisation intègre la flexibilité des horaires de travail (horaires individualisés, aménagement d'horaires, temps partiel...). Dans ce cadre, 33 personnes exerçaient leur activité à temps réduit, pour la quasi-totalité à leur demande, ce qui représentait 3.7% de l'ensemble de l'effectif.

En France, les sociétés relèvent de différentes conventions collectives (métallurgie, bureaux d'études techniques, commerce de gros, portage salarial). Les statuts horaires pratiqués dans les entreprises du groupe résultent des accords signés dans les branches ou au sein des entreprises : il s'agit notamment de forfaits sans référence horaire pour les cadres dirigeants, de forfaits annuels en jours, de forfaits en heures, de la mise en œuvre des modalités 1, 2 ou 3 de la branche bureaux d'études techniques, d'horaires base 35 heures (hebdomadaires, en moyenne, avec modulation, avec attribution de JRTT), et d'horaires base 39 heures hebdomadaires.

En France, 11.442 heures supplémentaires ont été réalisées en 2023, équivalent au niveau de 2021, après une diminution sensible en 2022.

Certaines sociétés du groupe ont pu poursuivre la pratique du télétravail, lorsque les activités le permettent.

6.1.6. Formation

La politique de formation a pour objectifs principaux de transmettre les savoirs et savoir-faire du groupe, de maintenir à un haut niveau les compétences des équipes afin de répondre aux attentes de nos clients et rester un partenaire reconnu pour notre technicité.

Les sociétés du groupe mettent en place des formations pour favoriser l'évolution et les parcours professionnels et garantir l'intégration des salariés.

Ces formations sont construites en cohérence avec l'évolution des besoins de compétences et les attentes des membres du personnel qui peuvent être exprimées lors de différents entretiens, ainsi qu'avec l'évolution des organisations et des obligations légales et réglementaires.

L'offre de formation concerne différents domaines d'expertise. Elle intègre des formations aux règles d'hygiène, de sécurité et de qualité, des formations techniques sur les métiers du Groupe, des formations tournées vers le service client et des sessions dédiées au management. Les actions de formation comportent un dispositif d'évaluation qui permet d'en mesurer l'efficacité.

6.430 heures de formation ont été recensées en 2023 dans les sociétés du groupe. D'autres actions de formation, non répertoriées et réalisées en interne permettent d'accompagner la progression des salariés dans la maîtrise de leurs postes de travail et leur évolution.

6.1.7. Santé et sécurité

La politique générale des entreprises du groupe vise à anticiper et prévenir les risques liés au travail, y compris les risques psychosociaux et à assurer la qualité des conditions d'hygiène, de sécurité, de santé et de vie au travail.

Différentes actions (sensibilisation, prévention, formations adaptées à l'environnement des différentes activités) sont menées pour prévenir les risques professionnels (gestes et postures, règles de sécurité, risque incendie, conduite préventive...).

La politique sécurité s'appuie sur l'encadrement, chargé de mettre en œuvre les mesures de prévention des risques et de prendre les mesures nécessaires pour éviter les situations à risque. Elle repose également sur les salariés, acteurs de leur propre sécurité.

Certaines des sociétés du groupe s'engagent à développer des politiques sécurité visant à obtenir des certifications en la matière.

Les actions engagées au sein des entreprises et l'implication des salariés ont permis d'aboutir à un nombre d'accidents de travail limité : 12 accidents du travail ont ainsi été identifiés en 2023, dont 8 ont entraîné un arrêt de travail supérieur à une journée. 4 accidents de trajet ont également été déclarés, dont 2 ont entraîné un arrêt de travail supérieur à la journée. Ces accidents sont analysés afin de prendre les mesures correctives nécessaires et s'assurer que ces accidents ne peuvent constituer une fatalité.

6.1.8. Qualité de vie au travail

Les entreprises du groupe sont attentives à pouvoir offrir un environnement de travail de qualité avec des locaux modernes, adaptés et accessibles, notamment en transport en commun et un climat social serein.

Différentes mesures concourent à l'équilibre vie personnelle - vie professionnelle :

- une réelle flexibilité dans l'organisation du travail (horaires variables...);
- des aménagements des temps de travail (temps partiel choisi, forfait jours réduit, aménagement du travail sur 4 ou 4.5 jours,...) ;
- de bonnes pratiques sur l'organisation des réunions ;
- la mise en œuvre du droit à la déconnexion...

Par ailleurs des mesures spécifiques peuvent être prises pour la parentalité (télétravail pour salariée en maternité, réservations de berceaux en crèche...)

La crise sanitaire avait également eu pour effet de mettre en œuvre des organisations en télétravail, lorsque les activités le permettaient. Cette pratique perdure dans des conditions qui sont redéfinies, et avec pour objectif de conserver le même niveau de qualité du travail, tout en améliorant la qualité de vie, notamment lorsque les temps de déplacements sont importants. Il sera nécessaire de veiller à la préservation de l'équilibre entre la vie personnelle et la vie professionnelle, par le respect notamment du droit à la déconnexion.

6.1.9. Relations sociales

Les entreprises du groupe veillent à maintenir et à développer un dialogue social permanent entre les directions, les salariés et leurs représentants (là où ils sont constitués), dans le respect des droits syndicaux et avec une attitude de neutralité à l'égard des différentes organisations syndicales.

En France, les sociétés dont l'effectif le permet ont mis en place des CSE.

En 2023, une société comportait une représentation syndicale après les élections qui sont intervenues au cours de cette année.

Afin de faciliter l'exercice de leur mission par les représentants du personnel, un accord de mise en place du CSE prévoit en sus des obligations légales liées à l'effectif de la société ou à son activité, la mise en place de commissions santé sécurité conditions de travail et de représentants de proximité. En outre, pour assurer au mieux l'information des suppléants sur les aspects économiques, sociaux et financiers et leur permettre de pallier dans les meilleures conditions toute absence inopinée d'un titulaire à venir, il a été prévu que les suppléants assistent, même en cas de présence des titulaires, aux réunions concernant les 3 consultations principales (orientations stratégiques, situation économique et financière, politique sociale)

6.1.10. Égalité de traitement

Les entreprises du groupe veillent à garantir des environnements de travail où chacun puisse se développer, quels que soient son origine sociale, culturelle, sa religion, son genre, son orientation sexuelle, son âge ou son éventuel handicap.

Elles s'appuient uniquement sur des critères professionnels qu'il s'agisse de recrutement, ou d'évolution de carrière.

- Répartition par sexe

Le Groupe veille à ce que ses métiers soient accessibles aux femmes comme aux hommes, au niveau du recrutement et de l'évolution professionnelle.

Cependant, la nature très technique des métiers du groupe s'est historiquement traduite par une faible part des femmes dans les effectifs des sociétés du groupe et une sous-représentation des hommes dans certains métiers.

La part des femmes a progressé dans chaque catégorie, atteignant 31,3% en 2023 :

Exercice	IC	ETAM	Ouvrier	Total
2021	108 19,9%	65 29,9%	124 55,8%	297 30,2%
2022	112 20,1%	64 32,0%	129 58,7%	305 31,2%
2023	120 19,8%	70 32,8%	142 58,7%	332 31,3%

Dans les métiers de la conception, qui représentent 40,3% des emplois du groupe, en légère régression par rapport à 2022 (43,3% des emplois), la proportion de femmes est restée stable et représente 12,4% des effectifs de ces métiers (pour 12,5% en 2022).

Dans les autres métiers, la part des femmes est plus importante. Ce sont les métiers liés à la gestion ou à la Qualité qui attirent le plus les femmes.

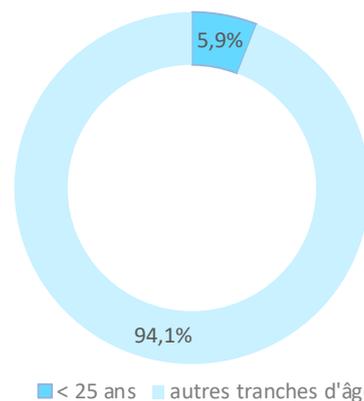
- Répartition par tranches d'âge et catégories professionnelles

En France, la réglementation impose aux entreprises de plus de 50 salariés de calculer un index sur l'égalité professionnelle. Cinq sociétés sont concernées. Pour deux d'entre elles, la répartition des effectifs par catégorie professionnelle et tranche d'âge ne permet pas de calculer l'index. Pour les trois autres, les résultats obtenus sont compris entre 76 et 86 points sur 100.

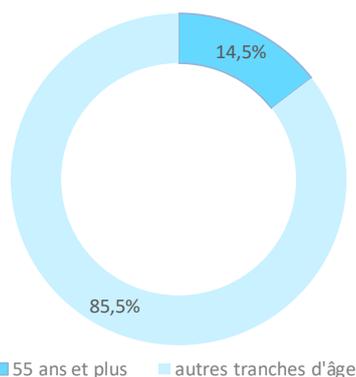
La volonté de proscrire toute discrimination guide également la politique des entreprises du groupe en matière de diversités intergénérationnelles. Celles-ci veillent à insérer les jeunes dans le monde du travail et à permettre aux plus âgés de continuer à exercer leurs activités et à évoluer.

- Embauches 2023

Ainsi les jeunes de moins de 25 ans employés par les sociétés du groupe représentaient 5,9% de l'effectif total, mais ont surtout représenté 17,7% des embauches en 2023, en progression par rapport à 2022 (14%) :



Les salariés âgés de 55 ans et plus représentaient 14,5% de l'effectif total et 4,6% des embauches :



- Handicap 2023

La politique du groupe vise également à permettre aux personnes en situation de handicap de conserver leur poste de travail en l'aménageant si nécessaire et de développer leurs compétences. L'inclusion des personnes en situation de handicap est également une source de développement des autres collaborateurs et d'ouverture sur l'appréciation des différences.

En France, les sociétés employant au moins 20 salariés ont pour obligation de participer au développement de l'emploi des personnes handicapées.

Les sociétés concernées s'acquittent de leur obligation en employant en interne des personnes en situation de handicap, en confiant de l'activité au secteur protégé, ou éventuellement en versant une contribution à l'AGEFIPH.

Elles s'attachent à expliquer le handicap dans l'entreprise et à sensibiliser les salariés aux défis des personnes en situation de handicap. 39 salariés ont déclaré leur statut de personnes reconnues en situation de handicap au sein des sociétés françaises du groupe, ce qui représente 4,4% de l'effectif en France.

6.1.11. Informations relatives aux plans de réduction des effectifs

Le Groupe n'a engagé aucun plan de réduction d'effectifs en 2023. Un licenciement économique individuel a toutefois été prononcé dans une des filiales du groupe.

Lors des opérations de croissance externe, le groupe veille à maintenir les équipes en place.

6.2. Informations sociétales

Les sociétés du Groupe cherchent à renforcer leur politique RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises). A ce titre plusieurs d'entre elles participent au processus d'évaluation ECOVADIS leur permettant de mesurer leurs actions et de poursuivre leurs progrès dans ces domaines.

6.2.1. Prévention des atteintes aux Droits humains et aux libertés fondamentales

Le groupe promeut le respect de l'ensemble des Droits Humains et Libertés Fondamentales internationalement reconnus. Il se réfère en particulier à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, aux Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux Droits de l'Homme, et aux Conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail :

- Conventions n° 138 et 182 de l'Organisation Internationale du Travail sur l'abolition du travail des enfants.

- Convention n° 29 de l'Organisation Internationale du Travail sur le travail forcé.

- La Convention n°87 sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical.

- La Convention n°98 sur le droit d'organisation et de négociation collective.

- La Convention n°100 sur l'égalité de rémunération.

- La Convention n°105 sur l'abolition du travail forcé.

- La Convention n°111 concernant la discrimination (emploi et profession).

6.2.2. Impact territorial, économique et social

Les dernières opérations de croissance externe ont renforcé la part des activités en province, à l'extérieur de l'immense territoire économique de la région parisienne. Le Groupe ICE n'est pas un acteur économique significatif dans les différentes zones dans lesquelles les sociétés du groupe sont implantées. A ce titre, il ne contribue pas à l'emploi au niveau local.

L'activité des entreprises du groupe n'a pas d'effet significatif sur les populations locales.

6.2.3. Relations entretenues avec les personnes ou les organisations intéressées par l'activité de la société

Le groupe a défini dans une charte les principes selon lesquels le mécénat s'exerce.

Il attache une grande importance au dialogue avec les différents interlocuteurs concernés par son activité (salariés, actionnaires, partenaires professionnels ou commerciaux, fournisseurs...).

6.2.4. Sous-traitance et fournisseurs

Le groupe travaille avec de nombreux fournisseurs pour couvrir ses besoins en matières premières, sous-traitance, emballages et équipements de production.

Il développe une relation équilibrée et pérenne avec les sous-traitants et fournisseurs dans le respect des enjeux sociaux et environnementaux.

Il demande à ces derniers de respecter les exigences sociales (concernant la liberté du travail, la discrimination, le harcèlement, le travail des enfants, les rémunérations, le temps de travail, la liberté syndicale, l'hygiène et la sécurité...), environnementales (réduction des impacts environnementaux, utilisation de technologies respectueuses de l'environnement, réduction des déchets, respect des réglementations et normes) et de la lutte anti-corruption.

6.2.5. Loyauté des pratiques

Le Groupe veille à agir en toutes circonstances dans le respect de ses principes éthiques et à se conformer aux lois et règlements en vigueur dans tous les pays où il est présent. La Charte Éthique proscrit toute forme de corruption et définit les exigences relatives à l'application des Lois, au respect des droits fondamentaux, au respect du droit de la concurrence, à la lutte contre la corruption, à la neutralité politique etc.... Le groupe a ainsi notamment établi un code de conduite définissant et illustrant les différents types de comportement à proscrire comme étant susceptibles de caractériser des faits de corruption ou de trafic d'influence et mis en place un dispositif d'alerte interne. Ce dispositif d'alerte interne permet aux salariés de s'exprimer en toute confidentialité sur l'existence de conduites ou de situation qui seraient contraires au code de conduite du groupe...

6.3. Conséquences environnementales de l'activité du groupe en 2023

Conformément à l'article L. 225-102-1 du Code de commerce, les conséquences environnementales de l'activité de ICE Groupe en 2023 sont présentées ci-dessous.

4.3.1. Politique générale en matière environnementale

ICE Groupe s'attache à réaliser son activité dans le respect de l'environnement et incite l'ensemble de ses entités à avoir une démarche environnementale proactive. La direction de ICE Groupe a la charge de coordonner l'ensemble des actions environnementales. Le rôle de chargé de RSE Groupe est exercé par le secrétaire général, en lien avec des correspondants RSE au sein de chaque filiale.

La nature décentralisée conférant une grande autonomie opérationnelle aux sociétés du Groupe explique que de nombreuses bonnes pratiques et actions de sensibilisation sont menées à l'échelle de la filiale, à l'initiative de sa direction.

Parmi les 23 sociétés composant le Groupe, ICE, Médiane Système et WorldCast Systems (représentant 39% des effectifs totaux au 31 décembre 2023 hors portage) sont certifiées ISO 14001. Leurs directions s'engagent à mettre en place les ressources et à effectuer les évolutions de l'organisation jugées nécessaires au responsable qualité et environnement et aux pilotes des processus, afin qu'ils atteignent leurs objectifs.

A fin 2023, plusieurs sociétés du Groupe avaient reçu le label EcoVadis – une évaluation basée sur des preuves de la responsabilité sociétale des entreprises et dont le spectre couvre la dimension environnementale. C'est ainsi le cas de EC2E, ICE, Médiane Système, MtC et WaT, ces sociétés représentant plus de la moitié de l'effectif du Groupe.

4.3.2. Usage des biens et services produits par l'entreprise

Les technologies et produits développés par ICE Groupe le placent au cœur de la transition énergétique et des outils numériques

4.3.3. Nos indicateurs d'impact environnemental en 2023

Indicateur	2023	2022	2021	Unité
Utilisation des sols				
Supercifie totale (construits utilisés)	43 378	39 287	39 919	m ²
Electricité				
Consommation annuelle	1 437 572	1 509 439	1 530 719	kWh
Gaz naturel				
Consommation annuelle	1 464 751	1 416 958	2 098 106	kWh
Déchets				
% de salariés pratiquant le tri sélectif	73%	81%	81%	
Quantité totale de déchets pris en charge	119 140	117 376	116 118	kg
Quantité totale de D3E ou DID enlevés par un prestataire	7 820	7 396	3 101	kg
Papier				
Quantité totale de papier consommé	6 315	5 410	11 247	kg
Part de papier recyclé	36%	19%	33%	
Eau				
Consommation annuelle	5 900	8 346	8 045	m ³
Déplacements professionnels				
Moyenne des émissions de CO2 de la flotte de véhicules de société	135	117	116	g CO2 / km
Kilométrage parcouru par les véhicules de société	2 239 767	2 263 756	2 433 169	km
Soit, par salarié	2 461	2 635	2 975	km

Périmètre : France et Europe. N'inclut pas les intérimaires ou portés. WorldCast à partir du 1er juillet

prouvant un monde plus propre et plus sûr. ICE Groupe a notamment un lien très fort avec le secteur électrique français, un des plus faibles émetteurs de CO2 par kWh et euro de PIB des pays de l'OCDE.

Ainsi, les systèmes de contrôle commande numérique développés et intégrés par ICE pour RTE permettent d'exploiter en toute flexibilité et sécurité une production massive d'énergie décarbonée d'origine nucléaire ou renouvelable (« Smart grids »). Exerçant des missions de service public, ce client historique est garant d'un haut niveau de qualité de desserte de l'électricité sur tous les territoires pour l'ensemble des citoyens et mène une politique volontariste répondant aux objectifs du Plan Climat de juillet 2017.

Le Groupe est également très impliqué dans le secteur ferroviaire français, un mode de transport particulièrement efficient d'un point de vue environnemental. Les protections pour caténaires ferroviaires vendues par ICE promeuvent par exemple la fiabilité de fonctionnement du réseau TGV. De même, Médiane Système contribue grâce à sa forte expertise logicielle à l'élaboration de systèmes de signalisation permettant aux opérateurs ferroviaires de garantir les normes les plus élevées en matière de sécurité et de fluidité des déplacements grâce à des solutions urbaines et grandes lignes. Clearsy, qui a intégré le Groupe au 1er janvier 2024, apporte une expertise de pointe pour concevoir et déployer des systèmes sécuritaires facilitant l'exploitation et protégeant la vie des personnes, comme le système de commande des portes palières des métros automatiques, ou des dispositifs d'arrêt automatique de trains.

Dans le monde de la diffusion media, WorldCast Systems a développé l'algorithme IA SmartFM qui permet aux diffuseurs radio de réduire leur consommation électrique jusqu'à 40% (sans aucun compromis de qualité). Cette solution a notamment été déployée récemment à grande échelle en Allemagne.

Les déchets sont essentiellement produits dans le cadre de l'activité des sociétés de la branche Energie et Industrie du Groupe. Ils correspondent typiquement à des matières telles que du bois ou du métal et à des composants tels que des câbles ou des écrans. Sauf exception, ils sont régulièrement relevés et valorisés par des prestataires spécialisés.

Après sa forte chute en 2022 sous l'effet de températures favorables et d'actions internes, la consommation de gaz naturel du Groupe s'est stabilisée l'année dernière. Diverses actions de réduction de leur consommation énergétique ont continué d'être menées au sein de certaines sociétés l'année dernière (comme l'installation de minuteurs ou de thermostats).

4.3.4. Rejets dans l'air et gaz à effet de serre

Les activités réalisées sur les sites du Groupe ne sont à l'origine d'aucun rejet significatif de polluants dans l'atmosphère.

Etant donné l'activité des sociétés du Groupe, la plupart des entreprises de services d'ingénierie faiblement consommatrices de matières ou d'énergie, la première source d'émissions directes de gaz à effet de serre provient dans notre analyse des déplacements réalisés par les salariées dans le cadre de leur trajet quotidien domicile-travail. Dans ces conditions, nous nous sommes attachés à quantifier ces émissions, afin d'être en mesure d'agir en cas d'anomalies constatées.

4.3.5. Collecte des données relatives aux déplacements des salariés

Les résultats présentés correspondant à une démarche de « meilleur effort » et comportent une part jugée raisonnable d'approximations et d'extrapolations. Une hypothèse forte est que le taux moyen d'émissions de CO₂ de 123 grammes par kilomètre réalisé par salarié dans le cadre de leurs déplacements domicile-travail (extrait de l'enquête 2019 et comparable à celui des véhicules neufs vendus en France en 2013) n'a pas varié depuis – ce qui introduit un biais prudent.

Emissions de CO ₂ liées aux déplacements (tonnes)	2023	2022	2021
Trajets domicile-travail			
Voitures personnelles (dont assistance tech.)	495,1	517,6	546,7
Deux roues motorisés	9,7	10,0	10,2
Autres trajets professionnels			
Voitures personnelles	116,2	144,8	134,2
Véhicules de société	292,7	259,3	276,7
Total	913,7	931,7	967,7
Soit, par salarié	1,00	1,08	1,18

Périmètre : personnel salarié France, hors intérim et portage

Après avoir rebondi en 2021 (dans un contexte de reprise des interventions sur site), puis diminué en 2022 (avec l'accroissement du travail à distance), le kilométrage parcouru par les salariés du Groupe dans le cadre de leurs déplacements professionnels a encore diminué en 2023. Cette évolution s'explique essentiellement par la réduction de la part des prestations d'assistance technique chez Médiane Système, activité dans laquelle les salariés utilisent la voiture à 71% (contre 47% pour les activités en agence). Les émissions de CO₂ liées aux déplacements, estimées à 1,00 tonne par salarié en 2023, sont donc ressorties en baisse de -7% par rapport à l'année précédente.

4.3.6. Mesures prises relatives à la lutte contre le gaspillage alimentaire

ICE Groupe ne transforme et ne commercialise pas de denrées alimentaires. Par ailleurs, seule une des 27 implantations géographiques du Groupe, représentant 6% de l'effectif consolidé à fin 2023, dispose d'un restaurant d'entreprise (sans préparations réalisées en interne). A ce titre, compte tenu du faible enjeu que constitue le gaspillage alimentaire pour le Groupe, il n'y a pas de plan d'action spécifique engagé sur ce sujet, au-delà des mesures de vigilance et de bon sens que le Groupe exerce sur l'ensemble de ses consommations et déchets.

Correspondance avec la liste des indicateurs Grenelle II (Article R. 225-105-1 du Code de commerce)

Pour être retenus, les indicateurs ont dû à la fois être pertinents pour les métiers de ICE Groupe et calculables de façon fiable. Ont été considérées comme non pertinentes dans le cadre du présent rapport :

- les mesures prises pour préserver la biodiversité ;
- les mesures d'adaptation aux conséquences du changement climatique ;
- les nuisances sonores et lumineuses.

7. Assemblée générale 2024

7.1. Ordre du jour

- ✓ Rapport de gestion du Directoire pour l'exercice 2023,
- ✓ Rapport du Conseil de surveillance pour l'exercice 2023,
- ✓ Rapports des Commissaires sur les comptes consolidés et sociaux de cet exercice et sur les conventions visées par l'article L 225-86 du Code de commerce,
- ✓ Approbation desdits comptes et conventions,
- ✓ Affectation des résultats,
- ✓ Fixation des jetons de présence du Conseil de surveillance,
- ✓ Renouvellement du mandat de M. Jacques Boulard en tant que membre du Conseil de surveillance,
- ✓ Renouvellement du mandat de Socaudit en tant que commissaire aux comptes titulaire.

7.2. Résolutions présentées par le directoire

RÉSOLUTIONS 1, 2, 3 ET 4 : APPROBATION DES COMPTES ANNUELS, AFFECTATION DU BÉNÉFICE DE L'EXERCICE 2023, FIXATION DU DIVIDENDE

Exposé des motifs

Bien que le bénéfice social soit cette année en diminution, l'amélioration des résultats consolidés, les perspectives de moyen-long terme favorables et la hausse générale des prix, nous conduisent à vous proposer une augmentation des attributions aux actionnaires par un dividende unitaire de 0,96 euro, à rapprocher de 0,92 euro l'exercice précédent, soit +4,36%. Sur les dix dernières années, l'augmentation moyenne annuelle des dividendes versés a ainsi dépassé de près de 1 point celle de l'indice général des prix INSEE (hors tabac), +2,55% et +1,65%. Le montant global affecté aux 1.169.818 actions existantes serait donc de 1.123.025 euro, représentant 27,4% du bénéfice social, contre 21,8% l'année dernière.

Il est rappelé que, pour tous les actionnaires personnes physiques résidant en France, les distributions de dividendes sont soumises depuis 2018 au prélèvement forfaitaire unique (PFU) de 30%, se répartissant entre un prélèvement fiscal forfaitaire de 12,8% (pouvant être supprimé si le revenu fiscal de référence ne dépasse pas 50.000 euro pour un célibataire, divorcé ou veuf et 75.000 euro pour un couple) et des prélèvements sociaux de 17,2%. Par ailleurs, il leur est toujours possible d'opter pour l'imposition au barème progressif, ce qui permet de continuer à profiter de l'abattement de 40%.

Comme le prévoit la Loi, nous vous rappelons que les distributions effectuées au titre des trois derniers exercices ont été les suivantes :

En euro	Brut	Retenue ⁽¹⁾	Net ⁽²⁾
2020	921 920,00	-276 576,00	645 344,00
2021	998 817,76	-299 645,33	699 172,43
2022	1 072 375,00	-321 712,50	750 662,50

(1) Prélèvements à la source, social 17,2% & fiscal 12,8%

Montants théoriques appliqués aux résidents français et hors PEA.

Nous vous proposons donc que le bénéfice social de 4.091.003,80 euro et le report à nouveau antérieur de 1.348.904,67 euro, soit au total 5.439.908,47 euro, soient répartis de la façon suivante :

- Dividendes	1.123.025,28
- Réserve légale	4.193,00
- Réserves facultatives	3.000.000,00
- Report à nouveau	<u>1.312.690,19</u>
Total	5.439.908,47

Première résolution

Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2023 et quitus

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Directoire, du rapport du Conseil de surveillance et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l'exercice 2023, approuve ces rapports dans leur intégralité, ainsi que les comptes consolidés de l'exercice 2023 tels qu'ils ont été arrêtés par le Directoire et présentés à l'assemblée générale.

En conséquence, l'assemblée générale donne aux membres du Directoire et du Conseil de surveillance quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour l'exercice écoulé.

Deuxième résolution

Approbation des comptes sociaux de l'exercice 2023 et quitus

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Directoire, du rapport du Conseil de surveillance et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux de l'exercice 2023, approuve ces rapports dans leur intégralité, ainsi que les comptes sociaux de l'exercice 2023 faisant ressortir un bénéfice net de 4.091.003,80 euro, contre 4.912.551,65 euro au 31 décembre 2022.

En conséquence, l'assemblée générale donne aux membres du Directoire et du Conseil de surveillance quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour l'exercice écoulé.

Troisième résolution

Conventions réglementées

L'assemblée générale prend acte du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L 225.86 du code de commerce.

Quatrième résolution

Affectation des résultats et fixation du dividende

L'assemblée générale décide d'affecter les bénéfices distribuables à savoir :

- bénéfice de l'exercice 2023	4.091.003,80
- report à nouveau antérieur	<u>1.348.904,67</u>
soit un total de :	5.439.908,47

de la façon suivante :

- dividendes	1.123.025,28
- réserve légale	4.193,00
- réserves facultatives	3.000.000,00
- report à nouveau	<u>1.312.690,19</u>
soit un total de :	5.439.908,47

Le dividende ressort donc à 0,96 euro pour chacune des 1.169.818 actions de 10 euro de nominal.

Il est précisé que, pour tous les actionnaires personnes physiques résidant en France, les distributions de dividendes sont soumises depuis 2018 au prélèvement forfaitaire unique (PFU) de 30%, se répartissant entre un prélèvement

fiscal forfaitaire de 12,8% (pouvant être supprimé si le revenu fiscal de référence ne dépasse pas 50.000 euro pour un célibataire, divorcé ou veuf et 75.000 euro pour un couple) et des prélèvements sociaux de 17,2%. Par ailleurs, il leur est toujours possible d'opter pour l'imposition au barème progressif, ce qui permet de continuer à profiter de l'abattement de 40%.

Ce dividende sera mis en paiement à l'issue de l'assemblée générale.

Conformément à l'article 243 bis de la loi 2006-1719 du 30 décembre 2005, il est rappelé que le montant du dividende distribué au titre des actions a été :

En euro	Brut	Retenue ⁽¹⁾	Net ⁽²⁾
2020	921 920,00	-276 576,00	645 344,00
2021	998 817,76	-299 645,33	699 172,43
2022	1 072 375,00	-321 712,50	750 662,50

(1) Prélèvements à la source, social 17,2% & fiscal 12,8%
Montants théoriques appliqués aux résidents français et hors PEA.

RÉSOLUTIONS 5, 6 ET 7 : RENOUELEMENT DES MANDATS D'UN MEMBRE AU CONSEIL DE SURVEILLANCE ET DU COMMISSAIRE AUX COMPTES TITULAIRE ET FIXATION DES JETONS DE PRÉSENCE

Exposé des motifs

Jetons de présence

Intégrant la part de son président, la rémunération globale versée au Conseil de surveillance au titre de l'exercice 2023 a été de 94.020 euro.

Comme les dividendes, les jetons de présence avaient été légèrement augmentés l'année dernière par rapport à leur niveau avant la diminution de l'année précédente. Cette année, il vous est proposé une augmentation des jetons de présence du Conseil de surveillance à l'instar des dividendes.

Cela correspondrait globalement à des jetons de 48.480 euro.

Renouvellement du mandat d'un membre du Conseil de surveillance

Le mandat de Monsieur Jacques Boulard, président du Conseil, renouvelé en avril 2018, vient à terme avec la

présente assemblée du 26 avril 2024. Il est candidat pour un renouvellement de ses mandats jusqu'en 2030.

Renouvellement du mandat du commissaire aux comptes titulaire

Le mandat de la Socaudit, représentée par M. Pierre-Jean Frison, en tant que commissaire aux comptes titulaire, venant à expiration avec la présente assemblée, nous vous proposons une résolution en vue de son renouvellement pour une durée de six années.

Le mandat de J. Causse et associés, en tant que commissaire aux comptes suppléant, venant également à expiration, ne serait pas renouvelé.

Cinquième résolution

Fixation du montant des jetons de présence

L'assemblée générale décide de fixer globalement le montant des jetons de présence du conseil de surveillance à 48.480 euro pour l'exercice en cours.

Sixième résolution

Nomination de M. Jacques Boulard en qualité de membre du Conseil de surveillance

L'assemblée générale renomme M. Jacques Boulard membre du Conseil de surveillance. Le mandat de M. Jacques Boulard d'une durée de six ans expirera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2029.

Septième résolution

Nomination de Socaudit en qualité de commissaire aux comptes

L'assemblée générale renomme la Socaudit, représentée par M. Pierre-Jean Frison, commissaire aux comptes titulaire. Son mandat expirera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2029.

Huitième résolution

Non renouvellement de J. Causse et associés en qualité de commissaire aux comptes suppléant

L'assemblée générale décide de ne pas renommer J. Causse et associés en tant que commissaire aux comptes suppléant.

Neuvième résolution

Pouvoirs pour formalités

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes pour faire tous dépôts et publications prévus par la loi.

7.3. Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

Exercice clos au 31/12/2023

A l'assemblée générale de la société ICE Groupe,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-58 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-58 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

Conventions autorisées et conclues au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé, à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 225-86 du code de commerce.

Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale

En application de l'article R. 225-57 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Conventions avec la SCI Alfortville Brie Comte Robert (ABCR) :

- ✓ La société ICE GROUPE a versé à la société ABCR un loyer de 407 669 euros HT au titre de l'exercice dans le cadre du bail commercial pour la location d'un ensemble immobilier sis 10/12, rue du marché et 9/11 et 13, rue Marcel Sembat à Alfortville (94). La taxe foncière afférente à ces locaux, facturée par la société ABCR, s'est élevée à 43 793 euros.
- ✓ La société ICE GROUPE a versé à la société ABCR un loyer de 369 468 euros HT au titre de l'exercice dans le cadre du bail commercial pour la location d'un ensemble immobilier sis 24, rue Petit de Beauverger à Brie Comte Robert (77). La taxe foncière afférente à ces locaux, facturée par la société ABCR, s'est élevée à 30 545 euros.
- ✓ La société ABCR a également facturé 7 878 euros de taxe sur les bureaux à ICE GROUPE.

Fait à Paris, le 26 mars 2024

Les commissaires aux comptes

SOCAUDIT

Pierre-Jean FRISON

Serge Kubryk Audit

Daniel MIMOUN

7.4. Affectation du résultat

En euro	2023	2022	2021
Origines	5 439 908,47	6 425 488,67	4 520 770,78
Report à nouveau figurant au bilan de l'exercice	1 348 904,67	1 512 937,02	1 703 234,45
Résultat de l'exercice	4 091 003,80	4 912 551,65	2 817 536,33
Affectations	5 439 908,47	6 425 488,67	4 520 770,78
Réserve légale	4 193,00	4 209,00	9 016,00
Réserves facultatives	3 000 000,00	4 000 000,00	2 000 000,00
Dividendes de 5% sur capital (11.698.180 € en 2023)	584 909,00	582 812,50	580 708,00
Complément de dividendes	538 116,28	489 562,50	418 109,76
Report à nouveau	1 312 690,19	1 348 904,67	1 512 937,02

8. Annexes

8.1. Ruban bleu 2023



ICE SAS, installée avec ICE Groupe à Alfortville (près de Paris), est ruban bleu 2023 pour sa croissance, ses résultats et perspectives.

Sous la direction générale de Emmanuel THIZON et la direction Recherche Développement de Daniel HUITOREL, ICE a obtenu en 2023 des augmentations de +18% de ses ventes, de +65% de sa valeur ajoutée et de +3,15 M€ de son résultat net.

Elle a été retenue sur les 3 lots du contrat Smart Electre RTE de 4 ans (renouvelable une fois, donc 8 ans) : a) les postes sources et grands postes, b) les postes « d » et c) les postes atypiques auxquels elle avait candidaté en 2023. Ce très beau résultat est le fruit d'un long travail initié il y a plus de quinze années, en particulier depuis 2018, avec des dépenses de R&D représentant jusqu'à 40% du chiffre d'affaires. Sa présence unique sur les 3 lots révèle à quel point RTE, un des gestionnaires de réseau de transport d'électricité les plus influents dans le monde, fait confiance à ICE, face à des concurrents de taille internationale pour cet appel d'offre ! Cette réussite donne à ICE plusieurs années de visibilité et permet de poursuivre la croissance initiée en 2023.

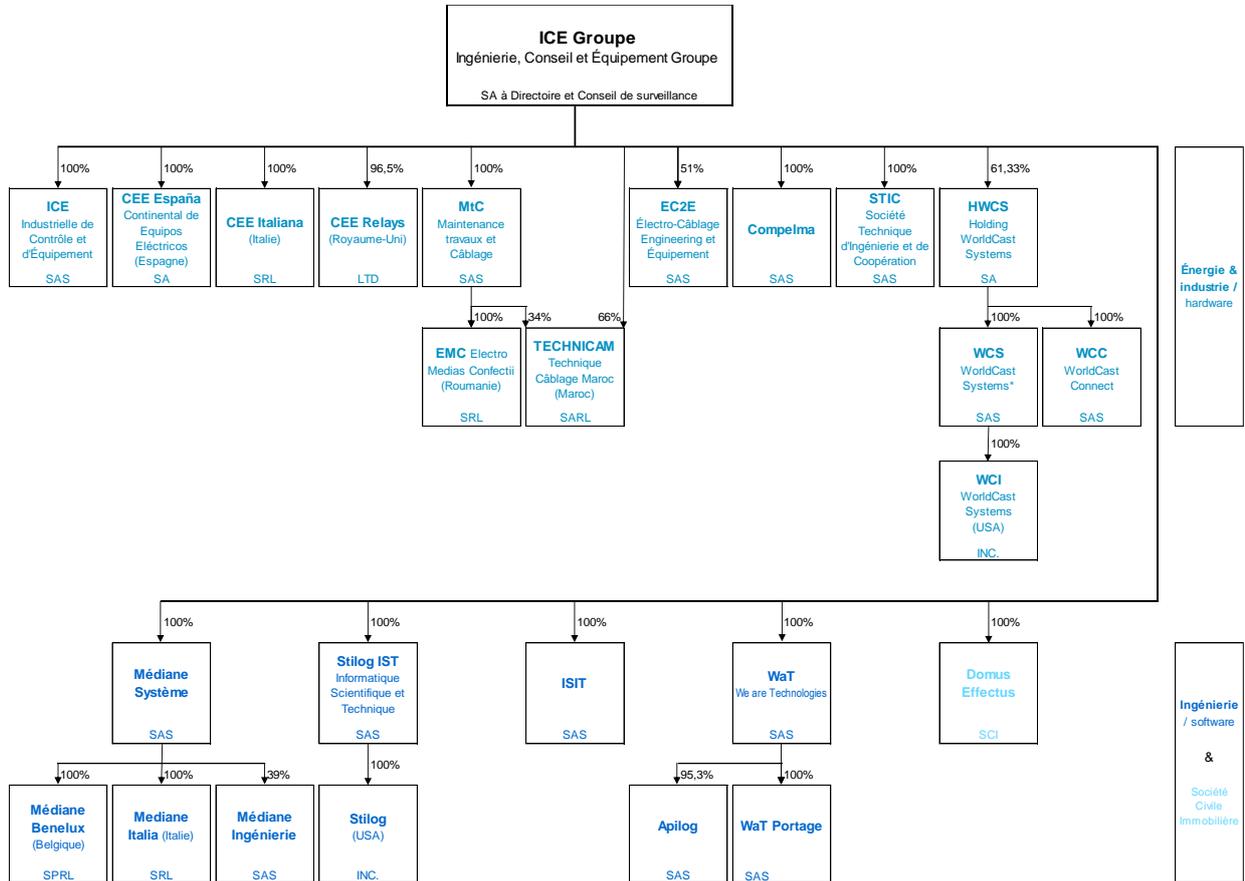


Historique des rubans bleus

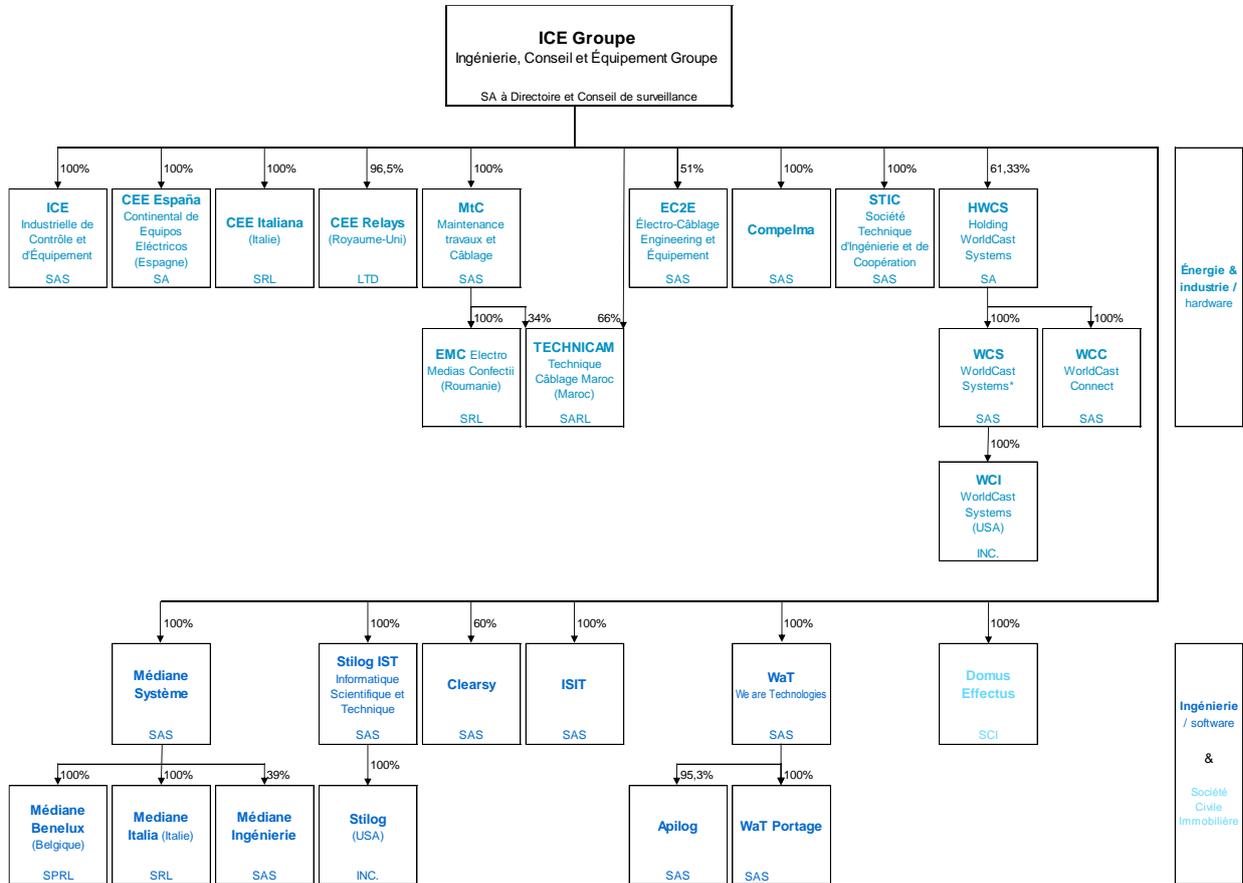
Année <small>(au titre de)</small>	Société	Dirigeant
2023	ICE	Emmanuel THIZON & Daniel HUITOREL
2022	Compelma	Jean-Luc BARREAU
2021	CEPA	Philippe MALINVAUD
2020	STIC	Guy LE MARC
2019	STILOG & STIC	François BERTHELOT & Christophe POIRMEUR - Guy LE MARC
2018	CEE Italiana	Alberto MOSCONI & Luca BELLOTTI
2017	STILOG IST & STILOG inc.	François BERTHELOT & Christophe POIRMEUR
2016	OTN	Régis et Bruce HUBERT
2015	CEE España	Juan NUÑEZ (statut platinum)
2014	3 CEE : España - Italiana - Relays	Juan NUÑEZ - Alberto MOSCONI - Brian USHER
2013	CEE España & Médiane Système	Juan NUÑEZ - François BERTAULD & Patrick SOMMACAL
2012	EC2E	Didier MARTINEAU
2010	Médial Concept - CEE Italiana	Olivier CHALAND & Stéphane LAQUERRE - Alberto MOSCONI
2009	ICE (TFI & DP) - CEE España	Didier BANTEGNIES & Gérard COURTIAL - Juan NUÑEZ
2008	CEE España	Juan NUÑEZ
2007	CEE Italiana	Alberto MOSCONI
2006	CEE Relays	Brian USHER
2003	CEE España	Juan NUÑEZ

8.2. Organigramme financier

8.2.1. Au 31-12-2023



8.2.2. Au 05-01-2024



8.3. Table de concordance du rapport de gestion

Afin de prendre connaissance des éléments du rapport de gestion, la table thématique suivante permet d'identifier les principales informations prévues par les articles L. 225-100 et suivants, L. 232-1 et R. 225-102 et suivants du Code de commerce.

Rubriques du Rapport de Gestion 2023	Pages
Situation et activité du Groupe en 2023, commentaires sur l'exercice	
Analyse de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et du Groupe (incluant notamment les dividendes mis en distribution au titre des trois exercices précédents et le montant des revenus) éligibles à l'abattement	51-58, 105-106
Faits marquants, évènements récents, perspectives	59
Recherche et développement	33
Comptes sociaux	
Chiffres d'affaires	83, 90
Bilan et compte de résultat de ICE Groupe	83-85
Dettes fournisseurs et clients	89
Résultats financiers sur 5 ans	94
Filiales et participations	93
Facteurs de risques	
Risques liés à l'activité	34
Risques juridiques	37
Risques industriels et environnementaux	38
Risques financiers	39
Assurance	41
Gouvernement d'entreprise	
Principes de gouvernance de l'entreprise	43
Liste des mandats et fonctions exercés dans toute société par chaque mandataire	44-45
Rémunération des mandataires sociaux	46
Informations sociales, sociétales et environnementales	
Informations relatives aux questions de personnels et conséquences sociales	97-101
Informations relatives aux engagements sociétaux	101
Informations relatives aux conséquences environnementales de l'activité de la société	102-103
Informations concernant le capital social	
Personnes physiques ou personnes morales exerçant un contrôle sur la société	49
Attribution d'actions de performance ACAs	49-50



ICE Groupe est une confédération d'entreprises industrielles et technologiques.
 La force de notre groupe : des entreprises à taille humaine favorisant la responsabilité et la motivation des équipes
 ainsi que la relation directe avec les clients.

Pour répondre aux préoccupations environnementales et faciliter sa conservation et son classement, ce rapport annuel n'est plus imprimé
 mais diffusé par voie électronique. Il est notamment disponible sur le site Internet www.icegroupe.com.
 Les personnes qui souhaiteraient encore disposer d'une version « papier » peuvent en faire la demande auprès de ICE Groupe.

Copyright ICE Groupe 2024 - Tous droits réservés



11 rue Marcel Sembat
94146 Alfortville cedex
FRANCE

Tél : +33 (0)1 41 79 76 00

contact@icegroupe.com - www.icegroupe.com